

CONSEIL COMMUNAL DU 16 DÉCEMBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 16 DECEMBER 2024

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Charles Spapens, *Président/Voorzitter* ;
Alain Mugabo Mukunzi, Simon De Beer, Françoise Père, Oumnia Berrahal, Saïd Tahri, Fatima Zohra El Omari, Jacyara Farias de Azevedo, Flo Flamme, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghyssels, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Ahmed Ouartassi, Mariam El Hamidine, Alitia Angeli, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Séverine De Laveleye, Maud De Ridder, Francis Dagrín, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Liesbeth Goossens, Zakaria Yaakoubi, Gilles Martin, Rokia Bamba, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Sébastien Gillard, Teresa Vetter, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Rizalva dos Santos Deville, Sophie Michez, Antoine Lebessis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Mr Spapens : Avant d'ouvrir le conseil, je voudrais féliciter Cédric pour sa nouvelle paternité.

De heer Spapens : Voordat we de gemeenteraad openen, wil ik Cédric feliciteren met zijn nieuwe vaderschap.

Madame De Laveleye est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Mevrouw De Laveleye wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden bij stemmingen bij naamafroeping.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Affaires générales - Election des membres du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale ;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'aide sociale ;

Considérant que l'article 12 de cette loi dispose que l'élection des membres du conseil de l'action sociale a lieu en séance publique le troisième lundi qui suit l'installation du conseil communal ;

Considérant que, conformément à l'article 6 de la loi organique, le conseil de l'action sociale de la

commune de Forest est composé de 13 membres ;

Considérant que, conformément à l'article 13 de la loi organique, chacun des 37 conseillers communaux dispose de 8 voix ;

Vu les actes de présentation au nombre de 5, introduits conformément aux dispositions de l'arrêté royal précité ;

Considérant que respectivement, ces actes présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les conseillers communaux suivants :

n° acte	Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants	Présentés par :
1	M. Elongo Lofemba Frédéric Joël	1.M.Jean Marie Lebrun 2.Mme.Mélanie Lebrun	1.M.Stéphane Peycker 2.Mm.Sophie Michez
2	Mme. Caroline Dupont M.Gilles Martin Mme.Naima Gamni	1.Mme. Delphine Chabbert 2.M. Xavier Bodson 3.Mme. Valérie Mpasimas 1.Mme. Hilde Peeters 2.M Xavier Bodson 3.Mme Delphine Chabbert 1.Mme. Delphine Chabbert 2. M. Xavier Bodson 3.Mme. Valérie Mpasiwas	1.M.ZakariaYaakoubi 2.Mme Françoise Père 3.Mme. Nadia EL YOUSFI 4.Mme. Fatima El Omari 4.M.Charles Spapens 5.M.Saïd Tahri
3	Mme.Séverine De Laveleye M. Nicolas.Lonfils Mme. Rabab Khairy	1 M. Julien Gillion 2.Mme. Hannatou Diallo 1.M. Gillion Julien 2.Mme Hannatou Diallo 1.M.Julien Gillion 2.Mme. Hannatou Diallo	1.M.Alain Mubago 2.Mme.Séverine de Laveleye 3.Mme. Flo Flamme 4.Mme. Maud De Ridder 5.Mme. Alitia Angeli

4	Mme. Amon Chiaké Lyne Ruddy	1 Mme. Francine Meurice 2.M. Sébastien Gillard	1 Mme. Jacyara Farias De Azevedo 2.M. Simon De Beer 3.Mme.Oumnia Berrahal 4.M Sébastien Gillard
	M.Stéphane Pepin	1.M Gillard Sebastien 2 Mme. Meurice Francine	
	Mme. Elise Wynn Elise	1.Mme. Francine Meurice 2.M.Gillard Sébastien	
5	1. M.Fabre Delfosse	1.Mme. Dominique Gillard 2.M.Marc Loewenstein 3.Mme. Florence Brassart 4.M. Mathieu Schulte	M. Cédric Pierre De Permentier M.Marc Loewenstein M.Michel Claise Mme Margaux Aggujaro M ^{me} Dominique Gillard M. Eitan Bergman M.Elvis Kola Mme. Dominique Goldberg M. Charles-Bernard Potelle Mme. Marie Poulaert
	2.Mme. Christiane Defays	1.M. Frédéric Klein 2.Mme. Isabelle Maduda 3.M. Cédric Pierre - De Permentier	
	3.M. Henri Gillard	1.M ^{me} Dominique Gillard 2.M. Marc Loewenstein 3.Mme. Florence Brassart 4.M.Mathieu Schulte	
	4.Mme.Stéphanie Römer	1.M. Frédéric Klein 2.Mme.Isabelle Maduda 3.M.Cédric Pierre-De Permentier	
	5.M. Youssef Lakhloufi	1.Mme.Dominique Gillard 2.M. Frédéric Klein 3.Mme. Isabelle Maduda 4.M.Cédric Pierre De Permentier	

Vu la liste des candidats arrêtée par le Bourgmestre, sur base desdits actes de présentation et libellée comme suit :

Candidats membres effectifs	Candidats membres suppléants
-----------------------------	------------------------------

AMON Chiaké Lyne Ruddy 30.03.1991	Francine MEURICE 19.06.1983 Sébastien GILLARD 16.01.1994
DEFAYS Christiane 23.07.1952	Frédéric KLEIN 19.08.1975 Isabelle MADUDA 13.06.1971 Cédric PIERRE-DE PERMENTIER 02.06.1995
DE LAVELEYE Séverine 09.11.1976	Julien GILLION 15.01.1992 Hannatou DIALLO 05.09.1988
DELFOSSÉ Fabre 27.07.1978	Dominique GILLARD 24.04.1963 Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Mme Florence BRASSART 02.06.1967 Mathieu SCHULTE 06.09.1979
DUPONT Caroline 31.08.1992	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Xavier BODSON 20.09.1970 Valérie MPASINAS 25.06.1982
ELONGO LOFEMBA Frédéric Joël 30.06.1964	Jean Marie LEBRUN 23.09.1952 Mélanie LEBRUN 31.03.1997
GAMNI Naima 16.11.1976	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Xavier BODSON 20.09.1970 Valérie MPASINAS 25.06.1982
GILLARD Henri 02.08.1952	Dominique GILLARD 24.04.1963 Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Florence BASSART 02.06.1967 Mathieu SCHULTE 06.09.1979

KHAIRY Rabab 15.02.1977	Julien GILLION 15.01.1992 Hannatou DIALLO 05.09.1988
LAKHLOUFI Youssef 28.04.1979	Dominique GILLARD 24.04.1963 Frédéric KLEIN 19.08.1975 Isabelle MADUDA 13.06.1971 Cédric PIERRE-DEPERMENTIER 02.06.1995
LONFILS Nicolas 20.06.1976	Julien GILLION 15.01.1992 Hannatou DIALLO 05.09.1988
MARTIN Gilles 02.02.1971	Hilde PEETERS 04.07.1985 Xavier BODSON 20.09.1970 Delphine ChABBERT 01.11.1971
PEPIN Stéphane 25.12.1969	Sebastien GILLARD 16.01.1994 Francine MEURICE 19.06.1953
RÖMER Stéphanie 05.04.1985	Frédéric KLEIN 19.08.1975 Isabelle MADUDA 13.06.1971 Cédric PIERRE -DE PERMENTIER 02.06.1995
WIJNEN Elise 27.05.1983	Francine MEURICE 19.06.1953 Sébastien GILLARD 16.01.1994

Considérant que Messieurs Zakaria Yaakoubi et Elvis Kola, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent M. le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection des membres effectifs du conseil de l'aide sociale et de leurs suppléants ;

Il y a 37 votants ayant reçu chacun 8 bulletins ;

296 bulletins ont été retirés de l'urne (296 bulletins valables) ;

Les suffrages exprimés sont attribués comme suit :

AMON Chiaké Lyne Ruddy	22
DEFAYS Christiane	20
DE LAVELEYE Séverine	24
DELFOSE Fabre	20
DUPONT Caroline	22
ELONGO LOFEMBA Frédéric Joël	21
GAMNI Naima	21
GILLARD Henri	20
KHAIRY Rabab	21
LAKHLOUFI Youssef	0
LONFILS Nicolas	22
MARTIN Gilles	21
PEPIN Stéphane	21
RÖMER Stéphanie	20
WIJNEN Elise	21
Total des suffrages	296

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés ;

Constate que 12 candidats-membres effectifs doivent être départagés, en raison d'une parité de voix, suivant l'ordre indiqué à l'article 15 de la loi organique :

Candidats ayant obtenu 22 voix :

1	Lonfils Nicolas	Siège depuis le 1 ^{er} mars 2013
2	Dupont Caroline	Siège depuis le 15 mars 2015

3	Amon Chiakké Lyne Ruddy	Nouvelle élue
---	-------------------------	---------------

Candidats ayant obtenu 21 voix :

1	Wijnen Elise	Siège depuis le 23 avril 2020
2	Khairy Rabab	Siège depuis le 10 février 2022
3	Pepin Stéphane	Le plus âgé de moins de 60 ans
4	Martin Gilles	Moins âgé que Pépin
5	Gamni Naima	Moins âgé que Martin
6	Elongo Lofemba	+ de 60 ans

Candidats ayant obtenu 20 voix :

1	Gillard Henri	Siège depuis 2013
2	Defays Christiane	Siège depuis le 1 ^{er} mars 2019
3	Delfosse Fabre	Plus âgé que Römer
4	Römer Stéphanie	Moins âgée

Sont élus membres effectifs du conseil de l'action sociale	Les candidats suppléants pour chaque membre effectif élu mentionné en regard sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation les suppléants de ces membres effectifs élus
DE LAVELEYE Séverine 09.11.1976 Résidence principale : Rue des Primeurs, 50 à 1190 Forest	Julien GILLION 15.01.1992 Résidence principale : Rue du Feu, 12 à 1190 Forest Hannatou DIALLO 05.09.1988 Résidence principale : Rue Fernand Gillion, 26 B02 à 1190 Forest
LONFILS Nicolas 20.06.1976 Résidence principale : Avenue Toots Thielemans, 42 à 1190 Forest	Julien GILLION 15.01.1992 Résidence principale : Rue du Feu, 12 à 1190 Forest Hannatou DIALLO 05.09.1988 Résidence principale : Rue Fernand Gillion, 26 B02 à 1190 Forest

DUPONT Caroline 31.08.1992 Résidence principale : Avenue Brugmann, 185 à 1190 Forest	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Résidence principale : Rue du Charme, 31B à 1190 Forest Xavier BODSON 20.09.1970 Résidence principale : Boulevard Guillaume Van Haelen, 110 à 1190 Forest Valérie MPASINAS 25.06.1982 Résidence Principale : Rue Auguste Heen, 7 à 1190 Forest.
AMON Chiaké Lyne Ruddy 30.03.1991 Résidence principale : Rue Berthelot, 109 à 1190 Forest	Francine MEURICE 19.06.1953 Résidence principale : Rue du Curé, 25/1 à 1190 Forest Sébastien GILLARD 16.01.0994 Chaussée d'Alseberg, 221 à 1190 Forest
WIJNEN Elise 27.05.1983	Francine MEURICE 19.06.1983 Résidence principale : Rue du Curé, 25/1 à 1190 Forest Sébastien GILLARD 16.01.0994 Chaussée d'Alseberg, 221 à 1190 Forest
KHAIRY Rabab 15.02.1977	Julien GILLION 15.01.1992 Résidence principale : Rue du Feu, 12 à 1190 Forest Hannatou DIALLO 05.09.1988 Résidence principale : Rue Fernand Gillion, 26 B02 à 1190 Forest
PEPIN Stéphane 25.12.1969	Sebastien GILLARD 16.01.1994 Résidence principale : Chaussée d'Alseberg, 221 à 1190 Forest Francine MEURICE 19.06.1953 Résidence principale : Rue du Curé, 25/1 à 1190 Forest

MARTIN Gilles 02.02.1971	Hilde PEETERS 04.07.1985 Xavier BODSON 20.09.1970 Résidence principale : Boulevard Guillaume Van Haelen, 110 à 1190 Forest Delphine CHABBERT 01.11.1971 Résidence principale : Rue du Charme, 31B à 1190 Forest.
GAMNI Naima 16.11.1976	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Résidence principale : Rue du Charme, 31B à 1190 Forest Xavier BODSON 20.09.1970 Résidence principale : Boulevard Guillaume Van Haelen, 110 à 1190 Forest Valérie MPASINAS 25.06.1982 Résidence Principale : Rue Auguste Heen, 7 à 1190 Forest.
ELONGO LOFEMBA Frédéric Joël 30.06.1964 Résidence principale : Chaussée de Bruxelles 328 à 1190 Forest	Jean Marie LEBRUN 23.09.1952 Résidence principale : Rue Saint-Denis 63 à 1190 Forest Mélanie LEBRUN 31.03.1997 Résidence principale : Rue Saint-Denis 63 à 1190 Forest
GILLARD Henri 02.08.1952	Dominique GILLARD 24.04.1963 Résidence principale : Avenue Everard , 16 à 1190 Forest Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Résidence principale : Avenue de Haveskercke, 131 à 1190 Forest Florence BASSART 02.06.1967 Résidence principale : rue Berthelot, 181 à 1190 Forest Mathieu SCHULTE 06.09.1979 Avenue Mozart, 16/6 à 1190 Forest

DEFAYS Christiane 23.07.1952	Frédéric KLEIN 19.08.1975 Résidence principale : Rue Rodenbach, 112 à 1190 Forest Isabelle MADUDA 13.06.1971 Résidence principale : Avenue Minerve, 44 à 1190 Forest Cédric PIERRE-DE PERMENTIER 02.06.1995 Résidence principale : Avenue Ulysse, 34 à 1190 Forest.
DELFOSSÉ Fabre 27.07.1978	Dominique GILLARD 24.04.1963 Résidence principale : Avenue Everard , 16 à 1190 Forest Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Résidence principale : Avenue de Haveskercke, 131 à 1190 Forest Florence BASSART 02.06.1967 Résidence principale : rue Berthelot, 181 à 1190 Forest Mathieu SCHULTE 06.09.1979 Avenue Mozart, 16/6 à 1190 Forest

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies pour les 13 candidats membres effectifs élus et les 17 candidats suppléants élus de plein droit ;

Constate qu'aucun membre effectif ne se trouve dans un des cas d'incompatibilité précisés aux articles 8 et 9 de la loi organique du 8 juillet 1976 ;

La présente délibération sera transmise en double exemplaire au Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale;

PREND ACTE,

Que M. le Bourgmestre-Président proclame en séance publique les résultats de l'élection des membres effectifs et suppléants du conseil de l'action sociale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
37 votants : 37 votes positifs.

Algemene zaken - Verkiezing van de leden van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk

welzijn;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1976 betreffende de verkiezing van de raden van de plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat artikel 12 van deze wet bepaalt dat de verkiezing van de leden van de raad voor maatschappelijk welzijn plaatsheeft in openbare zitting, op de derde maandag volgend op de installatie van de gemeenteraad;

Overwegende dat de raad voor maatschappelijk welzijn van de gemeente Vorst, overeenkomstig artikel 6 van de organieke wet, uit 13 leden bestaat;

Overwegende dat elk van de 37 gemeenteraadsleden, overeenkomstig artikel 13 van de organieke wet, over 8 stemmen beschikt;

Gelet op de 5 akten van voordracht, die ingediend werden in overeenstemming met de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit;

Overwegende dat deze akten respectievelijk de hierna vermelde kandidaten voordragen en ondertekend werden door de volgende gemeenteraadsleden:

Akte nr.	Kandidaat-effectieve leden	Kandidaat-opvolgers	Voorgedragen door:
1	Dhr. Frédéric Joël Elongo Lofemba	1. Dhr. Jean-Marie Lebrun 2. Mevr. Mélanie Lebrun	1. Dhr. Stéphane Peycker 2. Mevr. Sophie Michez
2	Mevr. Caroline Dupont Dhr. Gilles Martin Mevr. Naima Gamni	1. Mevr. Delphine Chabbert 2. Dhr. Xavier Bodson 3. Mevr. Valérie Mpasimas 1. Mevr. Hilde Peeters 2. Dhr. Xavier Bodson 3. Mevr. Delphine Chabbert 1. Mevr. Delphine Chabbert 2. Dhr. Xavier Bodson 3. Mevr. Valérie Mpasiwas	1. Dhr. Zakaria Yaakoubi 2. Mevr. Françoise Père 3. Mevr. Nadia El Yousfi 4. Mevr. Fatima El Omari 5. Dhr. Charles Spapens 6. Dhr. Saïd Tahri

3	Mevr.Séverine De Laveleye	1 Dhr. Julien Gillion 2. Mevr. Hannatou Diallo	1. Dhr. Alain Mubago 2. Mevr. Séverine de Laveleye 3. Mevr. Flo Flamme 4. Mevr. Maud De Ridder 5. Mevr. Alitia Angeli
	Dhr. Nicolas Lonfils	1. Dhr. Gillion Julien 2. Mevr. Hannatou Diallo	
	Mevr. Rabab Khairy	1. Dhr. Julien Gillion 2. Mevr. Hannatou Diallo	
4	Mevr. Amon Chiaké Lyne Ruddy	1 Mevr. Francine Meurice 2. Dhr. Sébastien Gillard	1. Mevr. Jacyara Farias De Azevedo 2. Dhr. Simon de Beer 3. Mevr. Oumnia Berrahal 4. Dhr. Sébastien Gillard
	Dhr. Stéphane Pepin	1. Dhr. Gillard Sébastien 2. Mevr. Meurice Francine	
	Mevr. Elise Wynyen	1. Mevr. Francine Meurice 2. Dhr. Gillard Sébastien	
5	1. Dhr. Fabre Delfosse	1. Mevr. Dominique Gillard 2. Dhr. Marc Loewenstein 3. Mevr. Florence Brassart 4. Dhr. Mathieu Schulte	Dhr. Cédric Pierre-De Permentier Dhr. Marc Loewenstein Dhr. Michel Claise Mevr. Margaux Aggujaro Mevr. Dominique Gillard Dhr. Eitan Bergman Dhr. Elvis Kola Mevr. Dominique Goldberg Dhr. Charles-Bernard Potelle Mevr. Marie Poulaert
	2.Mevr. Christiane DEFAYS	1. Dhr. Frédéric Klein 2. Mevr. Isabelle Maduda 3. Dhr. Cédric Pierre-De Permentier	
	3.Dhr. Henri Gillard	1. Mevr. Dominique Gillard 2. Dhr. Marc Loewenstein 3. Mevr. Florence Brassart 4. Dhr. Mathieu Schulte	
	4. Mevr. Stéphanie Römer	1. Dhr. Frédéric Klein 2. Mevr. Isabelle Maduda 3. Dhr. Cédric Pierre-De Permentier	

5. Dhr. Youssef Lakhroufi	1. Mevr. Dominique Gillard 2. Dhr. Frédéric Klein 3. Mevr. Isabelle Maduda 4. Dhr. Cédric Pierre De Permentier
---------------------------	---

Gelet op de kandidatenlijst, door de Burgemeester opgesteld, op grond van de genoemde voordrachtakten en luidend als volgt:

Kandidaat-effectieve leden	Kandidaat-opvolgers
Chiaké Lyne Ruddy AMON 30.03.1991	Francine MEURICE 19.06.1983 Sébastien GILLARD 16.01.1994
Christiane DEFAYS 23.07.1952	Frédéric KLEIN 19.08.1975 Isabelle MADUDA 13.06.1971 Cédric PIERRE-DE PERMENTIER 02.06.1995
Séverine DE LAVELEYE 09.11.1976	Julien GILLION 15.01.1992 Hannatou DIALLO 05.09.1988
Fabre DELFOSSE 27.07.1978	Dominique GILLARD 24.04.1963 Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Mevr. Florence BRASSART 02.06.1967 Mathieu SCHULTE 06.09.1979
Caroline DUPONT 31.08.1992	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Xavier BODSON 20.09.1970 Valérie MPASINAS 25.06.1982
Frédéric Joël ELONGO LOFEMBA 30.06.1964	Jean-Marie LEBRUN 23.09.1952 Mélanie LEBRUN 31.03.1997

Naima GAMNI 16.11.1976	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Xavier BODSON 20.09.1970 Valérie MPASINAS 25.06.1982
Henri GILLARD 02.08.1952	Dominique GILLARD 24.04.1963 Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Florence BASSART 02.06.1967 Mathieu SCHULTE 06.09.1979
Rabab KHAIRY 15.02.1977	Julien GILLION 15.01.1992 Hannatou DIALLO 05.09.1988
Youssef LAKHLOUFI 28.04.1979	Dominique GILLARD 24.04.1963 Frédéric KLEIN 19.08.1975 Isabelle MADUDA 13.06.1971 Cédric PIERRE-DEPERMENTIER 02.06.1995
Nicolas LONFILS 20.06.1976	Julien GILLION 15.01.1992 Hannatou DIALLO 05.09.1988
Gilles MARTIN 02.02.1971	Hilde PEETERS 04.07.1985 Xavier BODSON 20.09.1970 Delphine CHABBERT 01.11.1971
Stéphane PEPIN 25.12.1969	Sébastien GILLARD 16.01.1994 Francine MEURICE 19.06.1953
Stéphanie RÖMER 05.04.1985	Frédéric KLEIN 19.08.1975 Isabelle MADUDA 13.06.1971 Cédric PIERRE-DE PERMENTIER 02.06.1995

Elise WIJNEN 27.05.1983	Francine MEURICE 19.06.1953 Sébastien GILLARD 16.01.1994
----------------------------	---

Overwegende dat de heren Zakaria Yaakoubi en Elvis Kola, de twee jongste verkozenen van de Raad, de Burgemeester-Voorzitter bijstand verlenen bij de stem- en telverrichtingen;

Gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing van de werkende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn en hun opvolgers;

Er zijn 37 aanwezigen, die elk 8 stembrieven hebben ontvangen;

Er werden 296 stembrieven uit de stembus gehaald (296 geldige stembrieven);

De uitgebrachte stemmen worden als volgt toegekend:

AMON Chiaké Lyne Ruddy	22
DEFAYS Christiane	20
DE LAVELEYE Séverine	24
DELFOSSÉ Fabre	20
DUPONT Caroline	22
ELONGO LOFEMBA Frédéric Joël	21
GAMNI Naima	21
GILLARD Henri	20
KHAIRY Rabab	21
LAKHLOUFI Youssef	0
LONFILS Nicolas	22
MARTIN Gilles	21
PEPIN Stéphane	21
RÖMER Stéphanie	20
WIJNEN Elise	21

Totaal aantal stemmen	296
-----------------------	-----

Stelt vast dat de stemmen uitgebracht werden ten voordele van de kandidaat-effectieve leden die volgens de regels werden voorgedragen;

Stelt vast dat er een keuze gemaakt moet worden tussen 12 kandidaat-werkende leden, vanwege een staking der stemmen, overeenkomstig artikel 15 van de organieke wet;

Kandidaten met 22 stemmen:

1	Nicolas Lonfils	Zetelt sinds 1 maart 2013
2	Caroline Dupont	Zetelt sinds 15 maart 2015
3	Amon Chiaké Lyne Ruddy	Nieuw verkozen

Kandidaten met 21 stemmen:

1	Elise Wijnen	Zetelt sinds 23 april 2020
2	Rabab Khairy	Zetelt sinds 10 februari 2022
3	Stéphane Pépin	Oudste jonger dan 60 jaar
4	Gilles Martin	Jonger dan Pépin
5	Gamni Naima	Jonger dan Martin
6	Elongo Lofemba	Ouder dan 60 jaar

Kandidaten met 20 stemmen:

1	Gillard Henri	Zetelt sinds 2013
2	Christiane Defays	Zetelt sinds 1 maart 2019
3	Fabre Delfosse	Ouder dan Römer
4	Stéphanie Römer	Jonger

Tot werkende leden van de raad voor maatschappelijk welzijn werden verkozen	De kandidaat-opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief lid zijn van rechtswege en in volgorde van de akte van voordracht opvolger van deze verkozen werkende leden
---	--

Séverine DE LAVELEYE 09.11.1976 Hoofdverblijfplaats: Vroegegroentenstraat 50, 1190 Vorst	Julien GILLION 15.01.1992 Hoofdverblijfplaats: Vuurstraat 12, 1190 Vorst Hannatou DIALLO 05.09.1988 Hoofdverblijfplaats: Fernand Gillionstraat 26 B02, 1190 Vorst
Nicolas LONFILS 20.06.1976 Hoofdverblijfplaats: Toots Thielemansstraat 42, 1190 Vorst	Julien GILLION 15.01.1992 Hoofdverblijfplaats: Vuurstraat 12, 1190 Vorst Hannatou DIALLO 05.09.1988 Hoofdverblijfplaats: Fernand Gillionstraat 26 B02, 1190 Vorst
Caroline DUPONT 31.08.1992 Hoofdverblijfplaats: Brugmannlaan 185, 1190 Vorst	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Hoofdverblijfplaats: Steenbeukstraat 31B, 1190 Vorst Xavier BODSON 20.09.1970 Hoofdverblijfplaats: Guillaume Van Haelenlaan 110, 1190 Vorst Valérie MPASINAS 25.06.1982 Hoofdverblijfplaats: Auguste Heenestraat 7, 1190 Vorst
Chiaké Lyne Ruddy AMON 30.03.1991 Hoofdverblijfplaats: Berthelotstraat 109, 1190 Vorst	Francine MEURICE 19.06.1953 Hoofdverblijfplaats: Pastoorstraat 25/1, 1190 Vorst Sébastien GILLARD 16.01.1994 Alsebergsesteenweg 221 - 1190 Vorst
Elise WIJNEN 27.05.1983	Francine MEURICE 19.06.1983 Hoofdverblijfplaats: Pastoorstraat 25/1, 1190 Vorst Sébastien GILLARD 16.01.0994 Alsebergsesteenweg 221 - 1190 Vorst

Rabab KHAIRY 15.02.1977	Julien GILLION 15.01.1992 Hoofdverblijfplaats: Vuurstraat 12, 1190 Vorst Hannatou DIALLO 05.09.1988 Hoofdverblijfplaats: Fernand Gillionstraat 26 B02, 1190 Vorst
Stéphane PEPIN 25.12.1969	Sébastien GILLARD 16.01.1994 Hoofdverblijfplaats: Alsebergsesteenweg 221 - 1190 Vorst Francine MEURICE 19.06.1953 Hoofdverblijfplaats: Pastoorstraat 25/1, 1190 Vorst
Gilles MARTIN 02.02.1971	Hilde PEETERS 04.07.1985 Xavier BODSON 20.09.1970 Hoofdverblijfplaats: Guillaume Van Haelenlaan 110, 1190 Vorst Delphine CHABBERT 01.11.1971 Hoofdverblijfplaats: Steenbeukstraat 31B, 1190 Vorst
Naima GAMNI 16.11.1976	Delphine CHABBERT 01.11.1971 Hoofdverblijfplaats: Steenbeukstraat 31B, 1190 Vorst Xavier BODSON 20.09.1970 Hoofdverblijfplaats: Guillaume Van Haelenlaan 110, 1190 Vorst Valérie MPASINAS 25.06.1982 Hoofdverblijfplaats: Auguste Heenestraat 7, 1190 Vorst
Frédéric Joël ELONGO LOFEMBA 30.06.1964 Hoofdverblijfplaats: Brusselsesteenweg 328 - 1190 Vorst	Jean-Marie LEBRUN 23.09.1952 Hoofdverblijfplaats: Sint-Denijsstraat 63 – 1190 Vorst Mélanie LEBRUN 31.03.1997 Hoofdverblijfplaats: Sint-Denijsstraat 63 – 1190 Vorst

Henri GILLARD 02.08.1952	Dominique GILLARD 24.04.1963 Hoofdverblijfplaats: Everardlaan 16, 1190 Vorst Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Hoofdverblijfplaats: de Haveskerckelaan 131, 1190 Vorst Florence BASSART 02.06.1967 Hoofdverblijfplaats: Berthelotstraat 181, 1190 Vorst Mathieu SCHULTE 06.09.1979 Mozartlaan 16/6, 1190 Vorst
DEFAYS Christiane 23.07.1952	Frédéric KLEIN 19.08.1975 Hoofdverblijfplaats: Rodenbachstraat 112, 1190 Vorst Isabelle MADUDA 13.06.1971 Hoofdverblijfplaats: Minervalaan 44, 1190 Vorst Cédric PIERRE-DE PERMENTIER 02.06.1995 Hoofdverblijfplaats: Ulysselaan 34, 1190 Vorst
Fabre DELFOSSE 27.07.1978	Dominique GILLARD 24.04.1963 Hoofdverblijfplaats: Everardlaan 16, 1190 Vorst Marc LOEWENSTEIN 14.09.1977 Hoofdverblijfplaats: de Haveskerckelaan 131, 1190 Vorst Florence BASSART 02.06.1967 Hoofdverblijfplaats: Berthelotstraat 181, 1190 Vorst Mathieu SCHULTE 06.09.1979 Mozartlaan 16/6, 1190 Vorst

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden verenigd worden door alle 13 kandidaat-werkende leden en de 17 van rechtswege verkozen kandidaat-opvolgers;

Stelt vast dat geen enkel effectief lid zich bevindt in een van de gevallen van onverenigbaarheid als bepaald in artikel 8 en 9 van de organieke wet van 8 juli 1976;

Deze beraadslaging zal in twee exemplaren worden overgemaakt aan het Rechtsprekend College van

het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

NEEMT AKTE,

Van het feit dat de Burgemeester-Voorzitter in openbare zitting de uitslag bekend maakt van de verkiezing van de werkende leden en opvolgers van de raad voor maatschappelijk welzijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 Affaires générales - Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 17 de la loi organique des CPAS, qui dispose que Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a plus de suppléant, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé l'acte de présentation du membre à remplacer, peuvent présenter un nouveau candidat membre effectif et au moins deux candidats suppléants de sexe différent. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur numérotation. Deux candidats suppléants qui se suivent sur l'acte de présentation sont de sexe différent. S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu; en cas de parité de voix, l'article 15 est applicable. ;

Considérant que Monsieur Sebastian Vanderlinden a présenté sa démission en qualité de membre du Conseil de l'action sociale ;

Considérant qu'il y a lieu de désigner un remplaçant afin d'achever le mandat du membre démissionnaire ;

Considérant que les deux membres suppléants, Madame Michèle Bourguet et Monsieur David Leclercq ne souhaitent pas siéger ;

Considérant que l'acte de présentation de Monsieur Sebastian Vanderlinden était signé par Monsieur Kris Vanslambrouck ;

Considérant que ce dernier n'est plus conseiller communal en fonction ;

Vu l'acte de présentation de candidature de Madame Séverine de Laveleye comme membre effective et de Monsieur Julien Gillon et Madame Hannatou Diallo comme membres suppléant, signé par Mesdames Alitia Angéli, Maud De Ridder et Séverine de Laveleye ;

Considérant que messieurs Zakaria Yaakoubi et Elvis Kola, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent Monsieur le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection de Madame Séverine de Laveleye comme membre effective et de ses suppléants, Monsieur Julien Gillon et Madame Hannatou Diallo ;

Il y a 37 votants ayant chacun reçu 1 bulletin ;

37 bulletins ont été retirés de l'urne (27 pour, 4 contre, 5 abstentions et 1 blanc) ;

PREND ACTE,

Que Monsieur le Bourgmestre-Président proclame en séance publique l'élection de Madame Séverine de Laveleye en qualité de membre effective du Conseil de l'action sociale.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.
37 votants : 27 votes positifs, 4 votes négatifs, 5 abstentions, 1 vote nul.

Algemene zaken - Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD,

Gelet op artikel 17 van de organieke OCMW-wet: "Wanneer een werkend lid vóór het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de akte van voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een nieuw kandidaat-werkend lid en tenminste twee kandidaat-opvolgers van verschillend geslacht voordragen". In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun nummering. Twee kandidaat-opvolgers die opeenvolgend staan op de akte van voordracht, zijn van verschillend geslacht. Indien dit niet het geval is, wordt de vervanger gekozen via geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid één stem heeft en de kandidaat met het hoogste aantal stemmen als verkozen wordt verklaard; bij staking van stemmen is artikel 15 van toepassing;

Overwegende dat de heer Sebastian Vanderlinden zijn ontslag heeft ingediend als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

Overwegende dat er een vervanger moet worden aangesteld om het mandaat van het ontslagnemende lid te voltooien;

Overwegende dat de twee plaatsvervangende leden, mevrouw Michèle Bourguet en de heer David Leclercq, niet wensen te zetelen;

Overwegende dat de akte van voordracht van de heer Sebastian Vanderlinden ondertekend was door de heer Kris Vanslambrouck;

Overwegende dat laatstgenoemde niet langer gemeenteraadslid in functie is;

Gelet op de akte van voordracht van mevrouw Séverine de Laveleye als werkend lid en de heer Julien Gillon en mevrouw Hannatou Diallo als plaatsvervangers, ondertekend door de dames Alitia Angeli, Maud De Ridder en Séverine de Laveleye;

Overwegende dat De heren Zakaria Yakoubi en Elvis Kola, de twee jongste verkozenen van de Raad, de Burgemeester-Voorzitter bijstand verlenen bij de stem- en telverrichtingen;

In openbare zitting en bij geheime stemming wordt overgegaan tot de verkiezing van mevrouw Séverine de Laveleye tot werkend lid en haar plaatsvervangers, de heer Julien Gillon en mevrouw Hannatou Diallo;

Er zijn 37 aanwezigen, die elk 1 stembrieven hebben ontvangen;

37 stembrieven werden uit de stembus genomen (27 voor, 4 tegen, 5 onthoudingen en 1 blanco);

NEEMT AKTE,

Dat de Burgemeester-Voorzitter in openbare zitting de verkiezing van mevrouw Séverine de Laveleye tot werkend lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn bekendmaakt.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

37 stemmers : 27 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen, 5 onthoudingen, 1 ongeldige stem.

Intervention de Mr POTELLE : On va perdre le seul conseiller CPAS néerlandophone, je ne sais pas si ça n'a pas des conséquences en termes de subsides ?

Réponse de Mr SPAPENS : Non, au CPAS, il n'y a pas d'obligations. Par contre, s'il y a un conseiller néerlandophone, il va pouvoir monter dans certains comités. L'absence de conseiller néerlandophone n'a pas d'impact.

Intervention de Mr SPAPENS : comme la question se pose du pourquoi de ce vote, voici l'explication. Comme la personne qui a signé l'acte de présentation de Mr Vanderlinden ne siège plus au conseil communal, le conseil communal est appelé à un vote sur la personne qui est appelée à siéger au CPAS puisque l'acte qui avait été présenté précédemment ne vaut plus puisque la personne n'est pas conseillère communale dans ce nouveau conseil.

Tussenkomst van de heer POTELLE

We gaan het enige Nederlandstalige OCMW-raadslid verliezen. Ik weet niet of dat gevolgen zal hebben in termen van subsidies?

Antwoord van de heer SPAPENS

Nee, bij het OCMW zijn er geen verplichtingen. Als er echter een Nederlandstalig raadslid is, zal hij of zij in bepaalde commissies kunnen zetelen. De afwezigheid van een Nederlandstalig raadslid heeft geen impact.

Tussenkomst van de heer SPAPENS

Aangezien de vraag rijst naar de reden van deze stemming, hierbij de verklaring. Aangezien de persoon die de akte van voordracht van de heer Vanderlinden heeft ondertekend, niet meer in de gemeenteraad zetelt, wordt de gemeenteraad opgeroepen te stemmen over de persoon die zal zetelen in het OCMW, want de akte die eerder werd neergelegd is niet langer geldig omdat de persoon geen gemeenteraadslid is in deze nieuwe raad.

1 annexe / 1 bijlage

Marc-Jean Ghysels quitte la séance / verlaat de zitting.
Dominique Goldberg quitte la séance / verlaat de zitting.
Cédric Pierre quitte la séance / verlaat de zitting.

3 **Affaires générales - Transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois - Décision générale.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 4, § 1^{er} de l'ordonnance du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et avantages des mandataires publics bruxellois ;

Vu l'article 12, § 1^{er} de la nouvelle loi communale ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal d'adopter dans le mois de son installation une décision générale afin d'arrêter, par une décision générale, le montant et les modes de rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation dont bénéficient les bourgmestre, échevins et conseillers communaux, ainsi qu'un inventaire des outils de travail jugés nécessaires à l'exercice de la fonction et mis à la disposition des bourgmestres, échevins et conseillers communaux ;

ARRÊTE

1) Rémunérations

a) Le traitement du bourgmestre et des échevins est fixé conformément aux dispositions des articles 19, § 1, alinéa 1^{er} et 28, § 1, alinéa 1^{er} de la nouvelle loi communale ;

b) Les conseillers communaux perçoivent lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal et aux réunions des commissions dont ils sont membres, un jeton de présence d'un montant de 100,00 € brut (indexé sur la base de l'indice santé au 1^{er} juin 2024).

2) Avantages de toute nature

Les bourgmestre, échevins et conseillers communaux ne bénéficient d'aucun avantage de toute nature à charge de la commune.

(La STIB octroie un libre-parcours à tout membre d'un Conseil communal bruxellois.)

3) Frais de représentation

Les bourgmestre, échevins et conseillers communaux ne bénéficient d'aucun frais de représentation.

4) Outils de travail

a) Le bourgmestre et les échevins bénéficient :

- d'un bureau comprenant le mobilier, le matériel courant, une ligne téléphonique et un ordinateur ;
- d'une tablette tactile équipée d'une connexion 4G permettant d'accéder à la gestion électronique des délibérations (BOS).

b) Les conseillers communaux bénéficient :

- d'une tablette tactile équipée d'une connexion 4G permettant d'accéder à la gestion électronique des délibérations (BOS).

Ces outils de travail sont à restituer dès la fin de l'exercice du mandat.

La présente décision générale est soumise à la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken - Transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen - Algemene beslissing.

DE RAAD,

Gelet op artikel 4, §1 van de ordonnantie van 14 december 2017 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen;

Gelet op artikel 12, §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het aan de Gemeenteraad toebehoort om binnen de maand na zijn installatie een algemene beslissing goed te keuren om, bij een algemene beslissing, het bedrag en de wijzen van bezoldigingen, voordelen van alle aard en representatievergoedingen ten gunste van de burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden vast te stellen, alsook een inventaris van de werkinstrumenten die nodig worden geacht voor de uitoefening van de functie en die ter beschikking gesteld worden van de burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden;

BESLUIT,

1) Bezoldigingen

a) De wedde van de burgemeester en de schepenen wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikelen 19, §1, eerste lid, en 28, §1, eerste lid van de nieuwe gemeentewet;

b) De gemeenteraadsleden ontvangen, wanneer ze de vergaderingen van de gemeenteraad bijwonen en de vergaderingen van de commissies waarvan ze lid zijn, presentiegeld ter waarde van 100,00 € bruto (geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex op 1 juni 2024).

2) Voordelen van alle aard

De burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden genieten geen enkel voordeel van alle aard ten laste van de gemeente.

(De MIVB kent een vrijkaart toe aan elk lid van een Brusselse Gemeenteraad)

3) Representatievergoedingen

De burgemeester, schepenen en gemeenteraadsleden genieten geen enkele representatievergoeding.

4) Werkinstrumenten

a) De burgemeester en de schepenen beschikken:

- over een kantoor met meubilair, courant materiaal, een telefoonlijn en een computer;
- over een touch tablet uitgerust met een 4G verbinding dat toegang geeft tot het elektronische beheer van de beraadslagingen (BOS).

b) De gemeenteraadsleden beschikken:

- over een touch tablet uitgerust met een 4G verbinding dat toegang geeft tot het elektronische beheer van de beraadslagingen (BOS).

Deze werkinstrumenten moeten teruggegeven worden op het einde van de uitoefening van het mandaat.

De huidige algemene beslissing wordt voorgelegd aan het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Sécurité civile - Civiele bescherming

4

Sécurité civile – Police administrative – Ordre public – Ordonnance de police – Confirmation.

LE CONSEIL,

Vu les articles 133, 134 §1er et 135 §2 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, en particulier son article 6 ;

Vu l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er octobre 2024 portant prolongation des mesures de police administrative définies par l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 25 avril 2024 définissant le périmètre du quartier dit « Saint-Antoine » dans le cadre de l'exécution des dispositions de l'Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 20 juin 2024 portant sur la prolongation de l'article 1 de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 précitée;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 9 septembre 2024 portant sur la prolongation de l'article 1er, §2 de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 précitée;

Vu l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 12 novembre 2024 portant sur la prolongation de l'article 1er, §2 de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 précitée, jointe au dossier;

Considérant que l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 1er octobre 2024 précité prolonge les mesures de police administrative visant à lutter contre le trafic de stupéfiants et l'augmentation des violences qu'il génère sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ; que ces mesures sont prolongées jusqu'au 3 mars 2025 inclus ;

Que cette prolongation s'inscrit dans le cadre d'une action conjointe et continue de l'ensemble des acteurs de la Prévention et de la Sécurité ;

Considérant que l'ordonnance de police du bourgmestre du 9 septembre 2024 portant sur la prolongation de l'article 1er, §2 de l'ordonnance du 2 mai 2024 précitée, est la déclinaison locale de l'arrêté régional précité ; qu'il y a lieu de prolonger l'ordonnance de police du bourgmestre du 9 septembre 2024 ;

Attendu que l'article 134 §1er précité de la Nouvelle loi communale habilite le Bourgmestre, "En cas d'émeutes, d'attroupements hostiles, d'atteintes graves portées à la paix publique ou d'autres

événements imprévus, lorsque le moindre retard pourrait occasionner des dangers ou des dommages pour les habitants, [...] [à] faire des ordonnances de police, à charge d'en donner sur le champ communication au conseil [...], en y joignant les motifs pour lesquels il a cru devoir se dispenser de recourir au conseil. [...]. Ces ordonnances cesseront immédiatement d'avoir effet si elles ne sont confirmées par le conseil à sa plus prochaine réunion » ;

Qu'à c'est égard, il convient de confirmer ladite Ordonnance en application de l'article 134 §1er de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De confirmer l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 12 novembre 2024 portant sur la prolongation de l'article 1er, §2 de l'Ordonnance de police du Bourgmestre du 2 mai 2024 portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Civiele veiligheid – Bestuurlijke politie – Openbare orde – Politieverordening – Bekrachtiging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 133, 134 §1 en 135 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, in het bijzonder artikel 6;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 oktober 2024 houdende verlenging van de bestuurlijke maatregelen bepaald bij het bovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 25 april 2024 tot afbakening van de perimeter van de 'Sint-Antoniuswijk' in het kader van de uitvoering van de bepalingen van hetbovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het bovengenoemde besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 20 juni 2024 tot de verlenging van artikel 1 van de bovengenoemde politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024, toegevoegd aan het dossier;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 9 september 2024 tot de verlenging van artikel 1, §2, van de bovengenoemde politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024;

Gelet op de politieverordening van de Burgemeester van 12 november 2024 tot de verlenging van artikel 1, §2, van de bovengenoemde politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024, toegevoegd aan het dossier;

Overwegende dat bovengenoemd besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 oktober 2024 bestuurlijke politiemaatregelen ter bestrijding van de drugshandel en het toenemende geweld dat deze veroorzaakt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, verlengt; dat deze maatregelen worden verlengd tot en met 3 maart 2025;

Dat deze verlenging deel uitmaakt van gezamenlijke en aangehouden inspanningen van alle preventie- en veiligheidsactoren;

Overwegende dat de politieverordening van de burgemeester van 9 september 2024 betreffende de uitbreiding van artikel 1, §2 van voornoemde politieverordening van 2 mei 2024 de lokale versie is van voornoemde gewestelijke politieverordening; Dat deze politieverordening van de burgemeester van 9 september 2024 verlengd moet worden;

Overwegende dat het bovengenoemde artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet de burgemeester de bevoegdheid geeft, "In geval van oproer, kwaadwillige samenscholing, ernstige stoornis van de openbare rust of andere onvoorziene gebeurtenissen, waarbij het geringste uitstel gevaar of schade zou kunnen opleveren voor de inwoners, [...] politieverordeningen [te] maken, onder verplichting om daarvan onverwijld aan de gemeenteraad kennis te geven [...], met opgave van de redenen waarom hij heeft gemeend zich niet tot de raad te moeten wenden. [...]. Die verordeningen vervallen dadelijk, indien zij door de raad in de eerstvolgende vergadering niet worden bekrachtigd";

Dat in dit verband de genoemde verordening moet worden bekrachtigd in toepassing van artikel 134 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

De politieverordening van de Burgemeester van 12 november 2024 te bekrachtigen tot de verlenging van artikel 1, §2, van de politieverordening van de Burgemeester van 2 mei 2024 tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiemaatregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

5 Tutelle CPAS – Budget CPAS 2024 – Modification budgétaire n°2 - Tutelle générale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 14 novembre 2024, adoptant la

modification n°2 du budget 2024 du CPAS ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 14 novembre 2024, arrêtant la modification n°2 du budget 2024 est parvenue à l'administration communale de Forest le 19 novembre 2024 ;

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'impact négatif sur la dotation communale 2024 au CPAS ;

Considérant que ces variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe ;

Vu l'article 26 bis § 1^{er} 3° de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 14 novembre 2024 adoptant la modification budgétaire n°2 du budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 8 votes négatifs, 2 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert.

Abstentions : Stéphane Peycker, Sophie Michez.

Toezicht OCMW - Begroting OCMW 2024 - Begrotingswijziging nr. 2 - Algemeen toezicht.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 14 november 2024 tot goedkeuring van wijziging nr. 2 van de begroting 2024 van het OCMW;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 14 november 2024 tot goedkeuring van wijziging nr. 2 van de begroting 2024 het gemeentebestuur van Vorst bereikte op 19 november 2024;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en de afwezigheid van negatieve impact op de gemeentedotatie 2024 aan het OCMW;

Overwegende dat deze aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota;

Gelet op artikel 26 bis, §1, 3° van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de OCMW-raad van 14 november 2024 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 2 van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman,

Intervention de Mr LOEWENSTEIN : Le groupe MR+Défi votera contre, de la même manière qu'ils ont voté contre au CPAS

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN:

De fractie MR+DéFI stemt tegen, zoals ze ook bij het OCMW tegen heeft gestemd.

8 annexes / 8 bijlagen

6 Tutelle CPAS – WePulse – Contrat faitier – Approbation – Tutelle générale.

LE CONSEIL,

Vu l'article 110 §1et 2 de la nouvelle loi organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS en séance du 14 mars 2024 ayant pour objet « WePulse - contrat faitier - approbation » ;

Vu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS en séance du 14 novembre 2024 a été réceptionnée le 19 novembre 2024 ;

Considérant que l'adoption de ce contrat faitier s'inscrit dans la continuité des décisions d'adhésion que le CPAS, ainsi que les majorités actuelles des communes et des CPAS ont déjà prises antérieurement ;

Considérant que l'adoption de ce contrat faitier est le dernier élément nécessaire pour assurer la signature de la convention FRBRTC par le Ministre et la liquidation du subside ;

DECIDE,

- De prendre acte de la décision du CAS du CPAS de Forest du 14 novembre 2024 ayant pour objet « WePulse - contrat faitier - approbation »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Toezicht OCMW – WePulse – Koepelcontract – Goedkeuring – Algemeen toezicht.

DE RAAD,

Gelet op artikel 110 §1 en 2 van de organieke wet betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 14 maart 2024 betreffende "WePulse - koepelcontract - goedkeuring";

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW in zitting van 14 november 2024 ontvangen werd op 19 november 2024;

Overwegende dat de goedkeuring van dit koepelcontract kadert in de continuïteit van de toetredingsbeslissingen die het OCMW en de huidige meerderheden van de gemeenten en OCMW's reeds vroeger hebben genomen;

Overwegende dat de goedkeuring van dit koepelcontract het laatste element is dat nodig is om de ondertekening van de BGHGT-overeenkomst door de minister en de uitbetaling van de subsidie te verzekeren;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van Vorst van 14 november 2024 betreffende "WePulse - koepelcontract - goedkeuring".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

Recette - Ontvangsten

7 Finances – Receveur – Procès-verbal de vérification de caisse – 3ème trimestre 2024.

LE CONSEIL,

Vu l'article 131 de la Nouvelle loi communale ;

PREND ACTE du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le 30 septembre 2024.

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit :

Compte courant (Belfius)	67.755,52 €
Comptes fonds emprunts et subsides (Belfius)	4.170,32 €
Carnet de compte (Belfius)	8.550.000,00 €
Comptes d'ouvertures de crédits (Belfius)	0,00 €
Compte à vue Pro (BNP Paribas Fortis)	42.120,87 €

Compte épargne Plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Compte épargne (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Compte 32D+ Acompte (BNP Paribas Fortis)	993,70 €
Compte à vue (ING)	42.466,54 €
Compte d'épargne (ING)	251.339,90 €
Compte postchèque	0,00 €
Caisse centrale communale	60.921,62 €
Module de caisse	260,00 €
Compte en agence (passeport-permis)	46.151,78 €
Compte en agence (population)	68.218,75 €
Compte en agence (etat-civil)	62.819,41 €
Compte en agence (Irisbox)	35.482,50 €
Total	9.232.700,91 €

L'avoir positif de 9.232.700,91 € a été justifié.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Financiën – Ontvanger – Proces-verbaal van kasnazicht – 3de kwartaal 2024.

DE RAAD,

Gelet op artikel 131 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE van het proces-verbaal van nazicht van de gemeentekas opgemaakt op 30 september 2024.

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit:

Rekening-courant (Belfius)	67.755,52 €
Rekening toelagen en leningsgelden (Belfius)	4.170,32 €
Rekeningboekje (Belfius)	8.550.000,00 €
Kredietopeningen rekeningen (Belfius)	0,00 €
Zichtrekening Pro (BNP Paribas Fortis)	42.120,87 €
Spaarrekening Plus (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Spaarrekening (BNP Paribas Fortis)	0,00 €
Rekening 32D+ Account (BNP Paribas Fortis)	993,70 €
Zichtrekening (ING)	42.466,54 €
Spaarrekening (ING)	251.339,90 €
Postchequerekening	0,00 €
Centrale gemeentekassa	60.921,62 €

Kassamodule	260,00 €
Rekening in agentschap (paspoort/rijbewijs)	46.151,78 €
Rekening in agentschap (bevolking)	68.218,75 €
Rekening in agentschap (burgerlijke staat)	62.819,41 €
Rekening in agentschap (Irisbox)	35.482,50 €
Totaal	9.232.700,91 €

Het positief vermogen van 9.232.700,91 € werd verantwoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Budget/Règlements taxes - Begroting/belastingreglement

8 Finances - Comptabilité communale - Exercice 2025 - Douzièmes provisoires.

LE CONSEIL,

Vu les articles 241 et 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant qu'au 1^{er} janvier 2025, le budget communal pour l'exercice 2025 ne sera pas voté par le conseil communal ou rendu exécutoire par l'administration des pouvoirs locaux ;

DECIDE :

D'autoriser la disposition de trois douzièmes provisoires pour les mois de janvier, février et mars 2025 ;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement sur la comptabilité communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Gemeentelijke boekhouding - Dienstjaar 2025 - Voorlopige twaalfden.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 241 en 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Overwegende dat de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2025 tegen 1 januari 2025 niet zal worden goedgekeurd door de gemeenteraad of uitvoerbaar verklaard door het bestuur der plaatselijke besturen;

BESLIST :

Drie voorlopige twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025 toe te staan;

Dat deze kredieten gebruikt zullen worden overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN : Nous voterons POUR afin de permettre aux services communaux de continuer à travailler et au personnel d'être payé en l'absence d'adoption d'un budget pour l'année 2025. Nous soutenons ainsi par ce vote la continuité des services publics.

Quand prévoyez-vous de présenter un budget pour l'année 2025 ?

Réponse de Mr SPAPENS : Une idée précise, non. C'est comme à chaque fois, vous le savez. Les premières années de législature, il y a différents actes à présenter. On présentera la déclaration de politique générale plus que probablement au conseil de janvier mais le budget ne sera pas encore prêt à ce moment-là.

Il y a un plan qui devrait être fait en même temps que le budget. On espère pouvoir le passer en mars aussi en fonction de comment ça se passe en fonction des rendez-vous avec le gouvernement régional puisque vous savez qu'on doit convoquer des comités de concertation pour notre budget. On espère vous présenter ça en mars.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN:

Wij stemmen VOOR, zodat de gemeentediensten kunnen blijven werken en het personeel kan worden betaald als er geen begroting voor het jaar 2025 wordt aangenomen. Op die manier steunen we de continuïteit van de openbare diensten.

Wanneer denkt u een begroting voor 2025 voor te stellen?

Antwoord van de heer SPAPENS

Een precies idee, nee. Zoals u weet, is het elke keer hetzelfde. In de eerste jaren van een bestuursperiode moeten er verschillende akten worden voorgelegd. De algemene beleidsverklaring zal meer dan waarschijnlijk op de gemeenteraad van januari worden voorgelegd, maar de begroting zal dan nog niet klaar zijn.

Er is een plan dat tegelijk met de begroting moet worden opgesteld. We hopen dat we het ook in maart kunnen aannemen, afhankelijk van hoe het gaat met de vergaderingen met de gewestregering, want zoals u weet moeten we overlegcomités bijeenroepen voor onze begroting. We hopen de begroting in maart aan u te kunnen voorleggen.

Taxes - Belastingen

9 Finances - Protocole 2024 – Royale Union Saint-Gilloise

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023;

Vu le protocole relatif à la Royale Union Saint-Gilloise, transmis à la Commune de Forest avant la date du 31/01/2024 ;

Considérant que l'article 3 § 1^{er} du règlement-taxe « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » prévoit que :

« *Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :*

réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances sonores et de propreté publique ;

améliorer l'emprunte environnementale de son activité ;

s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective de la salle à un tarif préférentiel, par la création d'emplois, ...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément. Le conseil communal agréé ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables. ».

Considérant que l'article 3, § 2, du règlement prévoit que :

« Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du présent règlement ».

Considérant que le protocole transmis à la Commune par la Royale Union Saint-Gilloise avant le 31 janvier 2024 décrit la manière dont les engagements pris pour l'exercice précédent ont été mis en œuvre et énonce les nouvelles mesures que celle-ci s'est engagée à mettre en œuvre durant l'exercice fiscal 2024 ;

Considérant la fiche d'évaluation du protocole 2024, rédigée par les services mobilité, propreté et développement durable, et mise en annexe de cette délibération ;

DECIDE :

D'approuver le protocole 2024 relatif à la Royale Union Saint-Gilloise dans le cadre du Règlement taxe sur les spectacles, divertissements et événements sportifs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financier - Protocol 2024 – Royale Union Saint-Gilloise

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake vestiging en invordering van de gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingreglement '*op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen*' goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement '*op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken*' goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het protocol met betrekking tot Royale Union Saint-Gilloise overgemaakt aan de Gemeente Vorst vóór 31/01/2024;

Overwegende dat artikel 3 §1 van het belastingreglement '*op de sportevenementen georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken*' het volgende voorziet:

'Opdat het tarief van de belastingheffing voorzien door het huidige reglement zou kunnen worden toegepast, moet de belastingplichtige die dit wenst voor 31 januari van een fiscaal jaar aan het College van Burgemeester en Schepenen een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:

de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;

de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;

zich aan te sluiten bij doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel wat betreft eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als op gebied van verbetering van het sociale netwerk (bv. door de collectieve terbeschikkingstelling van de zaal tegen een voorkeurstarief, door de creatie van banen).

Het College van Burgemeester en Schepenen legt het protocol voor aan de eerstvolgende gemeenteraad met het oog op zijn goedkeuring.

De Gemeenteraad aanvaardt of weigert het protocol goed te keuren afhankelijk van het feit of hij acht dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen zoals bedoeld in het 1e lid of niet uitvoerbaar zouden zijn'.

Overwegende dat artikel 3 §2 van het reglement luidt als volgt:

'Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wenst gebruik te blijven maken van het verlaagde tarief van de belastingheffing aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 3, §1, 1e lid van het huidige reglement'.

Overwegende dat het protocol, vóór 31 januari 2024 door Royale Union Saint-Gilloise overgemaakt aan de Gemeente, de manier beschrijft waarop de verbintenissen aangegaan voor het voorgaande dienstjaar uitgevoerd werden en de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen aankondigt die zij belooft uit te voeren tijdens het fiscale jaar 2024;

Overwegende de bij deze beraadslaging gevoegde evaluatiefiche van het protocol 2024, opgesteld door de diensten Mobiliteit, Netheid en Duurzame Ontwikkeling;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het protocol 2024 betreffende Royale Union Saint-Gilloise in het kader van het belastingreglement op de vertoningen, vermakelijkheden en sportmanifestaties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN (pour les points 9 et 10) :

Vote POUR

- Pourquoi ce point ne passe que maintenant alors que les protocoles ont été communiqués comme prévu par l'USG et FN avant le 31/01/2024 ? Qu'est-ce qui explique ce retard ?

- Pourriez-vous prévoir une commission pour présenter ces 2 protocoles au nouveau conseil ? Ce afin d'expliquer aux nouveaux conseillers comment ça fonctionne.

- Je soulignerai enfin ici les premières contradictions du PTB qui n'a pas soutenu ces protocoles (et l'application de cette taxe réduite) ces 6 dernières années parce qu'il ne voulait pas faire de cadeaux fiscaux à des « multinationales » et, « surprise », le PTB est enfin confronté à la réalité de la gestion communale et va sans doute dès le premier conseil communal décevoir ses électeurs puisqu'ils voteront le contraire de ce qu'ils ont toujours défendu...

Réponse de Mr SPAPENS :

Nous partageons votre avis concernant la demande d'organisation de commission et celles-ci seront bien entamées.

Par rapport à la majorité, celle-ci s'engage à avoir une discussion avec les opérateurs concernés pour rendre un maximum de services aux Forestois et pour voir avec eux comment améliorer ça. On s'engage éventuellement à une révision de ce règlement. Tout ça vous sera présenté dans la déclaration de politique générale. Cela fait évidemment partie de l'accord entre nos trois partis. On est bien ici sur le protocole 2023 qui concerne l'année 2024. Vous vous souvenez aussi qu'on avait changé les règlements qui permettaient que la décision puisse être prise dans le courant de l'année. Il y a donc eu différentes discussions. De notre côté, nous avons pu briefer nos conseiller, j'espère que vous avez également eu l'occasion de le faire.

C'est certains que des commissions sont nécessaires à ce sujet. Je m'engage à pouvoir tenir une commission préalable dans le futur concernant ces deux points.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN (voor punten 9 en 10):

Stem VOOR

- Waarom wordt dit punt nu pas behandeld, terwijl de protocollen zoals voorzien door USG en Vorst Nationaal vóór 31/01/2024 zijn doorgegeven? Hoe kan deze vertraging worden verklaard?

- Kunt u een commissie plannen om deze 2 protocollen aan de nieuwe gemeenteraad voor te stellen? Dit om de nieuwe raadsleden uit te leggen hoe het werkt.

- Tot slot wijs ik op de eerste tegenargumenten van de PTB*PVDA die deze protocollen (en de toepassing van deze verlaagde belasting) de afgelopen 6 jaar niet gesteund heeft omdat zij geen fiscale cadeaus wou geven aan 'multinationals' en verrassing, de PTB*PVDA wordt eindelijk geconfronteerd met de realiteit van het gemeentebestuur en zal haar kiezers ongetwijfeld vanaf de eerste gemeenteraad teleurstellen, want zij zullen stemmen voor het tegenovergestelde van wat ze altijd hebben verdedigd...

Antwoord van de heer SPAPENS

We zijn het eens met uw verzoek om een commissie te organiseren, en die zullen er ook komen.

De meerderheid verbindt zich ertoe met de betrokken exploitanten te overleggen om de Vorstenaren de best mogelijke dienstverlening te bieden en samen met hen te bekijken hoe we dit kunnen verbeteren. We zetten ons ook in voor een mogelijke herziening van dit reglement. Dit alles zal aan u worden voorgesteld in de algemene beleidsverklaring. Dit maakt uiteraard deel uit van de overeenkomst tussen onze drie partijen. We hebben het

hier over het protocol van 2023, dat betrekking heeft op het jaar 2024. U zult zich ook herinneren dat we de regels hebben veranderd om de beslissing in de loop van het jaar te kunnen nemen. Er zijn dus verschillende gesprekken geweest. Wij van onze kant hebben onze raadsleden geïnformeerd en ik hoop dat u ook de gelegenheid hebt gehad om dat te doen.

Het staat vast dat hiervoor commissies nodig zijn. Ik beloof in de toekomst een voorafgaande commissievergadering over deze twee punten te houden.

2 annexes / 2 bijlagen

10 Finances - Protocole 2024 – Forest National

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales ;

Vu le règlement-taxé « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxé « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxé « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le règlement-taxé « *sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » voté par le Conseil communal le 19/12/2023 ;

Vu le protocole « *relatif à la salle de spectacle de Forest National établi dans le cadre du règlement-taxé sur les spectacles et les divertissements* », transmis à la Commune de Forest avant la date du 31/01/2024 ;

Considérant que l'article 4, § 1^{er}, du règlement-taxé « *sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité* » prévoit que :

« *Pour que le taux de taxation prévu par le présent règlement puisse trouver à s'appliquer, le redevable qui le souhaite présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier d'un exercice fiscal, un protocole contenant et décrivant les mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre pour :*

- *réduire de manière sensible les nuisances ou inconvénients que son activité est susceptible de provoquer sur le territoire de la Commune de Forest, notamment en termes de mobilité, de nuisances*

sonores et de propreté publique ;

- améliorer l'emprunte environnementale de son activité ;

- s'inscrire dans des objectifs de développement durable, aussi bien en termes de respect de l'environnement et de bon aménagement des lieux qu'en termes d'amélioration du tissu social (par exemple par la mise à disposition collective de la salle à un tarif préférentiel, par la création d'emplois, ...).

Le collège des bourgmestre et échevins soumet le protocole au conseil communal en cours de l'année fiscale, en vue de son agrément. Le Conseil communal agréé ou refuse d'agréer le protocole selon qu'il estime que les engagements pris par le redevable rencontrent ou ne rencontrent pas les objectifs visés à l'alinéa 1er ou ne seraient pas réalisables. ».

Considérant que l'article 4, § 2, du règlement prévoit que :

« Pour chacune des années ultérieures, le redevable qui souhaite continuer à bénéficier d'un taux de taxation réduit présente au Collège des Bourgmestre et Echevins, avant le 31 janvier de chaque année, un protocole démontrant que ses engagements précédents ont été réalisés et décrivant les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives qu'il s'engage à mettre en œuvre, dans l'année, dans le respect des objectifs visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du présent règlement ».

Considérant que le règlement-taxe « sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients » contient des dispositions identiques à celles précitées ;

Considérant que le protocole transmis à la Commune par l'exploitant de la salle de concerts de Forest National décrit la manière dont les engagements pris pour l'exercice précédent ont été mis en œuvre et énonce les nouvelles mesures quantitatives et qualitatives que celui-ci s'est engagé à mettre en œuvre durant l'exercice fiscal 2024 ;

Considérant que le protocole est de nature détaillée, présentant des engagements concrets répondant aux critères fixés dans les deux règlements-taxes « sur les spectacles et divertissements organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité » et « sur les événements sportifs organisés dans un lieu permettant d'accueillir plus de 500 personnes dont les exploitants s'engagent à réduire les nuisances ou inconvénients causés par leur activité » ;

Considérant que la commune souhaite néanmoins davantage d'efforts en matière de mobilité, d'environnement et d'amélioration du cadre de vie ;

Considérant la fiche d'évaluation du protocole 2024, rédigée par les services mobilité, propreté et développement durable, et mise en annexe de cette délibération ;

DECIDE :

D'approuver le protocole 2024 relatif à la salle de spectacles de Forest National dans le cadre du Règlement taxe sur les spectacles, divertissements et événements sportifs.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financien - Protocol 2024 – Vorst Nationaal

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake vestiging en invordering van de gemeentebelastingen;

Gelet op het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* goedgekeurd door de Gemeenteraad op 19/12/2023;

Gelet op het protocol *'betreffende de vertoningszaal van Vorst Nationaal opgesteld in het kader van het belastingreglement op de vertoningen en gemakkelijkheden'* overgemaakt aan de Gemeente Vorst vóór 31/01/2024;

Overwegende dat artikel 4, §1, van het belastingreglement *'op de vertoningen en gemakkelijkheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* het volgende voorziet:

'Opdat het tarief van de belastingheffing voorzien door het huidige reglement zou kunnen worden toegepast, moet de belastingplichtige die dit wenst voor 31 januari van een fiscaal jaar aan het College van Burgemeester en Schepenen een protocol voorleggen waarin de kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen vermeld en beschreven worden die hij belooft uit te voeren om:

- de hinder of ongemakken die zijn activiteit kan veroorzaken op het grondgebied van de Gemeente Vorst, onder meer inzake mobiliteit, geluidshinder en openbare netheid gevoelig te beperken;*
- de ecologische voetafdruk van zijn activiteit te verbeteren;*
- zich aan te sluiten bij doelstellingen van duurzame ontwikkeling, zowel wat betreft eerbied voor het leefmilieu en goede plaatselijke aanleg als op gebied van verbetering van het sociale netwerk (bijvoorbeeld door de collectieve terbeschikkingstelling van de zaal tegen een voorkeurstarief, door de creatie van banen, ...).*

Het College van Burgemeester en Schepenen legt het protocol voor aan de eerstvolgende gemeenteraad met het oog op zijn goedkeuring.

De Gemeenteraad aanvaardt of weigert het protocol goed te keuren afhankelijk van het feit of hij acht dat de verbintenissen van de belastingplichtige al dan niet tegemoet komen aan de doelstellingen zoals bedoeld in het 1ste lid of niet uitvoerbaar zouden zijn'.

Overwegende dat artikel 4, §2, van het reglement het volgende voorziet:

'Voor elk van de volgende jaren moet de belastingplichtige die wenst gebruik te blijven maken van het verlaagde tarief van de belastingheffing aan het College van Burgemeester en Schepenen, voor 31 januari van elk jaar, een protocol voorleggen waarin aangetoond wordt dat zijn voorgaande verbintenissen uitgevoerd werden en waarin de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen beschreven worden die hij, binnen het jaar, belooft uit te voeren in naleving van de doelstellingen zoals bedoeld in artikel 4, §1, 1e lid van het huidige reglement';

Overwegende dat het belastingreglement *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* identieke bepalingen bevat als de

voornoemde;

Overwegende dat het protocol, door de uitbater van de concertzaal van Vorst Nationaal overgemaakt aan de Gemeente, de manier beschrijft waarop de verbintenissen aangegaan voor het voorgaande dienstjaar uitgevoerd werden en de nieuwe kwantitatieve en kwalitatieve maatregelen aankondigt die hij belooft uit te voeren tijdens het fiscale jaar 2024;

Overwegende dat het protocol gedetailleerd van aard is en concrete verbintenissen bevat die voldoen aan de criteria van de twee belastingreglementen *'op de vertoningen en gemakkelikheden georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'* en *'op de sportmanifestaties georganiseerd in een plaats die meer dan 500 personen kan onthalen waarvan de uitbaters zich ertoe verbinden om de hinder of ongemakken veroorzaakt door hun activiteit te beperken'*;

Overwegende dat de gemeente niettemin meer inspanningen wenst op het vlak van mobiliteit, leefmilieu en verbetering van het levenskader;

Overwegende de bij deze beraadslaging gevoegde evaluatiefiche van het protocol 2024, opgesteld door de diensten Mobiliteit, Netheid en Duurzame Ontwikkeling;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan het protocol 2024 betreffende de spektakelzaal Vorst Nationaal in het kader van het belastingreglement op de vertoningen, gemakkelikheden en sportmanifestaties.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN (pour les points 9 et 10) :

Vote POUR

- Pourquoi ce point ne passe que maintenant alors que les protocoles ont été communiqués comme prévu par l'USG et FN avant le 31/01/2024 ? Qu'est-ce qui explique ce retard ?
- Pourriez-vous prévoir une commission pour présenter ces 2 protocoles au nouveau conseil ? Ce afin d'expliquer aux nouveaux conseillers comment ça fonctionne.
- Je soulignerai enfin ici les premières contradictions du PTB qui n'a pas soutenu ces protocoles (et l'application de cette taxe réduite) ces 6 dernières années parce qu'il ne voulait pas faire de cadeaux fiscaux à des « multinationales » et, « surprise », le PTB est enfin confronté à la réalité de la gestion communale et va sans doute dès le premier conseil communal décevoir ses électeurs puisqu'ils voteront le contraire de ce qu'ils ont toujours défendu...

Réponse de Mr SPAPENS :

Nous partageons votre avis concernant la demande d'organisation de commission et celles-ci seront bien entamées.

Par rapport à la majorité, celle-ci s'engage à avoir une discussion avec les opérateurs concernés pour rendre un maximum de services aux Forestois et pour voir avec eux comment améliorer ça. On s'engage éventuellement à une révision de ce règlement. Tout ça vous sera présenté dans la déclaration de politique générale. Cela fait évidemment partie de l'accord entre nos trois partis. On est bien ici sur le protocole 2023 qui concerne l'année 2024. Vous vous souvenez aussi qu'on avait changé les règlements qui permettaient que la décision puisse être prise dans le courant de l'année. Il y a donc eu différentes discussions. De notre côté, nous avons pu briefer nos conseillers, j'espère que vous avez également eu l'occasion de le faire.

C'est certains que des commissions sont nécessaires à ce sujet. Je m'engage à pouvoir tenir une commission préalable dans le futur concernant ces deux points.

Tussenkoms van de heer LOEWENSTEIN (voor punten 9 en 10):

Stem VOOR

- Waarom wordt dit punt nu pas behandeld, terwijl de protocollen zoals voorzien door USG en Vorst Nationaal vóór 31/01/2024 zijn doorgegeven? Hoe kan deze vertraging worden verklaard?

- Kunt u een commissie plannen om deze 2 protocollen aan de nieuwe gemeenteraad voor te stellen? Dit om de nieuwe raadsleden uit te leggen hoe het werkt.

- Tot slot wijs ik op de eerste tegenargumenten van de PTB*PVDA die deze protocollen (en de toepassing van deze verlaagde belasting) de afgelopen 6 jaar niet gesteund heeft omdat zij geen fiscale cadeaus wou geven aan 'multinationals' en verrassing, de PTB*PVDA wordt eindelijk geconfronteerd met de realiteit van het gemeentebestuur en zal haar kiezers ongetwijfeld vanaf de eerste gemeenteraad teleurstellen, want zij zullen stemmen voor het tegenovergestelde van wat ze altijd hebben verdedigd...

Antwoord van de heer SPAPENS

We zijn het eens met uw verzoek om een commissie te organiseren, en die zullen er ook komen.

De meerderheid verbindt zich ertoe met de betrokken exploitanten te overleggen om de Vorstenaren de best mogelijke dienstverlening te bieden en samen met hen te bekijken hoe we dit kunnen verbeteren. We zetten ons ook in voor een mogelijke herziening van dit reglement. Dit alles zal aan u worden voorgesteld in de algemene beleidsverklaring. Dit maakt uiteraard deel uit van de overeenkomst tussen onze drie partijen. We hebben het hier over het protocol van 2023, dat betrekking heeft op het jaar 2024. U zult zich ook herinneren dat we de regels hebben veranderd om de beslissing in de loop van het jaar te kunnen nemen. Er zijn dus verschillende gesprekken geweest. Wij van onze kant hebben onze raadsleden geïnformeerd en ik hoop dat u ook de gelegenheid hebt gehad om dat te doen.

Het staat vast dat hiervoor commissies nodig zijn. Ik beloof in de toekomst een voorafgaande commissievergadering over deze twee punten te houden.

2 annexes / 2 bijlagen

11 Finances - Reglement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques en voirie.

Le Conseil,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relation à la mission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170 §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases de l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les bornes de recharge pour véhicules électriques de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ; que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes

physiques ou morales qui exploitent les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune de Forest; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses par le produit de la taxe ;

Considérant qu'il n'en demeure pas moins que le conseil communal entend encourager l'initiative s'inscrivant dans une démarche de réduction de l'empreinte carbone ; que les véhicules électriques roulant à l'énergie verte n'émettent ni de CO₂ ni de microparticules provenant du carburant ; que les bornes de recharge pour ces véhicules électriques font par ailleurs partie intégrante de cette mobilité plus douce et plus partagée ; que le taux réduit auquel sont soumises ces bornes de recharge pour véhicules électriques est par conséquent raisonnablement justifié ;

DÉCIDE :

D'adopter le règlement-taxe sur les bornes de recharge pour véhicules électriques en voirie.

I. DURÉE ET ASSIETTE

Article 1

§1. Il est établi au profit de la commune de Forest, à partir du 1^{er} janvier 2025 et pour un terme expirant le 31 décembre 2031 une taxe annuelle sur les bornes de recharge pour véhicules électriques placés sur la voirie publique.

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par voirie publique :

- Voie de communication par terre affectée à la circulation du public, indépendamment de la propriété de son assiette, y compris ses dépendances qui sont nécessaires à sa conservation, et dont la gestion incombe à l'autorité communale ;
- L'ensemble des autres lieux destinés à l'usage de tous, sans restriction d'accès.

II. TAUX

Article 2

§1. Le taux annuel de la taxe est de 125,00 EUR par point de recharge pour l'année 2025. Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1^{er} janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
127,50 €	130,05 €	132,65 €	135,30 €	138,01 €	140,77 €

Toute borne comportant plusieurs points de charge permettant la recharge d'un véhicule électrique est censée comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de point de charge.

§2. La taxe est due pour l'année entière, à compter du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition pour l'ensemble des objets taxables visés par le présent règlement installés au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Par dérogation, en cas de changement en cours d'exercice d'imposition du titulaire de droit ou de personne physique ou morale exploitante, la taxe sera mise en charge des différents titulaires de droit réel ou des différentes personnes physiques ou morales exploitantes, en proportion du nombre de mois durant lesquels ils auront été titulaires du droit réel ou qu'elles auront été exploitantes.

Tout mois entamé sera considéré comme mois entier.

Cette mise à charge de la taxe au prorata mensuel entre les différents redevables n'est pas

automatique et il appartient au redevable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition d'informer la commune par écrit du changement de titulaire de droit réel ou de personne physique ou morale exploitante dans un délai de quinze jours suivant le changement.

§3. En cas de révocation de l'exploitation de placer les objets visés par le présent règlement, dans le courant de l'année, ni l'exploitant, ni le titulaire de droit réel sur ces objets ne pourront prétendre à aucune indemnité.

III. REDEVABLE

Article 3

La taxe est due :

- Par la personne physique ou morale qui exploite la borne de points de recharge pour véhicule électrique.

IV. EXONERATION

Article 4

§1. Peuvent être exonérés, à l'initiative et sur décision du Collège, l'ensemble des redevables dont l'activité est située dans une zone de travaux effectués en voirie publique dont l'ampleur exceptionnelle est de nature à préjudicier gravement à leur situation économique.

§2. L'exonération est calculée au prorata de la durée des travaux. La décision sera communiquée aux contribuables par voie écrite.

V. DÉCLARATION

Article 5

§1. L'administration communale adresse chaque année au redevable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli, daté et signé dans un délai de 15 jours à dater de la date d'envoi mentionnée sur le formulaire ;

Les contribuables qui n'ont pas reçu le formulaire sont tenus d'en réclamer un au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition et le renvoyer dans un délai de 15 jours à dater de la date d'envoi mentionnée sur le formulaire.

§2. Le redevable est tenu de joindre à sa déclaration toutes les pièces justificatives relatives à son statut, à sa situation personnelle ou à ses affirmations. En outre, il doit à la demande de l'Administration et sans déplacement, produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

§3. En cas de modification de la base imposable, une nouvelle déclaration devra être faite auprès de l'Administration communale endéans les quinze jours de cette modification.

§4. Tout nouvel appareil, toute nouvelle borne de recharge pour véhicule électrique placé dans le courant d'un exercice doit être déclaré dans le même délai de quinze jours.

Article 6

La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

Article 7

La déclaration faite auprès du Service des Taxes ne dispense pas l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

VI. TAXATION D'OFFICE

Article 8

§1. L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

§2. Avant de procéder à la taxation d'office, l'Administration notifie au redevable les motifs au recours à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

§3. Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§4. Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

- Lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;
- Lorsqu'il s'agit de la deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 % ;
- Lorsqu'il s'agit de la troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième infraction a été commise : majoration de 200 %.

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement. Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

VII. MESURES DE CONTRÔLE

Article 9

§1. Les contrôles, examens et contestations nécessaires quant à l'application du présent règlement sont constatés par le(s) fonctionnaire(s) désigné(s) à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Échevins.

§2. Les procès-verbaux qu'il(s) rédige(nt) font foi jusqu'à preuve du contraire.

VIII. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 10

La présente taxe sera perçue par voie de rôle conformément aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures et les dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales voté le 13 avril 2019.

Article 11

§1. Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins. Celle-ci doit être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être

introduite par envoi postal, par remise contre accusé de réception au guichet du service communal des taxes, par fax ou par envoi électronique endéans les trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§2. Cette réclamation doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant.

§3. Le redevable ou son représentant qui souhaite être auditionné doit également expressément le mentionner dans sa réclamation.

§4. L'introduction d'une réclamation n'en suspend pas l'exigibilité de la taxe et des intérêts de retard.

IX. MISE EN APPLICATION

Article 12

Le présent règlement est applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financien - Belastingreglement op de laadpalen voor elektrische voertuigen op de openbare weg.

De Raad,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de wet van 13 april 2019 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverheven met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen ervan;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Gelet op de financiële situatie van de gemeente;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid om belastingen te heffen ontleent aan artikel 170 §4 van de Grondwet; dat het aan de gemeentelijke overheid is om in het kader van haar fiscale autonomie de heffingsgrondslagen te bepalen van de belastingen waarvan zij de noodzakelijkheid beoordeelt afhankelijk van de behoeften waarin zij meent te moeten voorzien, behoudens het door de Grondwet opgelegde voorbehoud, namelijk de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat onder voorbehoud van de uitzonderingen bepaald door de wet, de gemeentelijke overheid onder het toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat zowel de bepaling van de belastbare materie als de bepaling van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie die aan de gemeentelijke overheid wordt

toegekend; dat ze op dit gebied beschikt over een discretionaire bevoegdheid die ze uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het nodig heeft geacht de laadpalen voor elektrische voertuigen te belasten om aanvullende ontvangsten te kunnen verwerven ter financiering van de uitgaven van algemeen nut die de gemeente moet dragen;

Overwegende de diensten die de gemeente op haar grondgebied organiseert en die met name het onderhoud van de gemeentewegen, de voetpaden, de openbare verlichting, de netheid, de preventie, de veiligheid of de politie betreffen; dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan natuurlijke personen of rechtspersonen die de laadpalen voor elektrische voertuigen uitbaten op het grondgebied van de gemeente Vorst; dat het dus gerechtvaardigd is om een deel van deze uitgaven te financieren met de opbrengst van de belasting;

Overwegende dat dit niet wegneemt dat de gemeenteraad het initiatief wil aanmoedigen omdat het kadert in de aanpak om de CO₂-voetafdruk te verminderen; dat elektrische voertuigen die op groene energie rijden noch CO₂, noch fijnstof uit brandstof uitstoten; dat de laadpalen voor deze elektrische voertuigen bovendien integraal deel uitmaken van deze zachtere en meer gedeelde mobiliteit; dat het verminderde tarief waaraan deze laadpalen voor elektrische voertuigen onderworpen zijn bijgevolg redelijkerwijs gerechtvaardigd is;

BESLIST

Het belastingreglement op de laadpalen voor elektrische voertuigen op de openbare weg aan te nemen.

I. DUUR EN GRONDSLAG

Artikel 1

§1. Met ingang van 1 januari 2025 en voor een termijn eindigend op 31 december 2031 wordt ten behoeve van de gemeente Vorst een jaarlijkse belasting gevestigd op de laadpalen voor elektrische voertuigen die op de openbare weg zijn geplaatst.

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt verstaan onder 'openbare weg':

- een openbare verbindingsweg over land, ongeacht de eigendom van de grond waarop deze loopt, met inbegrip van de voor zijn behoud noodzakelijke aanhorigheden, en die onder het beheer van de gemeentelijke overheid valt;
- alle overige plaatsen die bestemd zijn om door iedereen te worden gebruikt, zonder beperking van toegang.

II. TARIEF

Artikel 2

§1. Het jaarlijkse tarief van de belasting bedraagt 125,00 euro per laadpunt voor het jaar 2025. De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
127,50 €	130,05 €	132,65 €	135,30 €	138,01 €	140,77 €

Elke laadpaal met meerdere laadpunten voor het opladen van een elektrisch voertuig wordt geacht

evenveel belastbare eenheden te omvatten als er laadpunten zijn.

§2. De belasting is verschuldigd voor het hele jaar, te rekenen vanaf 1 januari van het aanslagjaar voor alle in dit reglement bedoelde belastbare objecten die geïnstalleerd zijn op 1 januari van het aanslagjaar.

In afwijking hiervan wordt in geval van wijziging in de loop van het aanslagjaar van de houder van het zakelijk recht of de uitbatende natuurlijke of rechtspersoon, de belasting opgelegd aan de verschillende houders van het zakelijk recht of aan de verschillende uitbatende natuurlijke of rechtspersonen in verhouding tot het aantal maanden dat ze houder van het zakelijk recht of uitbater zijn geweest.

Elke begonnen maand zal als een volledige maand worden beschouwd.

Het opleggen van de belasting naar rato van het aantal maanden tussen de verschillende belastingplichtigen gebeurt niet automatisch en het is aan de belastingplichtige om op 1 januari van het aanslagjaar de gemeente schriftelijk op de hoogte te brengen van de wijziging van de houder van het zakelijk recht of van de uitbatende natuurlijke of rechtspersoon binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de wijziging.

§3. In geval van herroeping van de uitbating om de in dit reglement bedoelde objecten in de loop van het jaar te plaatsen, kan noch de uitbater, noch de houder van het zakelijk recht op deze objecten op enige schadeloosstelling aanspraak maken.

III. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

De belasting is verschuldigd:

- door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die de laadpaal met laadpunten voor elektrische voertuigen uitbaat.

IV. VRIJSTELLING

Artikel 4

§1. Kunnen op initiatief van en bij besluit van het College worden vrijgesteld: alle belastingplichtigen van wie de activiteit is gelegen in een gebied waar werken op de openbare weg worden uitgevoerd waarvan de uitzonderlijke omvang van dien aard is dat hun economische situatie ernstig wordt geschaad.

§2. De vrijstelling wordt berekend naar rato van de duur van de werken. De beslissing wordt schriftelijk meegedeeld aan de belastingplichtigen.

V. AANGIFTE

Artikel 5

§1. Het gemeentebestuur stuurt de belastingplichtige jaarlijks een aangifteformulier dat hij naar behoren ingevuld, gedateerd en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van vijftien dagen na de verzendingsdatum die op het formulier vermeld staat.

De belastingplichtigen die geen formulier hebben ontvangen, moeten er uiterlijk op 31 december van het aanslagjaar een aanvragen en het terugsturen binnen een termijn van 15 dagen na de verzendingsdatum die op het formulier vermeld staat.

§2. De belastingplichtige moet bij zijn aangifte alle verantwoordingsstukken voegen betreffende zijn statuut, zijn persoonlijke situatie of zijn verklaringen. Bovendien moet hij op vraag van het bestuur en zonder zich te hoeven verplaatsen, alle boeken en documenten voorleggen die noodzakelijk zijn voor het vestigen van de belasting.

§3. In geval van wijziging van de belastbare grondslag moet een nieuwe aangifte worden ingediend bij het gemeentebestuur binnen vijftien dagen na deze wijziging.

§4. Elk nieuw apparaat, elke nieuwe laadpaal voor elektrische voertuigen die in de loop van een dienstjaar wordt geplaatst, moet worden aangegeven binnen dezelfde termijn van vijftien dagen.

Artikel 6

De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

Artikel 7

De aangifte bij de dienst Belastingen is geen vrijstelling voor het verkrijgen van een toelating bij de bevoegde overheid, wanneer die noodzakelijk is.

VI. AANSLAG VAN AMBTSWEGE

Artikel 8

§1. Als de belastingplichtige geen aangifte indient binnen de voorgeschreven termijn of als de aangifte onjuist, onvolledig of onnauwkeurig is, wordt de belasting van ambtswege ingekohierd op basis van de gegevens waarover de gemeente beschikt.

§2. Alvorens over te gaan tot de aanslag van ambtswege, brengt het bestuur de belastingplichtige op de hoogte van de redenen waarom het gebruikmaakt van deze procedure, de elementen waarop de aanslag is gebaseerd, de wijze van bepaling van deze elementen en het bedrag van de belasting.

§3. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum waarop de kennisgeving is verzonden, om zijn opmerkingen schriftelijk in te dienen.

De belastingplichtige moet bewijzen dat de informatie waarop hij zich beroept, juist is.

Het gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering van de belasting als de belastingplichtige aan het einde van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

§4. De ambtshalve ingekohierde belastingen kunnen als volgt trapsgewijs worden vermeerderd:

- bij de eerste overtreding: vermeerdering met 50%;
- bij de tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding is begaan: vermeerdering met 100%;
- bij de derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding is begaan: vermeerdering met 200%.

Onder een overtreding wordt verstaan dat er geen aangifte wordt gedaan, dat de aangifte niet binnen

de voorgeschreven termijn wordt ingediend, of dat er een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte wordt gedaan van een belastbare situatie, ongeacht of deze betrekking heeft op dezelfde belasting en/of hetzelfde reglement. Voor de bepaling van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingplichtige bij een nieuwe overtreding al minstens dertig kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de sanctie voor een eerdere overtreding.

VII. CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 9

§1. De nodige controles, onderzoeken en betwistingen met betrekking tot de toepassing van dit reglement worden vastgesteld door de ambtenaar of ambtenaren die daartoe door het College van Burgemeester en Schepenen is of zijn aangesteld.

§2. De door hem of hen opgestelde processen-verbaal hebben bewijskracht tot bewijs van het tegendeel.

VIII. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 10

Deze belasting zal worden geïnd door middel van een kohier overeenkomstig de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen ervan en de bepalingen van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, dat werd aangenomen op 13 april 2019.

Artikel 11

§1. De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Dit bezwaarschrift moet schriftelijk worden ingediend en moet, op straffe van verval, per post, door overhandiging tegen ontvangstbewijs aan het loket van de gemeentelijke belastingdienst, per fax of per elektronische post worden ingediend binnen drie maanden te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet.

§2. Dit bezwaarschrift moet onderbouwd, gedateerd en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger.

§3. De belastingplichtige of zijn vertegenwoordiger die gehoord wenst te worden, moet dit ook uitdrukkelijk vermelden in zijn bezwaarschrift.

§4. Het indienen van een bezwaarschrift schort de invorderbaarheid van de belasting en van de nalatigheidsinteressen niet op.

IX. TOEPASSING

Artikel 12

Dit reglement is van toepassing vanaf 1 januari 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN

Il s'agit d'un point reporté du Conseil communal du 19/11. Je suis content de constater que le Collège est revenu à la raison et a été guéri de sa rage taxatoire. Il proposait dans le règlement transmis le 19/11 une taxe par borne de 286,29€. Il revient ici à la raison et propose une taxe de 125€ par borne, taxe qui correspond à celle reprise dans le règlement proposé aux 19 communes par Brulocalis et présenté à la Conférence des bourgmestres. On salue le revirement du collège, la diminution de cette taxe et la mise à niveau par rapport aux autres communes.

Réponse de Mr SPAPENS

Je précise que ce n'est pas une diminution de la taxe, c'est la taxe qu'on prend ici. Il y a effectivement eu un travail d'uniformisation au niveau des différentes communes. On l'a dit et répété, on ne veut pas être une commune isolée au sein de la Région. Quand on voit qu'il y a des accords entre les différentes communes et qu'on voit que c'est négocié et que ça va permettre à la fois d'avoir des rentrées fiscales et à la fois une justesse sur tout le territoire, évidemment que la majorité s'y engage.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Het gaat om een uitgesteld punt van de gemeenteraad van 19/11. Ik ben blij te zien dat het College weer bij zinnen is gekomen en genezen is van zijn belastingwoede. In het reglement dat op 19/11 werd toegezonden, stelde het een belasting voor van 286,29 € per paal. Het College is nu bij zinnen gekomen en stelt een belasting voor van 125 € per paal, wat overeenkomt met de belasting in het reglement dat Brulocalis heeft voorgesteld aan de 19 gemeenten en dat is voorgelegd aan de Conferentie van burgemeesters. Wij zijn blij met de ommekeer van het College, de verlaging van deze belasting en het feit dat deze in lijn is met de andere gemeenten.

Antwoord van heer SPAPENS

Ik moet erop wijzen dat het niet gaat om een belastingverlaging, maar om de belasting die we hier heffen. Er is inderdaad werk gemaakt van de uniformisering van de tarieven in de verschillende gemeenten. Zoals we al meermaals hebben gezegd, willen we geen geïsoleerde gemeente zijn binnen het Gewest. Als we zien dat er afspraken zijn tussen de verschillende gemeenten, dat dit overeengekomen is en dat dit ons zal toelaten om zowel belastingontvangsten als billijkheid te krijgen op het hele grondgebied, stemt de meerderheid hier uiteraard mee in.

1 annexe / 1 bijlage

12 Finances – Règlement-taxe sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés.

LE CONSEIL,

Vu les articles 41, 162 et 170, § 4, de la Constitution ; Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en matière d'établissement, de recouvrement et de contestation des taxes communales et notamment le Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales, en vigueur le 1er janvier 2020, adopté par le Parlement fédéral le 13 avril 2019, en ce qu'il modifie, abroge ou remplace certaines dispositions du Code des Impôts sur les Revenus (CIR 92) et de son arrêté d'exécution applicables aux taxes communales ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4, de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'Autorité de Tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participent à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la mise à disposition et la location de logements meublés visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant que le choix d'un taux forfaitaire progressif en fonction du nombre de logements meublés se justifie par la volonté du Conseil de décourager la multiplication d'habitats constitués de nombreux logements meublés (par exemple mais pas exclusivement : le coliving) susceptibles de nuire à la mixité sociale ;

Que les rentrées financières importantes issues de l'exploitation de ce type d'habitat incitent les entrepreneurs privés à convertir des maisons unifamiliales, moins rentables en termes de revenu locatif, ce qui a notamment pour effet une augmentation du prix d'acquisition de logements à Forest ;

Que sa multiplication a pour effet de priver des familles de la possibilité de s'implanter de façon durable à Forest faute de trouver un logement abordable qui correspond à leurs besoins ;

Que l'objectif accessoire de la taxe est, dès lors, d'en freiner le développement ;

Considérant que le caractère dissuasif d'une taxe peut impliquer la fixation d'un taux relativement élevé ; que selon le Conseil d'Etat, une taxe poursuivant un but de dissuasion n'est pas disproportionnée au seul motif que son montant est important (C.E., 5 mai 2017, n° 238.107, Ferraz da Cruz et crts.) ; qu'aucune disposition légale ou réglementaire n'interdit en outre à la Commune, lorsqu'elle établit une taxe justifiée par l'état de ses finances, de la faire porter par priorité sur des activités qu'elle estime plus critiquables que d'autres ou dont elle estime le développement peu

souhaitable (C.E., arrêt n° 117.110, 17 mars 2003 ; C.E., arrêt n° 170.927, 8 mai 2007 ; C.E., arrêt n° 228.985, 30 octobre 2004) ;

Considérant que le Conseil, au vu de la mission d'intérêt public que poursuivent les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics, entend exonérer totalement de la taxe les logements meublés que ceux-ci mettent directement à disposition de leurs étudiants ;

Considérant que le Conseil entend soutenir le développement de l'habitat intergénérationnel et celui de l'habitat solidaire ; que ces deux types de logement sont propices aux échanges entre générations et promeuvent la solidarité ainsi que la mixité sociale ; qu'il s'agit en outre d'un bon remède contre l'isolement, la solitude des personnes âgées et la précarité ; qu'il y a donc lieu d'exonérer les logements s'inscrivant dans le cadre de ces deux types d'habitat ;

Considérant qu'il y a lieu d'exonérer tout hébergement touristique dûment enregistré conformément à l'ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique et soumis à la taxe régionale conformément à l'ordonnance du 23 décembre 2016 (City tax) ;

Considérant qu'en raison des missions d'intérêt général et/ou d'utilité publique qu'elles remplissent, le Conseil entend exonérer les institutions suivantes afin de ne pas entraver lesdites missions :

les institutions de soins de santé et les homes de retraite ;

les logements affectés, par des personnes publiques ou privées, subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics, à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes handicapées ou de jeunes dans le cadre d'activités sportives, culturelles ou récréatives, de l'aide sociale ou de l'enseignement obligatoire (« internats ») ;

les logements remplissant la fonction de lieux d'accueil et mis gratuitement à disposition de réfugiés ou de victimes de violences ;

Considérant que la rotation plus importante des clients de chambres louées à l'heure a des conséquences néfastes non seulement sur la tranquillité publique mais aussi sur la commodité de passage ou sur la sécurité des quartiers qui les abritent ;

Que la Commune ne souhaite donc pas favoriser l'installation de ce type d'établissement sur son territoire et qu'il se justifie donc d'y appliquer un taux de taxation plus élevé ;

Qu'il est en outre raisonnable de considérer que du fait de la location à l'heure, ces établissements génèrent des revenus plus importants et ont donc une capacité contributive leur permettant de faire face à la taxe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, DECIDE :

d'adopter le règlement-taxe sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés pour les exercices 2025 à 2031, tel que repris en annexe et faisant partie intégrante de la présente délibération.

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article 1

Il est établi pour les exercices 2025 à 2031 une taxe sur la mise à disposition et la location de chambres et appartements meublés.

Article 2

On entend au sens du présent règlement par :

- « logement meublé » : l'immeuble, la partie d'immeuble ou la chambre garni(e) en tout ou en partie du mobilier et/ou des équipements permettant de se loger, proposé(e) à la location, loué(e) ou mis(e) à disposition, à titre onéreux, et destiné(e) à l'usage du bénéficiaire quelle qu'en soit la durée et la fréquence.

Lorsque l'immeuble ou la partie d'immeuble est mis(e) à disposition de plusieurs personnes dont chacune dispose d'un espace privatif, chaque espace privatif est considéré comme un logement meublé distinct.

Ce logement meublé peut être mis à disposition par un bail ou par toute autre convention, distinct(e) ou non avec les autres usagers, incluant ou non le prix du mobilier.

- « chambre à l'heure » : l'hébergement payant, selon un tarif horaire, dans une chambre ou un appartement.
- « habitat solidaire » et « habitat intergénérationnel » s'entendent au sens de l'article 2, 25° et 26° du Code bruxellois du Logement.

II. TAUX

Article 3

3.1. Taux forfaitaires applicables pour les logements meublés

Le taux annuel varie en fonction du nombre de logements meublés mis à disposition ou loués par le redevable dans un immeuble :

- De 1 à 4 logements meublés : 350 EUR par logement pour l'exercice 2025 ;

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1^{er} janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
357,00 €	364,14 €	371,42 €	378,85 €	386,43 €	394,16 €

- De 5 à 7 logements meublés : 800 EUR par logement pour l'exercice 2025 ;

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1^{er} janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
816,00 €	832,32 €	848,97 €	865,95 €	883,26 €	900,93 €

- Plus de 7 logements meublés : 1.520 EUR par logement pour l'exercice 2025.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1^{er} janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.550,40 €	1.581,41 €	1.613,04 €	1.645,30 €	1.678,20 €	1.711,77 €

Pour les chambres à l'heure :

- Le taux annuel est de 1.750 EUR par chambre à l'heure pour l'exercice 2025.

Les années suivantes, le taux annuel, fixé au 1^{er} janvier, sera indexé de 2% par an, conformément au tableau suivant :

2026	2027	2028	2029	2030	2031
------	------	------	------	------	------

1.785,00 €	1.820,70 €	1.857,11 €	1.894,26 €	1.932,14 €	1.970,78 €
------------	------------	------------	------------	------------	------------

3.2. La taxe est due par lieu d'imposition pour l'année entière au 1er janvier de l'exercice.

La taxe est indivisible et est due pour toute l'année, quelle que soit la période et la fréquence pendant lesquelles le logement meublé a éventuellement été mis à disposition.

La taxe est due indépendamment de l'occupation effective du logement meublé.

Le paiement de la taxe n'ouvre aucun droit et ne dispense pas des autorisations ou des permis qui seraient requis.

III. REDEVABLES

Article 4

La taxe est due par le(s) titulaire(s) d'un droit réel de jouissance sur le logement meublé, à savoir, le propriétaire, le possesseur, l'emphytéote, le superficiaire ou l'usufruitier du bien comme étant indiqué à l'article 251 du Code des Impôts sur les Revenus.

Les titulaires d'un droit réel de jouissance sur le bien sont solidairement et indivisiblement tenus au paiement de la taxe.

IV. EXONERATIONS - REDUCTIONS

Article 5

Exonérations

Sont exonérés de la taxe :

- a) Le logement qui s'inscrit dans le cadre de l'habitat intergénérationnel ;
- b) Le logement qui s'inscrit dans le cadre de l'habitat solidaire ;
- c) Le logement mis directement à disposition par les établissements d'enseignement organisés et/ou subventionnés par les pouvoirs publics ;
- d) Tout hébergement touristique dûment enregistré conformément à l'Ordonnance du 8 mai 2014 relative à l'hébergement touristique et soumis à la taxe régionale conformément à l'Ordonnance du 23 décembre 2016 (City tax) ;
- e) Les hôpitaux, cliniques, dispensaires, œuvres de bienfaisance et les logements affectés à des activités d'aide sociale et de santé, subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics ;
- f) Le logement affecté à l'hébergement de personnes âgées (maisons de repos et résidences services) et subventionné ou agréé par les pouvoirs publics ;
- g) Le logement affecté par des personnes publiques ou privées, subventionnées ou agréées par les pouvoirs publics, à l'hébergement collectif d'orphelins, de personnes handicapées ou de jeunes dans le cadre d'activités sportives, culturelles ou récréatives, de l'aide sociale ou de l'enseignement obligatoire (« internats ») ;
- h) Le logement remplissant la fonction de lieux d'accueil et mis gratuitement à disposition de réfugiés ou de victimes de violences.

Les exonérations mentionnées au paragraphe premier, doivent être demandées par le redevable et introduites auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins lors du renvoi de la formule de déclaration mentionnée à l'article 6, accompagnée des pièces justificatives relatives à l'exonération concernée.

V. DECLARATIONS

Article 6

L'Administration fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, dans un délai de 30 jours à compter du troisième jour ouvrable qui suit l'envoi du formulaire. Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable, pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

Article 7

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins ou une personne désignée par celui-ci notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de 30 jours à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

Article 8

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe en fonction des éléments sur lesquels la taxation est basée si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel.

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office.

VI. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 9

La présente taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 10

Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux sont celles visées par les dispositions régionales et notamment, l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, ses modifications ultérieures et les dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales voté le 13 avril 2019.

VII. MISE EN APPLICATION

Article 11

Le présent règlement est applicable à compter du 1er janvier 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Financiën – Belastingreglement op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen” .

DE RAAD,

Gelet op artikelen 41, 162 en 170, § 4, van de Grondwet; Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies;

Gelet op de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de vestiging, de invordering en de betwistingen van de gemeentebelastingen, en met name op het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, aangenomen door het federale parlement op 13 april 2019 en van kracht op 1 januari 2020, in zoverre het sommige bepalingen, van toepassing op de gemeentebelastingen, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen (WIB 92) en van het uitvoeringsbesluit ervan wijzigt, opheft of vervangt;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling van de belastbare materie en van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie die aan de gemeentelijke overheid wordt toegekend; dat ze op dit gebied beschikt over een discretionaire bevoegdheid die ze uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat de gemeenteraad het nodig heeft geacht de in dit reglement bedoelde terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde woningen te belasten om aanvullende ontvangsten te kunnen verwerven ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waar de gemeente voor staat;

Overwegende dat de keuze van een progressief forfaitair tarief afhankelijk van het aantal gemeubelde woningen verantwoord is door het streven van de gemeente om de toename van uit verschillende gemeubelde woningen bestaande woonwijken (bijvoorbeeld, maar niet uitsluitend, co-living), die mogelijk ten koste gaan van de sociale mix, te ontmoedigen;

Dat de aanzienlijke financiële inkomsten uit de uitbating van dergelijke woonvorm privéaannemers ertoe aansporen eengezinswoningen, minder rendabel qua huurinkomsten, om te bouwen, wat onder meer een stijging van de aankoop prijs van woningen in Vorst tot gevolg heeft;

Dat de toename tot gevolg heeft dat gezinnen worden beroofd van de mogelijkheid om zich blijvend te vestigen in Vorst, doordat ze geen betaalbare woning vinden die beantwoordt aan hun behoeften;

Dat het bijoordeel van de belasting bijgevolg is om de uitbreiding ervan af te remmen;

Overwegende dat het ontradend karakter van een belasting de vaststelling van een relatief hoge aanslagvoet kan impliceren; dat volgens de Raad van State een belasting met een ontradende doelstelling niet onevenredig is om de loutere reden dat het bedrag ervan aanzienlijk is (RvS, 5 mei 2017, nr. 238.107, Ferraz da Cruz en c.s.); dat geen enkele wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling de gemeente bovendien verbiedt om, wanneer zij een door de staat van haar financiën verantwoorde belasting vestigt, ze bij voorrang te heffen op activiteiten die zij meer voor kritiek vatbaar acht dan andere of waarvan zij de ontwikkeling niet wenselijk acht (RvS, arrest nr. 117.110, 17 maart 2003; RvS, arrest nr. 170.927, 8 mei 2007; RvS, arrest nr. 228.985, 30 oktober 2004);

Overwegende dat de raad, gezien de opdracht van algemeen belang die de instellingen voor onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de overheid, gemeubelde woningen die laatstgenoemde direct ter beschikking stelt van haar studenten, geheel wil vrijstellen van de belasting;

Overwegende dat de raad de ontwikkeling van intergenerationele woningen en solidaire woningen wil steunen; dat beide woontypes gunstig zijn voor uitwisselingen tussen generaties en bevorderlijk voor de solidariteit en de sociale mix; dat ze bovendien een goede remedie tegen isolement, eenzaamheid bij ouderen en bestaansonzekerheid zijn; dat woningen in het kader van beide woontypes dus vrijgesteld horen te worden;

Overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristische logies naar behoren geregistreerd en overeenkomstig de ordonnantie van 23 december 2016 aan de gewestbelasting (city tax) onderworpen toeristisch logies vrijgesteld hoort te worden;

Overwegende dat de raad de onderstaande instellingen, vanwege de opdrachten van algemeen belang en/of openbaar nut die ze vervullen, wil vrijstellen om die opdrachten niet in de weg te staan:

zorginstellingen en bejaardentehuizen;

woningen die, door publiekrechtelijke rechtspersonen of private personen, gesubsidieerd of erkend door de overheid, bestemd zijn voor collectief logies van wezen, mensen met een beperking of jongeren in het kader van sport-, cultuur- of recreatieactiviteiten, sociale bijstand of de leerplicht ('internaten');

woningen die de functie van opvangplaats vervullen en gratis ter beschikking worden gesteld van vluchtelingen of geweldsslachtoffers;

Overwegende dat de hogere rotatie van klanten van per uur verhuurde kamers nefaste gevolgen heeft, niet alleen voor de openbare rust maar ook voor de vlotte doorgang of de veiligheid in de wijken waarin ze zich bevinden;

Dat de gemeente de vestiging van zo'n etablissement op haar grondgebied dus niet wenst aan te moedigen en dat een hoger belastingtarief erop toepassen dus gerechtvaardigd is;

Dat het bovendien redelijk is om te beschouwen dat die etablissementen door de verhuur per uur hogere inkomsten genereren en dus een financiële draagkracht hebben die hen in staat stelt om de belasting te voldoen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen, BESLIST:

het belastingreglement op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen voor aanslagjaar 2025 tot 2031, dat als bijlage gaat en integraal deel uitmaakt van deze beraadslaging, goed te keuren.

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Voor aanslagjaar 2025 tot 2031 wordt een belasting op de terbeschikkingstelling en verhuur van gemeubelde kamers en appartementen gevestigd.

Artikel 2

In dit reglement wordt verstaan onder:

- ‘gemeubeld verblijf’: gebouw, gebouwgedeelte of kamer, geheel of gedeeltelijk voorzien van meubilair en/of verblijfsvoorzieningen, te huur aangeboden, verhuurd of ter beschikking gesteld, onder bezwarende titel, en bestemd voor gebruik door de begunstigde, ongeacht de duur of de frequentie.

Wanneer het gebouw of gebouwgedeelte ter beschikking wordt gesteld van meerdere personen die elk een privatieve ruimte hebben, wordt elke privatieve ruimte beschouwd als een afzonderlijk gemeubeld verblijf.

Het gemeubeld verblijf kan ter beschikking worden gesteld bij huur- of andere overeenkomst, al dan niet afzonderlijk van de andere gebruikers, al dan niet inclusief de prijs van het meubilair.

- ‘kamer per uur’: verblijf tegen betaling, volgens een uurtarief, in een kamer of een appartement.
- ‘solidaire woning’ en ‘intergenerationele woning’ worden begrepen in de zin van artikel 2, 25° en 26° van de Brusselse Huisvestingscode.

II. TARIEVEN

Artikel 3

3.1. Forfaitaire tarieven voor gemeubelde verblijven

Het jaartarief verschilt al naargelang het aantal gemeubelde verblijven die door de belastingplichtige worden ter beschikking gesteld of verhuurd in een onroerend goed:

- 1 tot 4 gemeubelde verblijven: 350 EUR per verblijf voor aanslagjaar 2025;

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
357,00 €	364,14 €	371,42 €	378,85 €	386,43 €	394,16 €

- 5 tot 7 gemeubelde verblijven: 800 EUR per verblijf voor aanslagjaar 2025;

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
816,00 €	832,32 €	848,97 €	865,95 €	883,26 €	900,93 €

- meer dan 7 gemeubelde verblijven: 1.520 EUR per verblijf voor aanslagjaar 2025.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.550,40 €	1.581,41 €	1.613,04 €	1.645,30 €	1.678,20 €	1.711,77 €

Voor kamers per uur

- Het jaartarief bedraagt 1.750 EUR per kamer per uur voor aanslagjaar 2025.

De volgende jaren zal het jaartarief, vastgesteld op 1 januari, met 2% per jaar geïndexeerd worden overeenkomstig de volgende tabel:

2026	2027	2028	2029	2030	2031
1.785,00 €	1.820,70 €	1.857,11 €	1.894,26 €	1.932,14 €	1.970,78 €

3.2. De belasting is verschuldigd per aanslagplaats voor het hele jaar op 1 januari van het aanslagjaar.

De belasting is ondeelbaar en is verschuldigd voor heel het jaar, ongeacht de periode of de frequentie tijdens welke het gemeubeld verblijf eventueel ter beschikking is gesteld.

De belasting is verschuldigd ongeacht of het gemeubelde verblijf daadwerkelijk wordt gebruikt of niet.

De betaling van de belasting stelt geen recht open en stelt niet vrij van de mogelijk vereiste toelatingen of vergunningen.

III. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de houder(s) van een zakelijk genotsrecht op het gemeubeld verblijf, zijnde de eigenaar, bezitter, erfpachter, opstalhouder of vruchtgebruiker van het goed zoals vermeld in artikel 251 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

De houders van een zakelijk genotsrecht op het goed zijn solidair en ondeelbaar verplicht tot betaling van de belasting.

IV. VRIJSTELLINGEN - VERMINDERINGEN

Artikel 5

Vrijstellingen

Zijn vrijgesteld van de belasting:

- a) het verblijf in het kader van intergenerationeel wonen;
- b) het verblijf in het kader van solidair wonen;
- c) het verblijf dat rechtstreeks ter beschikking wordt gesteld door onderwijsinstellingen ingericht en/of gesubsidieerd door de overheid;
- d) toeristisch logies, naar behoren geregistreerd overeenkomstig de ordonnantie van 8 mei 2014 betreffende het toeristische logies en onderworpen aan de gewestbelasting (city tax) overeenkomstig de ordonnantie van 23 december 2016;
- e) ziekenhuizen, klinieken, poliklinieken, liefdadigheidsinstellingen en verblijven bestemd voor maatschappelijk werk en gezondheidszorg, gesubsidieerd of erkend door de overheid;
- f) het verblijf dat wordt gebruikt voor logies van ouderen (rusthuizen en serviceflats) en gesubsidieerd of erkend door de overheid;
- g) het verblijf dat door publieke of private personen, gesubsidieerd of erkend door de overheid, wordt gebruikt voor collectief logies van wezen, mensen met een beperking of jongeren in het kader van recreatie-, cultuur- of sportactiviteiten, sociale zorg of verplicht onderwijs ('internaten');
- h) het verblijf dat dienst doet als opvangplaats en dat gratis ter beschikking wordt gesteld van vluchtelingen of geweldslachtoffers.

De in paragraaf 1 vermelde vrijstellingen moeten door de belastingplichtige worden aangevraagd en bij het College van Burgemeester en Schepenen ingediend wanneer het in artikel 6 vermelde aangifteformulier, vergezeld van de bewijsstukken i.v.m. de betrokken vrijstelling, wordt teruggestuurd.

V. AANGIFTEN

Artikel 6

Het bestuur stuurt de belastingplichtige een aangifteformulier dat hij naar behoren ingevuld en ondertekend dient terug te sturen binnen een termijn van 30 dagen na de derde werkdag die volgt op de verzending van het formulier. De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe binnen tien dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, dient de voor de aanslag benodigde gegevens uiterlijk 31 december van het aanslagjaar aan te geven bij het bestuur.

De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

Artikel 7

Bij niet-aangifte binnen de gestelde termijn of bij een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vóór de ambtshalve belasting stelt het College van Burgemeester en Schepenen of een door het College aangestelde persoon de belastingplichtige bij aangetekende brief in kennis van de redenen waarom van die procedure gebruik wordt gemaakt, de elementen waarop de belasting gebaseerd is, en de wijze waarop die elementen en het belastingbedrag worden vastgesteld.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van 30 dagen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk voor te dragen.

Artikel 8

Het gemeentebestuur zal overgaan tot ambtshalve inkohiering van de belasting op basis van de elementen waarop de belasting gebaseerd is, indien de belastingplichtige na afloop van deze termijn geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure rechtvaardigen.

De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd als volgt:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100 % van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht.

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie aanslagjaren volgend op het jaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

VI. INVORDERING EN GESCHILLEN

Artikel 9

Deze belasting is een kohierbelasting.

Artikel 10

De bepalingen voor de vestiging, de invordering en de geschillen zijn die als bedoeld in de gewestelijke bepalingen, met name de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, latere wijzigingen ervan en de bepalingen van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale

schuldvorderingen, dat werd aangenomen op 13 april 2019.

VII. TOEPASSING

Artikel 11

Dit reglement is van toepassing vanaf 1 januari 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

-

Vote CONTRE si pas de prise en considération du logement intergénérationnel (cf. www.1toit2ages.be)

Il s'agit d'un point reporté (à notre demande) lors du conseil du 19/11. Raison du report : la majorité ne tenait pas compte de la mise en location d'une chambre par exemple par une personne âgée à un étudiant (logement intergénérationnel) ...

Elle a ajouté dans le règlement qui repasse ce 16/12 des exonérations de la taxe pour l' « habitat solidaire » et l' « habitat intergénérationnel » au sens du Code bruxellois du Logement :

- Article 2, 25° « Habitat solidaire : logement sous-tendu par un projet de vie solidaire, initié ou non par une institution mais organisé dans un engagement écrit, une convention, un règlement d'ordre intérieur ou un autre instrument de ce type, dans lequel résident plusieurs ménages (dont au moins un satisfait aux conditions de revenus telles que fixées en vertu du § 2, 1°, du présent article) qui y disposent chacun d'un ou de plusieurs espaces privatifs de jouissance exclusive et d'au moins un espace de vie commun. Sont exclus les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire, les abris de nuit, les maisons d'hébergement de type familial et tout autre logement collectif réglé par une législation particulière ; »

- Article 2, 26° « Habitat intergénérationnel : immeuble comprenant au moins deux logements dont l'un est occupé par une personne âgée de plus de soixante-cinq ans et dont les ménages se procurent des services mutuels, organisés dans un engagement écrit, une convention, un règlement d'ordre intérieur ou un autre instrument de ce type ; »

Merci au Collège d'avoir revu le règlement suite à notre remarque et contribuer ainsi à lutter contre l'isolement et la solitude de certaines personnes âgées. Néanmoins, l'exonération ne concerne donc, pour le logement intergénérationnel, que les immeubles comprenant « au moins deux logements » et donc plusieurs « ménages ». Si on reprend par exemple le modèle de l'asbl 1toit2ages, qui propose des modèles de cohabitation entre personnes âgées et plus jeunes, ce modèle ne répond ni aux conditions de l'habitat solidaire, ni à celles de l'habitat intergénérationnel telles que reprises dans le Code Bruxellois du Logement puisque dans le cadre d'1toit2ages, il s'agit d'un seul et unique

logement et d'un seul ménage et donc pas de minimum deux logements et de plusieurs ménages. Ca veut donc dire que la situation que j'ai décrite lors du conseil du 19 novembre, n'est toujours pas couverte ici par les exonérations prévues dans le nouveau règlement taxes. Ca nous pose donc problème parce qu'on va finalement se retrouver à taxer des projets qui sont pourtant défendus par tous ici.

Si vous votez ce règlement tel que rédigé ici, vous passez encore à côté de la réalité du terrain. Vous ne prenez pas en considération un modèle d'habitat intergénérationnel pourtant encouragé par une asbl bien connue. Pensez-vous qu'on puisse reporter le point pour enfin tenir compte de la réalité du terrain ?

Enfin, pourriez-vous nous informer du nombre estimé de logement sur Forest qui tomberait dans le champ d'application de ce règlement-taxe ?

Réponse de Mr SPAPENS :

Vous savez combien l'habitat intergénérationnel est important pour nous et c'est pour ça qu'on a adapté directement le règlement puisque pour nous c'était compris dans les closes d'exonération. Vous savez aussi qu'en droit on doit se baser sur un code, une loi et qu'on ne peut pas juste définir quelque chose sans se baser sur le sens dans lequel on entend le mot. Il est possible que des ajustements doivent être faits au bout d'un an de mise en place et d'utilisation de la taxe. Mais aujourd'hui, comme vous le savez aussi puisque ça a été le sujet de très longs débats au parlement, on ne sait pas quelle est la taxe de l'assiette aujourd'hui donc concrètement on ne sait pas quelles personnes pourraient être taxées puisqu'actuellement aucune déclaration n'est demandée dans ce type d'habitat à Forest. D'une commune à l'autre, on sait que ça varie très fort d'une année à l'autre. Un travail va être fait pour prévenir les sociétés de co-living ainsi que les gens qui seraient sujet à la taxe. On fera une communication là-dessus. Et si des cas intergénérationnels comme ceux que vous citez devaient se poser à Forest, rien n'empêche le conseil communal de venir avec une proposition qui se base sur des codes, des lois pour voir comment on peut exonérer des cas qui sembleraient problématiques et qui ont une visée sociale ou intergénérationnelle qu'on veut évidemment soutenir. Le texte tel qui est proposé nous semble le plus juste. C'est un texte qui fonctionne dans beaucoup d'autres communes aussi. On mettra ce texte en place s'il est voté ce soir. Libre à chacun d'entre nous de revenir avec une proposition dans les années qui viennent si on voit que des drames pourraient se poser ou des cas qui n'ont pas pu être exonérés alors qu'ils allaient dans le sens du règlement. A un moment il faut se baser sur des textes de l'échelon supérieur et le code du logement nous paraissait la meilleure base juridique.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Des explications reçues, nous allons donc appliquer ce nouveau règlement à l'aveugle. Nous allons expérimenter cette nouvelle taxe. Le Collège veut viser le Coliving sans savoir

si on va réussir à les taxer au final. Par contre, ce dont il peut être sûr, c'est qu'il va directement impacter les plus vulnérables en appliquant ce nouveau règlement tel quel. On verra le résultat dans un an mais à mon avis c'est à ça qu'on va arriver. Très peu de taxes sur le co-living parce qu'il y a moyen de détourner cette taxe et des taxes sur les personnes les plus vulnérables.

Intervention de Mme EL HAMIDINE :

Ce n'est pas juste une question de location, c'est une question de solidarité intergénérationnelle. Ce ne sont pas juste des personnes plus jeunes qui habitent avec quelqu'un de plus âgé et qui payent un loyer. Il est aussi question de préparer des repas ou autre chose. Je pense que dans ce cadre-là, ce n'est pas une question de taxe.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Il y a plusieurs possibilités. Les aides peuvent être diverses. J'invite le collègue à aller sur le site <https://www.1toit2ages.be/>, de regarder comment ça fonctionne. Il y a différentes aides possibles, notamment payer 250, de charges en échange d'habiter une chambre et en échange de quoi la personne qui a payé les charges va devoir faire 5h de bénévolat par période pour la personne qui l'héberge. En faisant ça, elle loue d'une manière ou d'une autre, elle loue une chambre dans un logement. Aujourd'hui, le règlement taxe tel qu'il est rédigé, il touche ces personnes-là. C'est pour cela que j'interviens ici, c'est pour cela que je vous donne les références de cette ASBL, c'est pour que vous puissiez voir de quoi il s'agit et essayer de trouver une solution par rapport à ces modèles-là.

Réplique de MR SPAPENS :

On regardera avec cette asbl comment faire. On peut voter le point et ça n'empêche pas au conseil communal de changer quelque chose si ça peut avoir une conséquence. On ne va pas reporter ce point indéfiniment. On a pris le même règlement qui est pris dans toutes les communes avec des exonérations en plus. Nous n'avons jamais entendu de ces ASBL avec qui on est en contact. L'échevin en charge du logement prendra contact avec eux et on trouvera une solution si un problème se pose. Eventuellement, on fera une modification à ce moment-là. C'est clairement pas cet habitat-là qui est visé par la taxe. Vous le voyez bien dans les exonérations proposées.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

-

Stem TEGEN als er geen rekening wordt gehouden met intergenerationele huisvesting (zie www.1toit2ages.be).

Het gaat om een uitgesteld punt (op ons verzoek) van de gemeenteraad van 19/11. Reden

van het uitstel: de meerderheid hield geen rekening met de verhuur van een kamer, bijvoorbeeld door een senior aan een student (intergenerationele huisvesting) ...

In het reglement dat opnieuw werd aangenomen op 16/12 voegde zij belastingvrijstellingen toe voor de 'solidaire woning' en de 'intergenerationele woning', zoals bedoeld in de Brusselse Huisvestingscode:

- Artikel 2, 25° "Solidaire woning : woning die berust op een solidair levensproject dat al dan niet wordt geïnitieerd door een instelling, maar dat is opgenomen in een schriftelijke verbintenis, een overeenkomst, een huishoudelijk reglement of een ander soortgelijk instrument, waarin verscheidene gezinnen verblijven (waarvan minstens één voldoet aan de inkomensvoorwaarden, zoals vastgelegd in § 2, 1° van dit artikel) die er elk beschikken over één of meerdere exclusief door hen gebruikte privéruimten en minstens één gemeenschappelijke levensruimte. De opvangtehuizen, gemeenschapshuizen, nachtsielen, opvangtehuizen van het gezinstype en elke andere collectieve woning die wordt geregeld door een bijzondere wetgeving, worden buiten beschouwing gelaten;"

- Artikel 2, 26° "Intergenerationele woning : gebouw met minstens twee woningen, waarvan er één wordt betrokken door een persoon ouder dan vijftien jaar en waarbij de gezinnen wederzijdse diensten verlenen die zijn opgenomen in een schriftelijke verbintenis, een overeenkomst, een huishoudelijk reglement of een ander soortgelijk instrument;"

Ik wil het College bedanken voor de herziening van het reglement naar aanleiding van onze opmerking, waardoor het bijdraagt aan de bestrijding van het isolement en de eenzaamheid van sommige ouderen. Voor intergenerationele huisvesting geldt de vrijstelling echter alleen voor gebouwen "met minstens twee woningen" en dus verscheidene "gezinnen". Als we bijvoorbeeld het model van de vzw 1toit2ages nemen, die samenwoonmodellen tussen ouderen en jongeren aanbiedt, dan voldoet dit model noch aan de voorwaarden van solidaire huisvesting, noch aan die van intergenerationele huisvesting zoals bepaald in de Brusselse Huisvestingscode, aangezien 1toit2ages één woning en één gezin betreft, in plaats van minimaal twee woningen en verscheidene gezinnen. Dit betekent dus dat de situatie die ik tijdens de gemeenteraad van 19 november heb beschreven, nog steeds niet onder de vrijstellingen voorzien in het nieuwe belastingreglement valt. Dit vormt een probleem voor ons, omdat we uiteindelijk projecten gaan belasten die door iedereen hier worden gesteund.

Als u voor dit reglement stemt zoals het nu is, negeert u dan de realiteit op het terrein. U houdt geen rekening met een intergenerationeel woonmodel dat wordt gepromoot door een bekende vzw. Denkt u dat we dit punt kunnen uitstellen en eindelijk rekening kunnen houden met de realiteit op het terrein?

Kunt u ons tot slot het geschatte aantal woningen in Vorst meedelen dat onder het toepassingsgebied van dit belastingreglement zou vallen?

Antwoord van de heer SPAPENS

U weet hoe belangrijk intergenerationele huisvesting voor ons is, en daarom hebben we het reglement meteen aangepast, omdat we dachten dat dit was opgenomen in de vrijstellingsclausules. U weet ook dat we ons in het recht moeten baseren op een code, een wet, en dat we niet zomaar iets kunnen definiëren zonder ons te baseren op de betekenis van het woord. Aanpassingen kunnen nodig zijn nadat de belasting een jaar is ingevoerd en gebruikt. Maar momenteel kennen we de belastinggrondslag niet, zoals u ook weet omdat er lange debatten over gevoerd zijn in het parlement, dus concreet weten we niet welke mensen belast zouden kunnen worden, aangezien er momenteel geen aangifte vereist is voor dit soort woningen in Vorst. We weten dat de situatie van gemeente tot gemeente sterk verschilt van jaar tot jaar. De co-livingbedrijven en de mensen die mogelijk aan de belasting onderworpen zullen zijn, gaan worden ingelicht. Hierover zal worden gecommuniceerd. En als intergenerationele situaties zoals die u noemt zich zouden voordoen in Vorst, dan is er niets dat de gemeenteraad tegenhoudt om met een voorstel te komen op basis van codes en wetten om te kijken hoe we voor gevallen die problematisch lijken en die een sociaal of intergenerationeel doel hebben, dat we uiteraard willen steunen, een vrijstelling kunnen laten gelden. De voorgestelde tekst lijkt ons de eerlijkste. Het is een tekst die ook in veel andere gemeenten werkt. We zullen deze tekst implementeren als er vanavond over wordt gestemd. Ieder van ons is vrij om in de komende jaren een voorstel te bezorgen als we zien dat er zich tragedies of gevallen zouden kunnen voordoen waarvoor geen vrijstelling kan gelden, ook al druisen die in tegen het reglement. Op een gegeven moment moet men zich baseren op teksten van een hoger niveau en de Huisvestingscode leek ons de beste wettelijke basis.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Op basis van de uitleg die we hebben gekregen, gaan we dit nieuwe reglement dus blindelings toepassen. We gaan experimenteren met deze nieuwe belasting. Het College wil co-living aanpakken, maar weet niet of we hen uiteindelijk zullen kunnen belasten. Waar het wel zeker van kan zijn, is dat de toepassing van dit nieuwe reglement als zodanig een rechtstreekse impact zal hebben op de meest kwetsbaren. We zullen het resultaat zien over een jaar, maar volgens mij gaan we die kant op. Heel weinig belasting op co-living omdat er manieren zijn om deze belasting en de belastingen op de meest kwetsbare mensen te omzeilen.

Tussenkomst van mevrouw EL HAMIDINE

Het is niet alleen een kwestie van huren, het is ook een kwestie van intergenerationele solidariteit. Het zijn niet alleen jongere mensen die met een ouder iemand samenwonen en huur betalen. Het is ook een kwestie van maaltijden bereiden of iets anders. Ik denk niet dat het in die context een kwestie van belasting is.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Er zijn verschillende mogelijkheden. De hulp kan uiteenlopen. Ik verzoek het College naar de website <https://www.1toit2ages.be/> te surfen om te kijken hoe het werkt. Er zijn verschillende vormen van hulp mogelijk, waaronder het betalen van 250 euro kosten in ruil voor een kamer en de persoon die de kosten heeft betaald, moet 5 uur vrijwilligerswerk per periode doen voor de persoon die hem/haar onderdak geeft. Hierdoor verhuurt hij/zij in zekere zin een kamer in een woning. Momenteel heeft het belastingreglement zoals het is opgesteld gevolgen voor die mensen. Daarom wijs ik hierop. Daarom geef ik jullie de gegevens van deze vzw, zodat jullie kunnen zien waarover het gaat en kunnen proberen een oplossing te vinden voor deze modellen.

Repliek van de heer SPAPENS

We zullen hier samen met deze vzw naar kijken. We kunnen over het punt stemmen en dat weerhoudt de gemeenteraad er niet van om iets te veranderen als dat gevolgen heeft. We gaan dit punt niet eindeloos uitstellen. We hebben het reglement aangenomen dat in alle gemeenten wordt gebruikt, met extra vrijstellingen. We hebben nog nooit iets gehoord van een van de vzw's waarmee we in contact staan. De schepen die verantwoordelijk is voor huisvesting zal contact met hen opnemen en we zullen een oplossing zoeken als er zich een probleem voordoet. Als het nodig is, zullen we op dat moment een verandering aanbrengen. De belasting is duidelijk niet bedoeld voor dit soort bewoning. Dat kunt u zien in de voorgestelde vrijstellingen.

1 annexe / 1 bijlage

13 Finances - Taxe relative aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Règlement - Exercice 2025.

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier, voté par le conseil communal le 05 décembre 2023 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 3990 le règlement-taxe relatif aux centimes additionnels communaux au précompte immobilier :

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier est fixé à 3990 pour l'exercice d'imposition **2025**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 10 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Financiën - Belasting betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing - Reglement - Dienstjaar 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet:

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing, gestemd door de gemeenteraad op 05 december 2023;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het belastingreglement betreffende de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing te hernieuwen aan de ongewijzigde aanslagvoet van 3990:

Artikel 1:

De aanslagvoet van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing is vastgesteld op 3990 voor het aanslagjaar **2025**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Lors du point relatif aux taxes sur les bornes de recharges, vous avez déclaré que Forest n'était pas une île et qu'il est important de garder une certaine uniformité avec les autres communes. S'agissant de la fiscalité touchant les Forestoises et les Forestois, nous constatons pourtant que Forest est bel et bien isolée et une île, pour ne pas dire un enfer fiscal en ce qui concerne le PRI et l'IPP...

Le point proposé ici, portant sur le taux tel qu'augmenté il y a 2 ans. Nous continuons à voter contre cette importante augmentation de la fiscalité à Forest, augmentation qui ampute le pouvoir d'achat des Forestoises et des Forestois.

Forest est la commune où la fiscalité globale sur les ménages est la plus importante et ce, sans pour autant, améliorer les services à la population.

Réplique de Mr SPAPENS :

Je répète quand même qu'à un moment, il faut tout compter, il faut compter la prime BeHome, il faut compter tout ça. Et notamment en discussion avec le ministre en charge des pouvoirs locaux, c'est ce qui était décidé. Et donc Schaerbeek est bien au-dessus de nous. Vous pourrez me dire qu'ils ont une prime ; elle est moins grande qu'ici. La différence avec l'IPP et le PRI, si vous mettez les deux ensembles, ça veut dire qu'on fait juste une prime aux plus riches et pas à la classe moyenne. Ce serait aux personnes qui gagneraient plus de 7500 €. A un moment si vous reprenez dans l'IPP ce qu'on peut reprendre dans le PRI, c'est une toute petite marge de personnes dont peut-être plusieurs d'entre nous font partie mais qui n'est pas la masse de la population. A un moment, le PRI touche 50% des Forestois et le cumul des salaires entre les deux touches encore une plus petite partie. Evidemment que ce n'est pas de gaité de cœur, l'accord de majorité le dit clairement, nous ne souhaitons pas augmenter ces impôts-là. Cela a été fait dans le cadre d'un assainissement global où certains efforts ont été faits de la part tant du politique (même si ça semble minime, on a descendu notre salaire au maximum légale qu'on pouvait faire en supprimant des primes,...) que du personnel où il y a eu de gros efforts également. Il y a bien eu des diminutions de dépenses. Oui la commune de Forest fait partie de ces communes avec une assiette fiscale extrêmement compliquée. A un moment, il faut tout bien expliquer aux gens et ne pas chaque fois revenir avec le têt.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Le ministre de tutelle Clerfayt n'a pas demandé à la commune d'augmenter ses impôts. Il a dit que, pour revenir à l'équilibre, il faudra réduire les dépenses et à défaut augmenter les recettes. C'est de la responsabilité du Collège Ecolo-PS de l'époque d'avoir opté pour une telle augmentation des recettes et donc de l'impôt.

Quant à Schaerbeek, en effet, le PRI y est plus important qu'à Forest (4191 vs 3990). Par

contre, elle a le taux IPP le plus bas : 4,6% (vs 7% à Forest), mais aussi une prime complémentaire à leur prime BeHome communale pour compenser la différence entre le gain lié à la diminution de l'IPP et la perte liée à l'augmentation du PRI. A Forest, la prime BeHome communale ne neutralise l'augmentation que d'une infime partie des propriétaires occupants. Donc la fiscalité à Schaarbeek est bien plus attractive que ce qu'on veut en dire ici.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Bij het punt over de belastingen op laadpalen, verklaarde u dat Vorst geen eiland is en dat hdt belangrijk is een zekere uniformiteit met de andere gemeenten te behouden. Als het echter gaat over belastingen die de inwoners van Vorst raken, zien we dat Vorst wel degelijk geïsoleerd en een eiland is, om niet te zeggen een belastinghel wat de onroerende voorheffing (OV) en de personenbelasting (PB) betreft...

Het punt dat hier wordt voorgesteld betreft het tarief zoals dat 2 jaar geleden werd verhoogd. We blijven tegen deze aanzienlijke belastingverhoging in Vorst stemmen, een verhoging die de koopkracht van de inwoners van Vorst uitholt.

Vorst is de gemeente waar de totale belastingdruk voor gezinnen het hoogst is, en dit zonder de dienstverlening aan de bevolking te verbeteren.

Repliek van de heer SPAPENS

Nogmaals, op een gegeven moment moet je alles meetellen, je moet de BeHome-premie meetellen, je moet dit allemaal meetellen. En dit werd met name besloten in overleg met de minister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen. Schaarbeek ligt dus ver boven ons. U kunt me vertellen dat zij een premie hebben; die is lager dan hier. Het verschil met de PB en de OV, als we die twee samenvoegen, betekent dat we gewoon een premie geven aan de rijksten en niet aan de middenklasse. Het zou voor mensen zijn die meer dan 7.500 € verdienen. Op een gegeven moment, als je in de PB opneemt wat in de OV kan worden opgenomen, is het een zeer kleine marge van mensen waar een aantal van ons misschien deel van uitmaken, maar dat is niet de massa van de bevolking. Op een bepaald moment heeft de OV betrekking op 50% van de Vorstenaren en de cumul van de inkomsten tussen de twee op een nog kleiner deel. Uiteraard zijn we er niet blij mee. In het meerderheidsakkoord staat duidelijk dat we deze belastingen niet willen verhogen. Dit is gedaan als onderdeel van een globale saneringsoefening waarbij een aantal inspanningen zijn geleverd, zowel door politici (ook al lijkt het minimaal, we hebben onze lonen verlaagd voor zover wettelijk toegestaan door premies af te schaffen, ...) als door het personeel, dat ook grote inspanningen heeft geleverd. De uitgaven zijn inderdaad gedaald. Ja, de gemeente Vorst is een van die gemeenten met een zeer ingewikkelde belastinggrondslag. Op een gegeven moment moet je mensen alles uitleggen en er niet telkens op terugkomen.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Voogdijminister Clerfayt heeft de gemeente niet gevraagd haar belastingen te verhogen. Hij zei dat, om het evenwicht te herstellen, de uitgaven zouden moeten worden verlaagd

en de inkomsten zouden moeten worden verhoogd. Het is de verantwoordelijkheid van het toenmalige College Ecolo-PS om te kiezen voor een dergelijke verhoging van de inkomsten en dus van de belastingen.

In Schaarbeek is de OV inderdaad veel hoger dan in Vorst (4191 tegenover 3390). De aanslagvoet van de PB is er echter het laagst: 4,6% (tegenover 7% in Vorst), maar ook een premie bovenop hun BeHome-premie om het verschil te compenseren tussen de winst verbonden aan de verlaging van de PB en het verlies verbonden aan de stijging van de OV. In Vorst compenseert de gemeentelijke BeHome-premie de stijging slechts voor een zeer klein deel van de eigenaars-bewoners. De fiscale situatie in Schaarbeek is dus veel aantrekkelijker dan hier wordt voorgesteld.

1 annexe / 1 bijlage

14 **Finances - Taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Règlement - Exercice 2025.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 §4 de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 464, 1° ;

Vu le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le conseil communal le 05 décembre 2023 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Forest les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale ;

Considérant que la commune doit percevoir des recettes pour assurer des dépenses ;

DECIDE :

De renouveler au taux inchangé de 7% le règlement-taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 7% pour l'exercice d'imposition **2025**.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 24 votes positifs, 10 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Financiën - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Reglement - Dienstjaar 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op artikelen 117 en 118 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen en latere wijzigingen;

Gelet op het wetboek van de inkomstenbelastingen, in het bijzonder artikel 464, 1°;

Gelet op het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de gemeenteraad op 05 december 2023;

Overwegende dat de door deze belasting nagestreefde doelstelling erin bestaat aan de gemeente Vorst de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren alsook om haar financieel evenwicht te verzekeren en overwegende dat het, in het nastreven van deze doelstelling, gerechtvaardigd blijkt om rekening te houden met de financiële capaciteit van de belastingplichtigen vanuit het gegronde streven naar een evenwichtige verdeling van de belastingdruk;

Overwegende dat de gemeente inkomsten dient te ontvangen om uitgaven te kunnen verzekeren;

BESLIST:

Het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting te hernieuwen aan het ongewijzigde percentage van 7%;

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 7% voor het aanslagjaar **2025**.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 24 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Stéphane Peycker, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Sophie Michez.

Intervention de MR LOEWENSTEIN :

C'est sans surprise que nous revenons aujourd'hui en conseil communal, alors que nous nous apprêtons à voter les additionnels à l'IPP pour l'année 2025, avec un amendement visant à faire passer le taux de 7 à 6,5% comme nous le faisons depuis 6 ans.

J'espère que cette fois-ci l'a majorité sera suffisamment sage pour accepter de baisser le têt d'un chouïa.

Nous avons toujours défendu le principe du tax-shift visant à compenser l'augmentation du PRI par une diminution de l'IPP.

Pourquoi ? Parce que c'est plus juste fiscalement et que ça permet de favoriser les habitants de la commune.

- Augmenter le PRI touche les propriétaires des biens à Forest, qu'ils soient forestois ou non (sans oublier les locataires indirectement impactés par cette augmentation du PRI via une augmentation de leurs propres loyers)

- Diminuer l'IPP a par contre un impact direct sur les Forestois, qu'ils soient d'ailleurs propriétaires ou locataires.

En faisant passer les centimes additionnels communaux de 7% à 6,5%, cela coûterait au budget de la commune environ 1.000.000€, là où il a été cherché quelques 7,5millions € supplémentaires grâce à l'augmentation du PRI, 7,5 m° augmentés aujourd'hui par les indexations successives, indexations qui continuent à faire mal aux propriétaires malgré la prime Be Home communale qui ne couvre l'augmentation de PRI que d'une infime partie des propriétaires-occupants.

Et si cette mesure coûte ce montant-là, il reviendrait au final aux Forestois et renforcerait leur pouvoir d'achat fortement ébranlé suite à l'inflation et aux crises multiples.

Pour rappel la Région bruxelloise, lors de sa réforme fiscale il y a quelques années, a augmenté le PRI tout en diminuant l'IPP et en offrant une prime BeHome régionale initialement de 120€ et aujourd'hui indexée. Elle a fait ce tax-shift à l'époque avec une majorité PS-DéFI-cdH-VLD-CD&V-sp.a.

Au niveau communal, tous les partis (DéFI, MR, PS, Ecolo et Les Engagés) ont adopté de tels tax-shifts. Ca a été le cas notamment à Uccle, Etterbeek, Molenbeek, Koekelberg, Saint-Gilles, Schaerbeek ou encore Anderlecht pour ne citer que ces communes gérées par des majorités différentes et intégrant tous les partis représentés ici sauf le PTB.

Forest propose aujourd'hui une prime BeHome communale pour compenser en partie l'augmentation de 28% du PRI. La commune pourrait aller plus loin et se calquer sur le système mis en place par la Région : augmentation du PRI (c'est déjà largement fait), couplé à une prime Be Home (c'est également fait) et à une diminution de l'IPP (ça reste à faire, d'où notre amendement).

Pour rappel :

- le taux moyen des additionnels au PRI en 2023 au niveau des 19 communes est de 3381. Forest est passé à 3990.

- Le taux moyen des additionnels à l'IPP est lui à 6,23. Forest est à 7.

Forest doit rester attractive. Or, pour l'instant, le Collège Ecolo-PS, rejoint maintenant par le PTB donne tous les signaux pour aller voir ailleurs.

Nous proposons donc de revoir le taux et de le passer enfin à 6.5%.

Amendement

Remplacer le « DECIDE » comme suit :

« De fixer, au sein du règlement-taxa communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, le taux des centimes additionnels à 6,5% ;

Article 1 :

Le taux des centimes additionnels communaux à l'impôt des personnes physiques est fixé à 6,5% pour l'exercice d'imposition 2025. »

Réplique de Mr SPAPENS :

Rappelez-moi quand le taux a été passé à 7% ? Quand Défi était dans la majorité, il me semble. Nous n'avons pas les moyens de baisser l'IPP, par respect pour les Forestois, nous n'avons pas les moyens. Evidemment que nous le souhaiterions. Vous-même en majorité, vous n'auriez jamais baissé l'IPP. Vous savez pertinemment bien que c'est impossible et on en a assez parlé.

La différence entre la commune et la Région, c'est quoi ? C'est la dette. La commune n'a pas le droit à la dette. A la différence de la Région, la Commune doit être à l'équilibre.

Il y a eu un taxshift à la Région et de quoi est-on occupés à nous parler maintenant ? C'est que la région est en faillite totale. La fiscalité communale et la fiscalité régionale ne sont pas du tout les mêmes. On a une obligation d'équilibre. Pourquoi sommes-nous sous plan d'assainissement ? Pourquoi dès 1993 , la commune était sous plan d'assainissement ? Parce que les communes sont obligées d'atteindre l'équilibre. Evidemment que pour tous les Forestois, on rêverait de baisser l'IPP et encore plus baisser le PRI. Aujourd'hui s'est mentir aux Forestois de dire qu'on a la capacité de le faire.

Si vous avez, dans le cadre des discussions budgétaires, des propositions concrètes qui permettent de maintenir les services aux Forestois, diminuer l'IPP, avoir plus de sécurité, plus de propreté, je suis vraiment demandeur et toute la majorité vous écoutera.

A un moment, faire de grands discours aux Forestois en connaissant finement comme vous les finances de la commune, c'est à la limite de l'escroquerie.

Intervention de Mme DE LA VELEYE :

Merci Mr le Bourgmestre d'avoir reclarifié l'enjeu budgétaire au niveau communal. Comme Mr Loewenstein nous a pris à partie du côté de la majorité, pour savoir si on avait enfin compris et si on allait enfin diminuer l'IPP à 6,5, je voudrais redire au nom de mon groupe ceci. Aujourd'hui diminuer ces pourcentages, même si au fond de notre cœur on voudrait le faire, ça veut de facto diminuer les services publics aux Forestoises et aux Forestois. Diminuer la fiscalité aujourd'hui, c'est diminuer le nombre de places en crèches, c'est diminuer le nombre d'accueillants dans les écoles, c'est diminuer notre capacité à développer des logements accessibles pour la population forestoise et c'est impossible pour nous de le faire aujourd'hui. Ce n'est pas un problème de souhait. Je clôturerais juste en rappelant que si on veut augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs qui ont des petits et moyens salaires, on attend toujours une réforme fiscale au niveau fédéral qui permettrait de changer drastiquement la vie des gens en fonction du taux d'imposition sur le travail. On y était presque arrivé il n'y a pas si longtemps et vos partenaires privilégiés aujourd'hui, Mr Loewenstein (pour ne pas nommer le MR), ont bloqué au niveau fédéral cette réforme fiscale qui aurait facilité la vie non pas des Forestoises et des Forestois mais de l'ensemble de la population belge qui ont des petits et des moyens salaires. Essayons de ne pas engluier d'avantage encore les communes dans leurs difficultés financières et allons taper à la porte de ceux qui ont les leviers pour le faire et qui gèrent l'état fédéral.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Vous me demandez ce qu'on aurait fait à votre place. Et bien si nous avions été dans la majorité, nous aurions diminué l'IPP à 6,5% au moment où on aurait augmenté le PRI. On aura réalisé un tax-shift immédiat, comme d'autres communes l'ont très bien fait, on aurait donc pas eu tout ce débat maintenant.

Réplique de Mr SPAPENS :

Ce n'était pas possible à ce moment-là, à moins de licencier un certain nombre de personnes.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Het is geen verrassing dat we vandaag weer naar de gemeenteraad komen, want we staan op het punt te stemmen over de aanvullende personenbelasting voor het jaar 2025, met een amendement om het tarief te verlagen van 7 naar 6,5%, zoals we al zes jaar doen.

Ik hoop dat de meerderheid deze keer zo verstandig zal zijn om in te stemmen met enige verlaging.

We hebben altijd het principe van de belastingverschuiving verdedigd, dat bedoeld is om de stijging van de OV te compenseren door de PB te verlagen.

Waarom? Omdat het fiscaal correcter is en omdat dit het mogelijk maakt de inwoners van de gemeente te begunstigen.

- Het verhogen van de OV treft de eigenaars van panden in Vorst, ongeacht of ze al dan niet Vorstenaar zijn (zonder de huurders te vergeten die onrechtstreeks worden getroffen door deze verhoging van de OV via een stijging van hun eigen huur)

Het verlagen van de PB heeft daarentegen een rechtstreekse weerslag op de Vorstenaren, ongeacht of ze eigenaar of huurder zijn.

Het verlagen van de gemeentelijke opcentiemen van 7% naar 6,5% zou de gemeentebegroting ongeveer 1.000.000 € kosten, terwijl er getracht is 7,5 miljoen € extra binnen te halen door de verhoging van de OV; 7,5 miljoen € die nu verhoogd is door de opeenvolgende indexeringen: indexeringen die eigenaars blijven benadelen ondanks de gemeentelijke BeHome-premie, die slechts voor een zeer klein deel van eigenaars-bewoners de stijging van de OV dekt.

En als deze maatregel dit bedrag kost, komt het uiteindelijk terug bij de Vorstenaren en versterkt het hun koopkracht, die door inflatie en verschillende crisissen sterk verzwakt is.

Ter herinnering: het Brussels Gewest heeft bij de belastinghervorming van enkele jaren geleden de OV verhoogd, de PB verlaagd en een gewestelijke BeHome-premie van aanvankelijk 120 euro toegekend die nu geïndexeerd is. Het heeft deze belastingverschuiving destijds uitgevoerd met een meerderheid PS-DéFI-cdH-VLD-CD&V-sp.a.

Op gemeentelijk niveau hebben alle partijen (DéFI, MR, PS, Ecolo en Les Engagés) dergelijke belastingverschuivingen goedgekeurd. Dat was meer bepaald het geval in Ukkel, Etterbeek, Molenbeek, Koekelberg, Sint-Gillis, Schaarbeek en Anderlecht, om maar enkel die gemeenten te noemen die door verschillende meerderheden worden geleid en met alle hier vertegenwoordigde partijen behalve de PVDA*PTB.

Vorst biedt nu een gemeentelijke BeHome-premie aan om de verhoging van de OV met 28% gedeeltelijk te compenseren. De gemeente zou verder kunnen gaan en het systeem kunnen volgen dat het Gewest heeft ingevoerd: verhoging van de OV (dat is al grotendeels gebeurd), gekoppeld aan een BeHome-premie (dat is ook gebeurd) en een verlaging van de PB (dat moet nog gebeuren, vandaar ons amendement).

Ter herinnering:

- de gemiddelde opcentiemen op de OV in 2023 bedragen 3381 in de 19 gemeenten. Vorst is gestegen naar 3990

- De gemiddelde aanvullende belasting op de PB bedraagt 6,23%. In Vorst is dat 7.

Vorst moet aantrekkelijk blijven. Voorlopig geeft het College Ecolo-PS, waar nu ook de PTB-PVDA zich bij aansluit, echter alle signalen om iets anders te proberen.

Wij stellen dus voor het percentage te herzien en het te verlagen naar 6,5%.

Amendement

De "BESLIST" als volgt vervangen:

"In het reglement van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting het percentage van de opcentiemen vast te stellen op 6,5%;

Artikel 1:

Het percentage van de gemeentelijke opcentiemen op de personenbelasting wordt vastgesteld op 6,5% voor het aanslagjaar 2025. "

Repliek van de heer SPAPENS

Wanneer is het percentage ook alweer gestegen naar 7%? Toen DéFI in de meerderheid zat, lijkt me. Uit respect voor de inwoners van Vorst hebben we niet de middelen om de PB te verlagen. Natuurlijk zouden we dat wel willen. Zelfs u in de meerderheid zou nooit de PB verlaagd hebben. U weet heel goed dat dit onmogelijk is en we hebben het er genoeg over gehad.

Wat is het verschil tussen de gemeente en het Gewest? De schuldenlast. De gemeente mag geen schuld hebben. In tegenstelling tot het Gewest moet de gemeente in evenwicht zijn.

Er is een belastingverschuiving geweest bij het Gewest en wat krijgen we nu te horen? Dat het Gewest volledig failliet is. De gemeentebelastingen en de gewestelijke belastingen zijn helemaal niet hetzelfde. We zijn verplicht tot een evenwicht. Waarom hebben we een herstelplan? Waarom heeft de gemeente sinds 1993 een herstelplan? Omdat de gemeenten verplicht zijn tot een evenwicht te komen. Natuurlijk zouden we graag zien dat de PB voor alle inwoners van Vorst wordt verlaagd, en vooral de OV. Vandaag zeggen dat we daartoe in staat zijn, is liegen tegen de Vorstenaren.

Als u, in het kader van de begrotingsgesprekken, concrete voorstellen hebt waarmee de dienstverlening aan de inwoners van Vorst kan worden gehandhaafd, de PB kan worden verlaagd, de veiligheid en netheid kunnen worden verbeterd, dan ben ik meteen vragende partij en zal de hele meerderheid naar u luisteren.

Op een gegeven moment grenst grote woorden gebruiken tegen de inwoners van Vorst, terwijl men zoals u zo goed op de hoogte is van de financiën van de gemeente, aan bedrog.

Tussenkomst van mevrouw DE LAVELEYE

Bedankt, mijnheer de burgemeester, voor uw toelichting op de begrotingskwesties op gemeentelijk niveau. Nu de heer Loewenstein ons ten aanzien van de meerderheid aansprak om te horen of we het eindelijk begrepen hadden en of we de PB eindelijk gingen verlagen tot 6,5, wil ik dit namens mijn fractie nogmaals zeggen. Vandaag deze percentages verlagen, ook al zouden we dat in ons hart graag doen, betekent de facto de openbare diensten voor de Vorstenaar verminderen. De belastingen verlagen betekent vandaag het aantal plaatsen in crèches verminderen, het aantal kinderverzorgsters in scholen verminderen, ons vermogen om betaalbare woningen te creëren voor de

Vorstenaren verminderen en dat is iets wat we vandaag niet kunnen doen. Het is niet dat we het niet willen. Ik wil afsluiten met erop te wijzen dat als we de koopkracht van werknemers met kleine en middelgrote lonen willen verhogen, we nog steeds wachten op een belastinghervorming op federaal niveau die het leven van mensen drastisch zou veranderen, afhankelijk van de heffingen op arbeid. We waren er nog niet zo lang geleden bijna, maar uw bevoorrechte partners van vandaag, mijnheer Loewenstein (om nog maar te zwijgen van de MR), hebben deze belastinghervorming op federaal niveau geblokkeerd, die het leven makkelijker zou hebben gemaakt, niet voor de Vorstenaren, maar voor alle Belgen met een bescheiden loon. Laten we proberen de gemeenten niet nog meer financiële problemen te bezorgen en aankloppen bij diegenen die daar de hefboomen voor hebben op federaal niveau.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

U vraagt me wat wij in uw plaats zouden hebben gedaan. Als wij in de meerderheid waren geweest, hadden we de PB verlaagd tot 6,5% op het moment dat de OV opgetrokken werd. We zouden onmiddellijk een taxshift hebben doorgevoerd, zoals andere gemeenten dat ook hebben gedaan, zodat we dit hele debat nu niet zouden hebben.

Replik van de heer SPAPENS

Dat was toen niet mogelijk, tenzij we een aantal mensen zouden ontslaan.

1 annexe / 1 bijlage

-
- 15 **Finances – Immeuble sis avenue Van Volxem 364-376 (Le Métropole) – Taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés (règlement-taxe du 16 décembre 2014 – 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 et 21007 2018 09 000002) et taxe sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités (règlements-taxes des 17 décembre 2013 et 16 décembre 2014 - 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003, et 21007 2018 16 000001) - Autorisations. (Confidentiel)**

LE CONSEIL

Vu les décisions du collège des Bourgmestre et Echevins des 29 décembre 2023 (B/0031), 25 juillet 2024 (B/0082) et 21 novembre 2024 (B/0016) dans ce dossier ;

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 123, 8° et 270 ;

Considérant qu'un litige oppose la commune de FOREST à la S.A. JCX IMMO à propos de deux taxes communales - celle sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement négligés ou délabrés, et celle sur les immeubles bâtis partiellement ou totalement inoccupés ou inexploités - frappant le Métropole – sis Avenue Van Volxem 364-376 - pour trois exercices successifs - 2016, 2017 et 2018 -;

Que chacun des six enrôlements litigieux s'élève à 62.400 euros ;

Que début juin 2024, les montants perçus de la S.A. JCX IMMO pour les taxes litigieuses s'élevaient à 312.000 euros, correspondant à cinq des six enrôlements litigieux ,

Que la commune de FOREST a obtenu gain de cause en première instance pour les exercices 2016 et 2017,

Que les jugements rendus pour ces deux exercices n'ont pas abordé les arguments de fond invoqués par le redevable, qu'ils ont déclaré sa demande irrecevable après un examen du droit des sociétés et des statuts du redevable, et que la S.A. JCX IMMO a interjeté appel ;

Que les taxes de l'exercice 2018, pendantes devant le collège échevinal, ont été remises à l'agenda par la S.A. JCX IMMO à l'occasion de l'appel précité ;

Que dans ce contexte, des contacts confidentiels entre avocats sont intervenus tendant à savoir s'il est ou non envisageable de trouver une solution négociée, et que des instructions ont été demandées à la commune de FOREST ;

Que dans ce cadre, le Collège des bourgmestre et échevins a pris des décisions sous réserve d'autorisation du conseil communal ;

Que, dans une première phase des négociations, il a décidé le 25 juillet 2024 (B/0082), sous réserve d'autorisation du conseil communal : a) de marquer son accord quant à la possibilité d'entreprendre des négociations avec la S.A. JCX IMMO dans les affaires visées au titre de la présente délibération ;
b) de refuser la proposition de la S.A. JCX IMMO impliquant de renoncer à la moitié des taxes perçues ;
c) d'accepter que l'avocat municipal formule une contreproposition à la S.A. JCX IMMO avec objectif final de conserver 2/3 des montants enrôlés et de renoncer à l'indemnité de procédure ;

Que dans une deuxième phase des négociations, il a décidé le 21 novembre 2024 (B/0016), sous réserve d'autorisation du conseil communal de marquer un accord sur le principe d'une formule transactionnelle dans le litige portant sur les taxes visées au titre de la présente délibération impliquant que la commune conserverait un montant de 249.600 euros et rembourserait à la S.A. JCX IMMO la somme de 62.400 euros, chacune des parties supportant ses frais d'avocats et ses dépens ;

DECIDE :

1° D'autoriser le collège des Bourgmestre et Echevins à prendre les décisions suivantes, qu'il avait prises sous réserve d'autorisation du conseil communal durant la première phase de négociations (séance du 25 juillet 2024, B/0082): a) de marquer son accord quant à la possibilité d'entreprendre des négociations avec la S.A. JCX IMMO dans les affaires visées au titre de la présente délibération ;
b) de refuser la proposition de la S.A. JCX IMMO impliquant de renoncer à la moitié des taxes perçues ;
c) d'accepter que l'avocat municipal formule une contreproposition à la S.A. JCX IMMO avec objectif final de conserver 2/3 des montants enrôlés et de renoncer à l'indemnité de procédure ;

2° D'autoriser le collège des Bourgmestre et Echevins à prendre la décision suivante, qu'il avait prise sous réserve d'autorisation du conseil communal durant la deuxième phase de négociations (séance du 21 novembre 2024, B/0016):

de marquer un accord sur le principe d'une formule transactionnelle dans le litige portant sur les taxes visées au titre de la présente délibération impliquant que la commune conserverait un montant de 249.600 euros et rembourserait à la S.A. JCX IMMO la somme de 62.400 euros, chacune des parties supportant ses frais d'avocats et ses dépens ;

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Financiën – Onroerend goed gelegen Van Volxemlaan 364-376 (de Metropole) – Belasting op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen (belastingreglement d.d. 16 december 2014 - 21007 2016 09 000002, 21007 2017 09 000003 en 21007 2018 09 000002) en belasting op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen (belastingreglementen d.d. 17 december 2013 en 16 december 2014 – 21007 2016 16 000001, 21007 2017 16 000003 en 21007 2018 16 000001) – Machtigingen. (Vertrouwelijk)

DE RAAD,

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 29 december 2023 (B/0031), 25 juli 2024 (B/0082) en 21 november 2024 (B/0016) in deze zaak;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 123,8° en 270;

Overwegende dat er een geschil bestaat tussen de gemeente VORST en de nv JCX IMMO betreffende twee gemeentelijke taksen – deze op de gedeeltelijk of volledig verwaarloosde of vervallen bebouwde eigendommen en deze op gedeeltelijk of volledig onbewoonde of onuitgebate bebouwde eigendommen – op de Metropole, gelegen Van Volxemlaan 364-376, voor drie opeenvolgende jaren (2016, 2017 en 2018);

Overwegende dat elk van de zes betwiste inkohieringen 62.400 euro bedraagt;

Dat begin juni 2024 de van de nv JCX IMMO ontvangen bedragen voor de betwiste belastingen 312.000 euro bedroegen, wat overeenkomt met vijf van de zes betwiste inkohieringen;

Dat de gemeente VORST haar zaak in eerste aanleg heeft gewonnen voor de jaren 2016 en 2017;

Dat de vonnissen voor deze twee jaren niet ingingen op de inhoudelijke argumenten van de belastingplichtige, dat ze de vordering van de belastingplichtige onontvankelijk verklaarden na onderzoek van het vennootschapsrecht en de statuten van de belastingplichtige, en dat de nv JCX IMMO beroep aantekende;

Dat naar aanleiding van voornoemd beroep, de belastingen van het jaar 2018, die bij het College van Burgemeester en Schepenen aanhangig waren, door de nv JCX IMMO opnieuw op de agenda werden gezet;

Dat er in dit verband vertrouwelijke contacten tussen advocaten hebben plaatsgevonden om na te gaan of het al dan niet mogelijk is om via onderhandelingen tot een oplossing te komen, en dat er instructies werden gevraagd aan de gemeente VORST;

Dat in dit verband het College van Burgemeester en Schepenen beslissingen heeft genomen onder voorbehoud van machtiging door de gemeenteraad;

Dat het in een eerste fase van de onderhandelingen op 25 juli 2024 (B/0082) heeft besloten om, onder voorbehoud van machtiging door de gemeenteraad:

- a) In te stemmen met de mogelijkheid onderhandelingen aan te gaan met de nv JCX IMMO in de zaken waarvan sprake in de titel van deze beraadslaging;
- b) Het voorstel van de nv JCX IMMO, om af te zien van de helft van de geïnde belastingen, te weigeren;
- c) Te aanvaarden dat de gemeentelijke advocaat aan de nv JCX IMMO een tegenvoorstel formuleert met als einddoel 2/3 van de ingekohierde bedragen te behouden en af te zien van de

rechtsplegingsvergoeding;

Dat het in een tweede fase van de onderhandelingen op 21 november 2024 (B/0016) heeft besloten om, onder voorbehoud van machtiging door de gemeenteraad, in te stemmen met het beginsel van een compromisformule in het geschil over de in de titel van deze beraadslaging bedoelde belastingen, die impliceert dat de gemeente 249.600 euro zou behouden en aan de nv JCX IMMO 62.400 euro zou terugbetalen, en dat elke partij haar eigen juridische kosten en uitgaven zou dragen;

BESLIST,

1° Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de volgende beslissingen te nemen, die het, onder voorbehoud van machtiging door de gemeenteraad, tijdens de eerste fase van onderhandeling (zitting van 25 juli 2024, B/0082), genomen heeft:

- a) In te stemmen met de mogelijkheid onderhandelingen aan te gaan met de nv JCX IMMO in de zaken waarvan sprake in de titel van deze beraadslaging;
- b) Het voorstel van de nv JCX IMMO, om af te zien van de helft van de geïnde belastingen, te weigeren;
- c) Te aanvaarden dat de gemeentelijke advocaat aan de nv JCX IMMO een tegenvoorstel formuleert met als einddoel 2/3 van de ingekohierde bedragen te behouden en af te zien van de rechtsplegingsvergoeding;

2° Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om de volgende beslissing te nemen, die het, onder voorbehoud van machtiging door de gemeenteraad, tijdens de tweede fase van onderhandeling (zitting van 21 november 2024, B/0016), genomen heeft:

in te stemmen met het beginsel van een compromisformule in het geschil over de in de titel van deze beraadslaging bedoelde belastingen, die impliceert dat de gemeente 249.600 euro zou behouden en aan de nv JCX IMMO 62.400 euro zou terugbetalen, en dat elke partij haar eigen juridische kosten en uitgaven zou dragen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Evènements, festivités - Evenementen, feestelijkheden

16 Culture et Evénements – Achat de sacs de transport pour tonnelles – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant la nécessité de pouvoir transporter les tonnelles facilement sans les abîmer en facilitant le

travail et en réduisant la charge physique de ceux qui doivent les transporter ;

Considérant que tous les sacs de transport fournis lors des achats des tonnelles sont déchirés de toutes parts et ne peuvent pas être réparés ;

Considérant que ces tonnelles sont beaucoup utilisées dans le cadre d'événements organisés par le service Culture et Événements mais sont également très régulièrement prêtées à d'autres services ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de sacs de transport pour tonnelles » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 826,45 euros HTVA ou 1000 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de sacs de transport pour tonnelles » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 826,45 euros HTVA ou 1000 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Cultuur en Evenementen – Aankoop van transportzakken voor vouwtenten – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de noodzaak om de partytenten gemakkelijk te kunnen vervoeren zonder ze te beschadigen, en daarbij het werk te vergemakkelijken en de fysieke belasting te verminderen voor wie ze moet vervoeren;

Overwegende dat alle transporttassen die bij de aankoop van de partytenten geleverd werden,

helemaal gescheurd zijn en niet meer hersteld kunnen worden;

Overwegende dat deze partytenten veel gebruikt worden voor evenementen georganiseerd door de dienst Cultuur en Evenementen, maar ook regelmatig uitgeleend worden aan andere diensten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van transportzakken voor vouwtenten” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 826,45 euro excl. btw of 1000 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van transportzakken voor vouwtenten” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 826,45 euro excl. btw of 1000 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

17 **Culture et Événements – Achat de poubelles de tri pour événements en extérieur - Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets notamment l'article 19 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale relatif à l'obligation de tri des déchets ;

Considérant l'obligation de tri lors des événements et la nécessité de se doter du matériel adéquat ;

Considérant qu'il est indispensable que les poubelles de tri soient légères et compactes tant pour le stockage que pour le transport ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de poubelles de tri pour événements en extérieur » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3.553,72 euros HTVA ou 4.300 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de poubelles de tri pour événements en extérieur » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3.553,72 euros HTVA ou 4.300 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 763/744-98/67 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Cultuur en Evenementen - Aankoop van afvalsorteerbakken voor evenementen in de openlucht – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de Ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, inzonderheid artikel 19;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de verplichting om afval te sorteren;

Overwegende de sorteerplicht tijdens evenementen en de behoefte aan geschikt materiaal;

Overwegende dat het noodzakelijk is dat de afvalsorteerbakken licht en compact zijn, zowel voor opslag als transport;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van afvalsorteerbakken voor evenementen in de openlucht” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3.553,72 euro excl. btw of 4.300 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van afvalsorteerbakken voor evenementen in de openlucht” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3.553,72 euro excl. btw of 4.300 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 763/744-98/67 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Bibliothèque FR - Bibliotheek FR

18 **Bibliothèque francophone – Actualisation du règlement de la bibliothèque et de la ludothèque - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la création d'un règlement d'ordre intérieur régional commun à toutes les bibliothèques francophones bruxelloises coordonné par l'opérateur d'appui pour la région de Bruxelles-Capitale ;

Attendu que, suite à ce nouveau règlement d'ordre intérieur régional, il est nécessaire d'actualiser les règlements de la bibliothèque et de la ludothèque en annexe (règlements généraux, règlements pour les collectivités, règlements pour les enseignants, règlement de l'EPN, tarifs)

DECIDE :

D'adopter les termes des nouveaux règlements pour la bibliothèque francophone et la ludothèque (règlements généraux, règlements pour les collectivités, règlements pour les enseignants, règlement pour l'EPN, tarifs) repris en annexe, qui seront d'application au 1^{er} janvier 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Franstalige bibliotheek – Actualisering van het reglement van de bibliotheek en de ludotheek – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de invoering van een gemeenschappelijk gewestelijk huishoudelijk reglement voor alle Brusselse Franstalige bibliotheken, gecoördineerd door de ondersteunende operator voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat naar aanleiding van dit nieuw gewestelijk huishoudelijk reglement de bijgevoegde reglementen van de bibliotheek en van de ludotheek moeten worden geactualiseerd (algemene reglementen, reglementen voor de collectiviteiten, reglementen voor de leerkrachten, reglement van de OCR, tarieven);

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan de bepalingen van de nieuwe reglementen voor de Franstalige bibliotheek en de ludotheek (algemene reglementen, reglementen voor de collectiviteiten, reglementen voor de leerkrachten, reglement voor de OCR, tarieven), opgenomen in de bijlage, die van toepassing zullen zijn op 1 januari 2025.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Centrale d'achats - Aankoopcentrale

- 19 **Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition d'outillage – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2024-F-027 – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'outillage pour les services de l'Enseignement néerlandophone, de l'Instruction Publique et de la Bibliothèque francophone (nouveaux investissements et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Acquisition d'outillage " (SCA-2024-F-027) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 925,62, hors TVA ou € 1.120,00, 21% TVA comprise, et que les crédits nécessaires pour financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt), 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) et 7202/744-98/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet " Acquisition d'outillage " (SCA-2024-F-027) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 925,62, hors TVA ou € 1.120,00, 21% TVA comprise, et que les crédits nécessaires pour financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 7671/744-98/ - /05 (financement par emprunt), 7201/744-98/ - /16 (100% subsidié à l'article de recette 7201/661-51/ - /16) et 7202/744-98/ - /51 (100% subsidié à l'article de recette 7202/661-51/ - /51) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van gereedschap – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-F-027 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is gereedschap aan te kopen voor de diensten Nederlandstalig Onderwijs, Openbaar Onderwijs en de Franstalige bibliotheek (nieuwe investeringen en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van gereedschap” (SCA-2024-F-027) via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 925,62 € excl. btw of 1.120,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de kredieten die nodig zijn om deze uitgaven te financieren, ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening), 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) en 7202/744-98/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van gereedschap” (SCA-2024-F-027) via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 925,62 € excl. btw of 1.120,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de kredieten die nodig zijn om deze uitgaven te financieren, ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 7671/744-98/ - /05 (financiering door lening), 7201/744-98/ - /16 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7201/661-51/ - /16) en 7202/744-98/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

20 Centrale d'achats - Marchés publics - Acquisition de jeux en bois - Choix de la procédure de passation et fixation des conditions - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - SCA-2024-F-029 - Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition de jeux en bois pour le service de l'Accueil Temps Libre (nouveaux investissements) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “ Acquisition de jeux en bois ” (SCA-2024-F-029) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 2.479,34, hors TVA ou € 3.000,00, 21% TVA comprise et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 76110/744-98/ - /75 (100 % subsidié à l'article de recette 76110/665-52/ - /75) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “ Acquisition de jeux en bois ” (SCA-2024-F-029) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 2.479,34, hors TVA ou € 3.000,00, 21% TVA comprise et que le crédit permettant de financer cette dépense est inscrit à l'article budgétaire 76110/744-98/ - /75 (100 % subsidié à l'article de recette 76110/665-52/ - /75) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van houten speelgoed – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-F-029 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van

overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om houten speelgoed aan te kopen voor de dienst Buitenschoolse Opvang (nieuwe investeringen);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen voor leveringen met als voorwerp "Aankoop van houten speelgoed" (SCA-2024-F-029) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.479,34 € excl. btw of 3.000,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de nodige kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op begrotingsartikel 76110/744-98/ - /75 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 76110/665-52/ - /75) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen voor leveringen met als voorwerp "Aankoop van houten speelgoed" (SCA-2024-F-029) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 2.479,34 € excl. btw of 3.000,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de nodige kredieten voor de financiering van deze uitgaven worden ingeschreven op begrotingsartikel 76110/744-98/ - /75 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 76110/665-52/ - /75) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

21 Centrale d'achats – Marchés publics – Acquisition d'équipements en inox – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2024-F-028 – Information.

LE CONSEIL ,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il était nécessaire de faire l'acquisition d'équipements en inox pour les services de la Petite enfance et de l'Enseignement néerlandophone (nouveaux investissements et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition d'équipements en inox" (SCA-2024-F-028) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 991,73, hors TVA ou € 1.200,00, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 844/744-51/ - /19 (financement par emprunt) et 7202/744-98/ - /51 (100 % subsidié à l'article de recette 7202/661-51/-/51) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition d'équipements en inox" (SCA-2024-F-028) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 991,73, hors TVA ou € 1.200,00, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 844/744-51/ - /19 (financement par emprunt) et 7202/744-98/ - /51 (100 % subsidié à l'article de recette 7202/661-51/-/51) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van inox uitrustingen – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-F-028 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is inox uitrustingen aan te kopen voor de diensten Kinderopvang en Nederlandstalig Onderwijs (nieuwe investeringen en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Aankoop van inox uitrustingen" (SCA-2024-F-028) via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 991,73 € excl. btw of 1.200,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de kredieten die het

mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 844/744-51/ - /19 (financiering door lening) en 7202/744-98/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/-/51) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024;

BESLIST:

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp “Aankoop van inox uitrustingen” (SCA-2024-F-028) via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 991,73 € excl. btw of 1.200,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 844/744-51/ - /19 (financiering door lening) en 7202/744-98/ - /51 (100% gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/-/51) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

22 Centrale d’achats – Marchés publics – Acquisition de poubelles – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – SCA-2024-F-026 – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Échevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros et précisant que dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l’information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l’article 92 (le montant estimé HTVA n’atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l’arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d’exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l’arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il était nécessaire de faire l’acquisition de poubelles pour les services de la Petite enfance, du Secrétariat et de l’Enseignement néerlandophone (nouveaux investissements et remplacement de biens usagés) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet “Acquisition de poubelles ” (SCA-2024-F-026) en tant que marché public de faible montant pour un montant estimé à € 4.049,69 hors TVA ou € 4.900,93, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt), 104/744-98/ - /24 (financement par

emprunt) et 7202/744-98/ - /51 (100% subside à l'article de recette 7202/661-51/ - /51) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 21 novembre 2024 de passer un marché public de fournitures ayant pour objet "Acquisition de poubelles" (SCA-2024-F-026) via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à € 4.049,69 hors TVA ou € 4.900,93, 21% TVA comprise et que les crédits permettant de financer ces dépenses sont inscrits aux articles budgétaires 844/744-98/ - /19 (financement par emprunt), 104/744-98/ - /24 (financement par emprunt) et 7202/744-98/ - /51 (100% subside à l'article de recette 7202/661-51/ - /51) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Aankoopcentrale – Overheidsopdrachten – Aankoop van vuilnisbakken – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – SCA-2024-F-026 – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is vuilnisbakken aan te kopen voor de diensten Kinderopvang, Secretariaat en Nederlandstalig Onderwijs (nieuwe investeringen en vervanging van versleten materiaal);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen voor leveringen met als voorwerp "Aankoop van vuilnisbakken" (SCA-2024-F-026) als overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 4.049,69 € excl. btw of 4.900,93 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 844/744-98/ - /19 (financiering door lening), 104/744-98/ - /24 (financiering door lening) en 7202/744-98/ - /51 (100 % gesubsidieerd op

artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om een overheidsopdracht voor leveringen te gunnen met als voorwerp "Aankoop van vuilnisbakken" (SCA-2024-F-026) via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 4.049,69 € excl. btw of 4.900,93 €, 21% btw inbegrepen, waarbij de kredieten die het mogelijk maken deze uitgaven te financieren ingeschreven zijn op begrotingsartikelen 844/744-51/ - /19 (financiering door lening), 104/744-98/ - /24 (financiering door lening) en 7202/744-98/ - /51 (100 % gesubsidieerd op artikel van ontvangst 7202/661-51/ - /51) van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Développement durable, Eco-conseil - Duurzame ontwikkeling, Milieu-advies

23 Développement Durable – Subsidies Action Climat 2023 de Bruxelles Environnement - Médiateur Good Food et Valoriste – Prolongation des délais de mise en œuvre – Avenant – Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la décision du Conseil du 19 décembre 2023 approuvant les conventions de subsidies entre la commune et Bruxelles Environnement pour le développement des projets « Médiateur Good Food » et « Valorisation des déchets et optimisation des ressources au sein de l'administration »;

Considérant qu'une prolongation de la durée des deux conventions a été demandée pour assurer une finalisation optimale des deux projets ;

Considérant que la demande a été approuvée par Bruxelles Environnement ;

Considérant les deux avenants joints au dossier permettant à la commune de Forest de poursuivre:

- le développement du projet « Médiateur Good Food » jusqu'au 30 juin 2026;
- le développement du projet « Valorisation des déchets et optimisation des ressources au sein de l'administration » jusqu'au 30 septembre 2025 ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver ces 2 avenants;

DECIDE,

D'approuver les 2 avenants aux conventions de subsidies entre la commune de Forest et Bruxelles Environnement pour le développement des projets « Médiateur Good Food » et « Valorisation des

déchets et optimisation des ressources au sein de l'administration »;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestres et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, afin de signer valablement lesdits avenants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Duurzame ontwikkeling – Subsidies Klimaatactie 2023 van Leefmilieu Brussel – Good Food bemiddelaar en Valorisering van afval – Verlenging van de uitvoeringstermijnen – Aangangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van de Raad van 19 december 2023 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomsten tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel voor de uitwerking van de projecten “Good Food bemiddelaar” en “Valorisering van afval en optimalisering van de middelen binnen de administratie”;

Overwegende dat er een verlenging van de duur van de twee overeenkomsten is aangevraagd om een optimale afronding van de twee projecten te garanderen;

Overwegende dat de aanvraag werd goedgekeurd door Leefmilieu Brussel;

Overwegende de twee bij het dossier gevoegde aanhangsels, die de gemeente Vorst de kans bieden door te gaan met:

- de uitwerking van het project “Good Food bemiddelaar” tot 30 juni 2026;
- de uitwerking van het project “Valorisering van afval en optimalisering van de middelen binnen de administratie” tot 30 september 2025;

Overwegende dat deze 2 aanhangsels moeten worden goedgekeurd;

BESLIST

Goedkeuring te verlenen aan de 2 aanhangsels bij de subsidieovereenkomsten tussen de gemeente Vorst en Leefmilieu Brussel voor de uitwerking van de projecten “Good Food bemiddelaar” en “Valorisering van afval en optimalisering van de middelen binnen de administratie”;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, machtiging te verlenen om de voornoemde aanhangsels rechtsgeldig te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

- 24 **Revitalisation des quartiers - Politique de la Ville 2021-2025 - Marchés publics - CSC-PDV-T1 - AIRE DE JEUX TILLEUL - Mise en œuvre d'une aire de jeux Avenue des Familles - Approbation des conditions et de la procédure de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, et notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 :

D'approuver le cahier des charges N° CSC-PDV-TRAVAUX 1 - AIRE DE JEUX TILLEUL et le montant estimé du marché "AMENAGEMENT DE L'AIRE DE JEUX DES TILLEULS", établis par la cellule Revitalisation des Quartiers ; les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 93.166,39 hors TVA ou € 112.731,33, 21% TVA comprise, soit € 135.277,60 TVA et révision des prix comprises (20% du marché) ;

D'approuver le montant total estimé pour cette mission de € 93.166,39 hors TVA ou € 112.731,33, 21% TVA comprise, soit € 135.277,60 TVA et révision des prix comprises ;

D'approuver le mode de passation en procédure négociée sans publicité préalable ;

D'approuver la consultation des firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- Krinkels, Weversstraat 39 à 1840 Londerzeel ;
- Les Entreprises Melin sa, Chaussée Provinciale, 85-87 à 1341 Ottignies ;
- TIME2PLAY BVBA, Belestraat 37 à 3640 Kinrooi ;
- Eecocur s.a., rue du Tronquoy, 47, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;
- Robinia Int. bvba, Schippersdijk 101 à 9200 Dendermonde.

De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 27 novembre 2024 à 09h00.

D'inscrire et de financer cette dépense à l'article 93012/721-60/95 «Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles inscrit à l'article 93012/995-52/95 (DC 2571/2021) « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

D'informer le conseil communal de la présente décision.

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale, de prendre pour information les décisions du 14 novembre 2024 du Collège des bourgmestre et échevins d'approuver les modes et conditions de passation du marché et les bureaux qui seront consultés pour « l' Aménagement de l'aire de jeux des Tilleuls ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsbeleid 2021-2025 – Overheidsopdrachten – Bijzonder bestek

BB-SB Werken 1 – SPEELTUIN DE LINDEN – Aanleg speeltuin Familielaan – Goedkeuring lastvoorwaarden, gunningswijze en te raadplegen firma's – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om:
Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek BB-SB Werken 1 – SPEELTUIN DE LINDEN en het geraamde bedrag van de opdracht "AANLEG VAN DE SPEELTUIN DE LINDEN", opgesteld door de cel Heropleving van de Wijken, waarbij de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten; De raming bedraagt 93.166,39 € excl. btw of 112.731,33 € incl. 21% btw, zijnde 135.277,60 € btw en prijsherziening inbegrepen (20% van de opdracht);

Goedkeuring te verlenen aan het totale geraamde bedrag voor deze opdracht van 93.166,39 € excl. btw of 112.731,33 € incl. 21 % btw, zijnde 135.277,60 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

In te stemmen met de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

De raadpleging van de volgende firma's goed te keuren in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- Krinkels, Weversstraat 39 te 1840 Londerzeel;
- Les Entreprises Melin sa, Chaussée Provinciale 85-87 te 1341 Ottignies;
- TIME2PLAY BVBA, Belestraat 37 te 3640 Kinrooi;
- Eecocur sa, rue du Tronquoy 47, ZI, Nov. 47 te 5380 Fernelmont;
- Robinia Int. bvba, Schippersdijk 101 te 9200 Dendermonde;

De uiterste datum voor indiening van de offertes bij het bestuur vast te stellen op 27 november 2024 om 09u00;

Deze uitgave in te schrijven en te financieren op artikel 93012/721-60/95 "Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93012/995-52/95 (VR 2571/2021) "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds";

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze en de lastvoorwaarden van de opdracht en de bureaus die zullen worden geraadpleegd voor de "Aanleg van de speeltuin De Linden".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

25 **Revitalisation des quartiers - Politique de la Ville 2021-2025 - Marchés publics - CSC-PDV-T2 – « Mise en œuvre d'un parcours ludique à Forest » - Approbation des conditions et de la procédure de passation et des firmes à consulter - Procédure négociée sans publication préalable - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale - Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, et notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 novembre 2024 :

D'approuver le cahier des charges N° CSC-PDV-TRAVAUX 2 - PARCOURS LUDIQUE FOREST et le montant estimé du marché "MISE EN ŒUVRE D'UN PARCOURS LUDIQUE À FOREST", établis par la cellule Revitalisation des Quartiers ; les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 89.750,00 hors TVA ou € 108.597,50, 21% TVA comprise soit € 130.317,00 TVA et révision des prix comprises.

D'approuver le montant total estimé pour cette mission de € 89.750,00 hors TVA ou € 108.597,50, 21% TVA comprise soit € 130.317,00 TVA et révision des prix comprises ;

D'approuver le mode de passation en procédure négociée sans publicité préalable ;

D'approuver la consultation des firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- Entreprise Nonet sa, Rue de la Vieille Sambre 162 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre ;
- Eecocur s.a., rue du Tronquoy, 47, ZI, Nov. 47 à 5380 Fernelmont ;
- 3D INCRUST, ZA Font-Ratel - 28 rue de l'Europe à FR-38640 CLAIX France ;
- Urban design, Chemin de l'yerne 2, à 4537 Verlaine ;
- AJV SPRL, Chaussee D'Alseberg 125 à 1420 Braine-L'alleud ;
- A-CSYS SPRL, Parc Industriel 16 à 4400 Flémalle.

De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 27 novembre 2024 à 09h00.

D'inscrire et de financer cette dépense à l'article 93012/721-60/95 «Aménagements aux terrains en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par un subside de la Région de Bruxelles inscrit à l'article 93012/995-52/95 (DC 2571/2021) « Prélèvement sur le fonds de subsides extraordinaires » ;

D'informer le conseil communal de la présente décision.

DECIDE :

En application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du 14 novembre 2024 du Collège des Bourgmestre et échevins d'approuver les modes et conditions de passation du marché et les bureaux qui seront

consultés pour la « Mise en œuvre d'un Parcours ludique à Forest ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Stadsbeleid 2021-2025 – Overheidsopdrachten – Bijzonder bestek BB-SB Werken 2 – “Aanleg van een speelparcours in Vorst” – Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze en van de te raadplegen firma's – Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van de Raad en van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om:

Goedkeuring te verlenen aan het bijzonder bestek BB-SB-WERKEN 2 - SPEELPARCOURS VORST en het geraamde bedrag van de opdracht "AANLEG VAN EEN SPEELPARCOURS IN VORST", opgesteld door de cel Heropleving van de wijken; de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 89.750,00 € excl. btw of 108.597,50 € incl. 21% btw, zijnde 130.317,00 € btw en prijsherziening inbegrepen;

Goedkeuring te verlenen aan het totale geraamde bedrag voor deze opdracht van 89.750,00 € excl. btw of 108.597,50 € incl. 21 % btw, zijnde 130.317,00 €, btw en prijsherziening inbegrepen;

In te stemmen met de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

De raadpleging van de volgende firma's goed te keuren in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- *Entreprise Nonet sa, Rue de la Vieille Sambre 162 te 5190 Jemeppe-sur-Sambre;*
- *Eecocur sa, rue du Tronquoy 47, ZI, Nov. 47 te 5380 Fernelmont;*
- *3D INCRUST, ZA Font-Ratel - rue de l'Europe 28 te 38640 Claix - France;*
- *Urban Design, Chemin de l'Yerne 2 te 4537 Verlaine;*
- *AJV sprl, Chaussée d'Alseberg 125 te 1420 Eigenbrakel;*
- *A-CSYS sprl, Parc Industriel 16 te 4400 Flémalle;*

De uiterste datum voor indiening van de offertes bij het bestuur vast te stellen op 27 november 2024 om 09u00;

Deze uitgave in te schrijven en te financieren op artikel 93012/721-60/95 "Aanpassingswerken aan gronden in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingeschreven op artikel 93012/995-52/95 (VR 2571/2021) "Overboeking op het buitengewone subsidiefonds";

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing;

BESLIST,

In toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissingen

van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om goedkeuring te verlenen aan de gunningswijze en de lastvoorwaarden van de opdracht en de bureaus die zullen worden geraadpleegd voor de “Aanleg van een speelparcours in Vorst”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Comme nous n'avons pas eu de commissions préparatoires, je voulais juste savoir ce que ça recouvre et quels sont les projets qui sont prévus dans le cadre de ce parcours. Si on ne peut pas répondre maintenant, si on peut avoir l'information par écrit.

Réponse de Mr MUGABO :

Vous avez raison, pour la plupart des conseillers communaux, il faudra une information un peu plus claire. La majorité précédente avait entamé ce travail et celle-ci s'engage à le poursuivre. Il s'agit de créer un parcours ludique pour faire en sorte que chaque enfant puisse avoir accès à une aire de jeux à moins de cinq minutes de chez lui. Cela implique aussi des marquages au niveau de l'espace public. L'objet du marché c'est vraiment de matérialiser sur les trottoirs des petites indications, des petits parcours de jeux. Ce que je propose c'est qu'on puisse organiser une présentation par le service début 2025 pour que vous ayez les informations nécessaires. C'est plus facile d'expliquer avec des images.

Réponse de Mr SPAPENS :

C'est un parcours qui se déroule sur cinq kilomètres à travers la commune avec des énigmes et des aires de jeux et qui permet aux enfants de favoriser la marche et d'avoir un aspect didactique. Cela permet de faire de Forest de plus en plus une commune pour les enfants.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Aangezien we geen voorbereidende commissies hebben gehad, wilde ik alleen maar weten wat hieronder valt en welke projecten er zijn gepland in het kader van dit traject. Als we nu geen antwoord kunnen geven, kunnen we de informatie dan schriftelijk krijgen?

Antwoord van de heer MUGABO

U hebt gelijk, voor de meeste gemeenteraadsleden zal de informatie iets duidelijker moeten zijn. De vorige meerderheid heeft dit werk opgestart en deze wil het voortzetten. Het doel is om een ludiek parcours te creëren zodat elk kind binnen vijf minuten van zijn huis toegang heeft tot een speelplek. Dit houdt ook markeringen in de openbare ruimte in. Het doel van de opdracht is om kleine aanduidingen en speelparcours op de trottoirs aan te geven. Wat ik voorstel is dat we begin 2025 een presentatie organiseren door de dienst, zodat jullie de nodige informatie hebben. Met beelden is het makkelijker uit te leggen.

Antwoord van de heer SPAPENS

Het is een parcours van vijf kilometer door de gemeente, met raadseltjes en speelplekken, wat kinderen aanmoedigt om te wandelen en tegelijk educatief is. Het helpt om van Vorst een kindvriendelijker gemeente te maken.

- 26 **Revitalisation des Quartiers – Contrat de quartier durable 2 Cités – Opération A.1 Squarebeek – Marché de services « Accompagnement juridique pour l’attribution d’un marché public de travaux Design & Build – Projet Squarebeek » (ref. CQD2Cités_2024_S04) – Approbation des conditions, du financement, de la procédure de passation et des opérateurs économiques à consulter – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Prise pour information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l’article 234 § 3 :

Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à [143000 EUR (AGRBC 28.3.2024, M.B. 5.4.2024)]. Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance. [...] ;

Considérant l’opération A.1 *Squarebeek* du programme du Contrat de quartier durable 2 *Cités*, laquelle consiste en le réaménagement complet des espaces publics de la Nouvelle Cité (notamment les squares Madelon, Toinon, Lison et Manon, le talus...) ;

Considérant que ce réaménagement a fait l’objet d’études préalables (2019-2020) menées par la Commune et découlant sur une proposition d’aménagement ;

Considérant qu’il est nécessaire d’adapter cette proposition notamment au regard de considérations techniques, budgétaires et de participation citoyenne ;

Considérant qu’après analyse avec les services communaux et régionaux compétents (Tutelle, BMA), le service Revitalisation des quartiers souhaite, pour mener à bien le projet *Squarebeek*, proposer un marché de travaux incluant la conception et la réalisation de ce projet, marché couramment dénommé *Design & Build* ;

Considérant les spécificités de ce type de marché et de la procédure qui l’accompagne, il est nécessaire que le service Revitalisation des quartiers bénéficie d’un accompagnement juridique tout au long de la procédure d’attribution du marché, depuis la rédaction du cahier des charges jusqu’à l’attribution du marché, y compris l’analyse des offres et les éventuelles négociations ;

Considérant que cet accompagnement juridique pourra également bénéficier à l’ensemble du Département Travaux publics sous la forme de documents types pouvant inspirer d’autres procédures *Design & Build* à venir ;

Considérant que ce marché d’assistance juridique comprend notamment :

- Adaptation et validation juridique des documents du marché design & build ;
- Analyse juridique des candidatures et validation juridique de la décision de sélection ;
- Analyse juridique des premières offres et validation juridique du rapport d’analyse ;
- Assistance juridique dans le cadre des négociations, y compris la participation à des workshops

visant à faire évoluer les offres ;

- Analyse juridique des BAFOs, validation juridique des rapports d'analyse et de la décision d'attribution ;

Considérant que la mission d'accompagnement juridique sera étalée sur une période d'au moins deux ans (2025-26) ;

Considérant qu'elle devrait déboucher sur la conclusion d'un marché de travaux relatif aux réaménagement des espaces publics de la Nouvelle Cité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en la séance du 28 novembre 2024 :

D'approuver les dépenses complémentaires liées à l'étude de pollution des sols aux abords de la Fermette du Bempt menées par la firme ABO NV, dont le siège social se situe Derbystraat 55 à 9051 Saint-Denijs-Westrem, pour un montant de 299,79 euros hors T.V.A., soit 362,74 euros T.V.A. comprise ;

D'inscrire cette dépense à l'article 93011/722-60/92 « Travaux de construction aux bâtiments et monuments en cours d'exécution » du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

De financer cette dépense à 100 % par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au CQD 2 Cités inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvements pour le fonds de subsides » du service extraordinaire de l'exercice 2024, subside lié au n° de droit constaté 3985/2022 ;

D'informer le Conseil de la présente décision lors de sa prochaine séance.

DECIDE :

En application de l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, de prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 novembre 2024 décidant :

D'approuver le cahier des charges N° CQD2Cités_2024_S04 relatif au marché de services « Accompagnement juridique pour l'attribution d'un marché public de travaux Design & Build – Projet Squarebeek » établi par le service Revitalisation des quartiers, les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics ;

D'approuver le montant de l'estimation à 45.000,00 euros hors T.V.A., soit 54.450,00 euros 21% de T.V.A. compris, auquel il convient d'ajouter un montant complémentaire de 15% du montant de l'estimation, soit 6.750,00 euros hors T.V.A., soit 8.167,50 euros 21% de T.V.A. compris, pour pallier aux éventuels imprévus et/ou révisions de prix ;

De choisir la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché ;

D'approuver la liste des opérateurs économiques suivants consultés afin de prendre part à ce marché :

- Stibbe SRL, n° d'entreprise 0429.914.688, rue de Loxum 25 à 1000 Bruxelles ;
- Cambier association d'avocats SRL, n° d'entreprise 0644.792.058, avenue Winston Churchill 253 bte 40 à 1180 Uccle ;
- STRELIA SRL, n° d'entreprise 0501.600.559, rue Royale 145 à 1000 Bruxelles ;
- ASAP-AVOCATS SRL, n° d'entreprise 0542.772.606, galerie du Roi 30 à 1000 Bruxelles ;

De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 93011/731-60/92 « Travaux de voirie en cours d'exécution » du service extraordinaire du budget 2024 ;

De financer cette dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif au CQD 2 Cités, inscrit à l'article de recette 93011/995-52/92 « Prélèvements pour le fonds de subsides » du service extraordinaire du budget 2024, subside lié au n° de droit constaté 3985/2022 ;

D'informer le Conseil lors de sa prochaine séance.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract 2 Cités – Operatie A.1 Squarebeek – Opdracht voor diensten "Juridische ondersteuning voor de gunning van een Design & Build-overheidsopdracht voor werken – Squarebeek-project" (ref. CQD2Cités_2024_S04) – Goedkeuring van de voorwaarden, de financiering, de gunningswijze en de te raadplegen ondernemers – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisname.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3:

Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan [143 000 euro (BBHR 28.3.2024, B.S. 5.4.2024)]. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.
[...];

Overwegende de operatie A.1 *Squarebeek* van het programma van het duurzaam wijkcontract 2 *Cités*, die bestaat uit de volledige herinrichting van de openbare ruimten in de Nieuwe Cité (meer bepaald de Madelon-, de Toiron-, de Lison- en de Manonsquare, het talud, ...);

Overwegende dat deze heraanleg het voorwerp heeft uitgemaakt van voorafgaande studies (2019-2020) die zijn uitgevoerd door de gemeente en hebben geleid tot een inrichtingsvoorstel;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dit voorstel aan te passen, met name met het oog op de technische en budgettaire aspecten en burgerparticipatie;

Overwegende dat, na analyse met de bevoegde gemeentelijke en gewestelijke diensten (Toezicht, BMA), de dienst Heropleving van de wijken, om het *Squarebeek-project* tot een goed einde te brengen, een opdracht voor werken wil voorstellen die het ontwerp en de uitvoering van dit project omvat, een opdracht die doorgaans een *Design & Build-opdracht* wordt genoemd;

Overwegende de specifieke kenmerken van dit type opdracht en de bijbehorende procedure, is het noodzakelijk dat de dienst Heropleving van de wijken juridische ondersteuning krijgt tijdens de hele gunningsprocedure van de opdracht, van het opstellen van het bestek tot de gunning van de opdracht, met inbegrip van de analyse van de offertes en de eventuele onderhandelingen;

Overwegende dat deze juridische ondersteuning ook het hele departement Openbare Werken ten goede kan komen in de vorm van standaarddocumenten die als inspiratiebron kunnen dienen voor andere toekomstige *Design & Build-procedures*;

Overwegende dat deze opdracht voor juridische bijstand meer bepaald het volgende omvat:

- Aanpassing en juridische validatie van de Design & Build-opdrachtdocumenten;
- Juridische analyse van de kandidaatstellingen en juridische validatie van de beslissing tot selectie;
- Juridische analyse van de eerste offertes en juridische validatie van het analyseverslag;
- Juridische bijstand in het kader van de onderhandelingen, met inbegrip van de deelname aan workshops gericht op het verbeteren van de offertes;
- Juridische analyse van de BAFO's, juridische validatie van de analyseverslagen en van de beslissing tot gunning;

Overwegende dat de opdracht voor juridische ondersteuning zal worden gespreid over een periode

van minstens twee jaar (2025-26);

Overwegende dat deze moet leiden tot de sluiting van een opdracht voor werken met betrekking tot de herinrichting van de openbare ruimten van de Nieuwe Cité;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 november 2024:

Goedkeuring te verlenen aan de bijkomende kosten verbonden aan de bodemverontreinigingsstudie in de omgeving van de Boerderij van de Bempt uitgevoerd door de nv ABO, met maatschappelijke zetel Derbystraat 55 in 9051 Sint-Denijs-Westrem, voor een bedrag van 299,79 euro excl. btw, zijnde 362,74 euro incl. btw;

Deze uitgave in te schrijven op artikel 93011/722-60/-/92 'Oprichting van gebouwen en monumenten in uitvoering' van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het buitengewoon investeringsfonds" van de buitengewone dienst van dienstjaar 2024, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3985/2022;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing tijdens de eerstvolgende zitting.

BESLIST

In toepassing van artikel 234, 3e lid van de Nieuwe Gemeentewet kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 november 2024 om:

Goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. CQD2Cités_2024_S04 met betrekking tot de opdracht voor diensten "Juridische ondersteuning voor de gunning van een Design & Build-overheidsopdracht voor werken – Squarebeek-project", opgesteld door de dienst Heropleving van de Wijken, waarbij de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;

Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van 45.000,00 euro excl. btw, zijnde 54.450,00 euro incl. 21% btw, waaraan een bijkomend bedrag van 15% van het geraamde bedrag moet worden toegevoegd, zijnde 6.750,00 euro excl. btw, of 8.167,50 euro incl. 21% btw, om eventuele onvoorziene kosten en/of prijsherzieningen op te vangen;

Te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht;

Goedkeuring te verlenen aan de lijst met de volgende voor deelname aan deze opdracht geraadpleegde ondernemers:

- Stibbe SRL, ondernemingsnr. 0429.914.688, Loksumstraat 25 te 1000 Brussel;*
- Cambier association d'avocats SRL, ondernemingsnr. 0644.792.058, Winston Churchillaan 253 bus 40 te 1180 Ukkel;*
- STRELIA SRL, ondernemingsnr. 0501.600.559, Koningsstraat 145 te 1000 Brussel;*
- ASAP-AVOCATS SRL, ondernemingsnr. 0542.772.606, Koningsgalerij 30 te 1000 Brussel;*

Deze uitgave te financieren door het krediet ingeschreven op artikel 93011/731-60/92 "Wegenwerken in uitvoering" van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Deze uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende DWC 2 Cités ingeschreven op artikel van ontvangst 93011/995-52/92 "Overboeking uit het buitengewoon investeringsfonds" van de buitengewone dienst van de begroting 2024, subsidie verbonden aan vastgesteld recht nr. 3985/2022;

De Raad hiervan op de hoogte te brengen tijdens zijn volgende zitting.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

27 **Revitalisation des quartiers – Contrat de quartier durable Albert – Réaménagement de la dalle Albert (phase 2) – Avenue Besme 129-131 / Chaussée d’Alseberg – Marché de travaux – Revu de l’estimation et du mode de financement – 2024-CQDA-01.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l’ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 02 juillet 2015 d’attribuer le marché à l’A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, Borgerhoutsestraat nr 22/01, 2018 Antwerpen, pour un montant total de 420.000,00 euros hors TVA ou 508.200,00 euros TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 18 juillet 2019 d’approuver l’avenant n°2 du marché « *Pôle Albert : Mission d’auteur pour la construction d’un complexe d’équipements diversifiés et réaménagement de la dalle Albert* » relatif à l’étude d’aménagement temporaire des abords du bâtiment 1B, pour un montant de 12.548,02 € HTVA ou 15.183,10 € 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 7 novembre 2019 :

D’approuver le cahier des charges N° 2019-CQDA-01 et le montant estimé du marché “Réaménagement de l’espace public de la dalle Albert (phase 1)”, établis par la Revitalisation des quartiers et le bureau d’étude « Omgeving ». Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d’exécution des marchés publics. Le montant estimé s’élève à 106.988,44 € HTVA soit 129.456,01 € TVA et imprévus compris.

De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

D’informer le conseil communal de la présente décision.

De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée

sans publication préalable :

- Les Entreprises Melin s.a., Chaussée Provinciale, 85-87 à 1341 Ottignies-L.L.Neuve ;
- Eurovia Belgium s.a., Allée Hof ter Vleest, 1 à 1070 Bruxelles ;
- Viabuild NV, Schalienhoevedreef 20 F à 2800 Mechelen ;
- NV COLAS, Nestor Martinstraat 315 à 1082 Brussel ;
- DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel.

D'inscrire la dépense estimée à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2019 (modification n°4) ;

De financer cette dépense précitée à 100% par un subside de la STIB, inscrit à l'article de recette 9304/661-51/74 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 14 mai 2020 :

D'approuver le rapport d'examen des offres rédigé par la cellule revitalisation des quartiers , l'auteur de projet « Omgeving » et le bureau d'étude PS2 pour la coordination sécurité santé. De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération.

De sélectionner les soumissionnaires DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, VIABUILD NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. qui répondent aux critères de sélection qualitative.

De considérer les offres de DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, VIABUILD NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. comme complètes et régulières.

D'attribuer le marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, pour le montant d'offre contrôlé de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21€ HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris.

D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020.

De financer cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB et Beliris ;

D'informer le conseil de la modification du mode de financement ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 3 décembre 2020 :

De réceptionner provisoirement le marché “Réaménagement de la dalle Albert (phase 1)” en date du 17 novembre 2020.

D'approuver la levée de la première moitié du cautionnement N°318 964 de € 6.530,00.

De procéder à la réception définitive des travaux conformément aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges N° 2019-CQDA-01 ainsi qu'aux procès-verbaux de réception provisoire et de décompte final ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins en sa séance du 10 mars 2022 :

De réceptionner définitivement le marché “Réaménagement de la dalle Albert (phase 1)” en date du 3 décembre 2021.

D'approuver la levée de la deuxième moitié du cautionnement N°318 964 de € 6.530,00 ;

Vu sa décision en séance du 15 octobre 2024 #007/15.10.2024/A/0006# :

D'approuver le cahier des charges N° 2024-CQDA-01 du marché “Réaménagement de la dalle Albert (phase 2)”, établis par le service Revitalisation des quartiers et l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics.

D'approuver le montant total estimé de ce marché s'élève à 894.595,00€ HTVA ou 1.082.459,95€, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 134.189,25€ HTVA soit 162.368,99€, 21% TVAC. Le montant total estimé s'élève à 1.028.784,25€ HTVA soit 1.244.828,94€ 21% TVAC, révision et imprévus compris ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national ;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

*De passer le marché avec une tranche ferme et une tranche conditionnelle ;
D'inscrire la dépense estimée à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024, sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire 4 par les autorités supérieures ;
De financer la dépense de la tranche ferme à 100% par un subside de BELIRIS, inscrit à l'article de recette 9304/665-52/74 n° de droit constaté 2154/215 ;
D'attribuer la tranche conditionnelle si un budget complémentaire est obtenu ;
De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale ;*

Considérant le cahier des charges N° 2024-CQDA-01 relatif au marché “Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 2)” établi par le service Revitalisation des quartiers et l'A.M. B-ARCHITECTEN + OMGEVING ;

Considérant que le montant total estimé de ce marché s'élève à 894.595,00€ HTVA ou 1.082.459,95€, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 134.189,25€ HTVA soit 162.368,99€, 21% TVAC. Le montant total estimé s'élève à 1.028.784,25€ HTVA soit 1.244.828,94€ 21% TVAC, révision et imprévus compris ;

Considérant l'estimation suivante des tranches :

- Tranche ferme : 594.086,66€ HTVA ou 718.844,86€, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 683.199,66 € HTVA soit 826.671,59€, 21% TVA, révision et imprévus compris ;
- Tranche conditionnelle : 300.508,34€ HTVA ou 363.615,09€, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 345.584,59 € HTVA soit 418.157,35 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que le mode de financement prévu est de financer la dépense précitée à 100% par un subside de Beliris, inscrit à l'article des recettes 9304/665-52/74 n° de droit constaté 2154/2015 ;

Considérant qu'un crédit de 13.237,26 euros a été erronément inscrit à l'ordinaire ; que celui-ci sera transféré à l'article 9304/665-52/74 du service extraordinaire du budget 2024 lors de la modification de clôture ; qu'un droit constaté à concurrence de 13.327,26 euros sera dressé à l'extraordinaire ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration le 21 novembre 2024 à 10h00 ;

Considérant que 3 offres sont parvenues ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le marché, il y a lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 15 octobre 2024 quant au montant de l'estimation et de le porter à :

- Tranche ferme : 674.300,00 HTVA ou 815.903,00€, 21% TVAC + 2,70 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 692.506,10 € HTVA soit 837.932,38 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;
- Tranche conditionnelle : 310.000,00 € HTVA ou 375.100,00 €, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 356.500,00 € HTVA soit 431.365,00 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;

Considérant que le montant réestimé global de ce marché s'élève à 1.049.006,10 € HTVA soit 1.269.297,38 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;

DECIDE :

De revoir la décision du Conseil communal du 15 octobre 2024 quant au montant de l'estimation et de le porter à :

- Tranche ferme : 674.300,00€ HTVA ou 815.903,00€, 21% TVAC + 2,70 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 692.506,10 € HTVA soit 837.932,38 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;
- Tranche conditionnelle : 310.000,00 € HTVA ou 375.100,00 €, 21% TVAC + 15 % pour couvrir les imprévus et la révision des prix, soit un montant estimé de 356.500,00 € HTVA soit 431.365,00 €, 21% TVA, révision et imprévus compris ;
- Le montant estimé global de ce marché s'élève à 1.049.006,10 € HTVA soit 1.269.297,38 €, 21% TVA, révision et imprévus compris.

D'inscrire la dépense estimée à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024.

De financer la dépense (tranche ferme) à 100% par un subside de Beliris, inscrit à l'article des recettes 9304/665-52/74 n° de droit constaté 2154/2015 pour un montant de 824.749,15 euros.

D'inscrire un crédit supplémentaire à concurrence de 13.237,26 euros à l'article 9304/665-52/74 du budget extraordinaire 2024 lors de la modification budgétaire de clôture et un crédit recette supplémentaire à concurrence du même montant à l'article 9304/665-52/74.

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam wijkcontract Albert – Heraanleg van de Albert-dalle (fase 2) – Besmelaan 129-131 / Alsebergsesteenweg – Opdracht voor aanneming van werken – Herziening van de raming en de financieringswijze – 2024-CQDA-01.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 2 juli 2015 om de opdracht te gunnen aan T.V. B-ARCHITECTEN + OMGEVING, Borgerhoutsestraat 22/01 in 2018 Antwerpen, voor een totaalbedrag van 420.000,00 € excl. btw of 508.200,00 € incl. btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 tot goedkeuring van aanhangsel nr. 2 van de opdracht "*Albertpool: Opdracht van projectontwerper voor de bouw van een complex van gediversifieerde voorzieningen en de heraanleg van de Albert-dalle*", met betrekking tot de studie betreffende de tijdelijke inrichting van de omgeving van gebouw 1B, voor een bedrag van 12.548,02 € excl. btw of 15.183,10 € incl. 21% btw;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 om:

Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2019-CQDA-01 en het geraamde bedrag van de opdracht "Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)" opgesteld door de cel Heropleving van de wijken en het studiebureau "Omgeving". De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De opdracht wordt geraamd op 106.988,44 € excl. btw of 129.456,01 € btw en onvoorziene kosten inbegrepen;

De opdracht te gunnen via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

De gemeenteraad op de hoogte te brengen van deze beslissing.

De volgende ondernemers te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- Les Entreprises Melin s.a., Chaussée Provinciale 85-87 in 1341 Ottignies-L.L.Neuve;

- Eurovia Belgium, Hof ter Vleestdreef 1 in 1070 Anderlecht;

- Viabuild nv, Schalienthoevedreef 20 F in 2800 Mechelen;

- NV COLAS, Nestor Martinstraat 315 in 1082 Brussel;

- DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40 in 1030 Brussel;

De geraamde uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2019 (wijziging nr. 4);

De voornoemde uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van de MIVB ingeschreven op artikel van ontvangst 9304/661-51/74;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes opgesteld door de cel heropleving van de wijken, de projectontwerper "Omgeving" en het studiebureau PS2 voor de coördinatie veiligheid en gezondheid;

Het verslag van nazicht van de offertes als bijlage te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging.

De inschrijvers DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV en LES ENTREPRISES MELIN s.a. te selecteren die voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;

De offertes van DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV en LES ENTREPRISES MELIN s.a. te beschouwen als volledig en regelmatig;

De opdracht "Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)" te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, namelijk DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40 in 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 130.556,55 € excl. btw of 157.973,43 €, incl. 21% btw, zijnde 143.612,21 € excl. btw of 173.770,77 €, 21% btw en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen;

De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020.

Deze voornoemde uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van de MIVB en Beliris;

De raad op de hoogte te brengen van de wijziging van de financieringswijze;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 december 2020 om:

Over te gaan tot de voorlopige oplevering van de opdracht "Heraanleg van de Albert-dalle (fase 1)" op 17 november 2020;

Goedkeuring te verlenen aan de vrijgave van de eerste helft van de borgtocht nr. 318.964 van 6.530,00 €;

Over te gaan tot de definitieve oplevering van de werken overeenkomstig de voorwaarden vastgelegd in het bijzonder bestek nr. 2019-CQDA-01 en de verslagen van de voorlopige oplevering en de eindafrekening.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10 maart 2022 om:

Over te gaan tot de definitieve oplevering van de opdracht "Heraanleg van de Albert-dalle (fase 1)" op 3 december 2021;

Goedkeuring te verlenen aan de vrijgave van de tweede helft van de borgtocht nr. 318.964 van 6.530,00 €;

Gelet op de beslissing #007/15.10.2024/A/0006# in zitting van 15 oktober 2024:

Goedkeuring te verlenen aan het bestek nr. 2024-CQDA-01 van de opdracht "Heraanleg van de Albert-dalle (fase 2)", opgesteld door de dienst Heropleving van de wijken en T.V. B-Architecten + Omgeving; De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals opgenomen in het bestek en in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten.

In te stemmen met het geraamde totaalbedrag van deze opdracht van 894.595,00 € excl. btw of 1.082.459,95 €, incl. 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 134.189,25 € excl. btw of 162.368,99 €, incl. 21% btw; Het totaalbedrag wordt geraamd op 1.028.784,25 € excl. btw of 1.244.828,94 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;

De opdrachtaankondiging aan te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau;

De opdracht te gunnen bij wijze van openbare procedure;

De opdracht te gunnen met een vast en een voorwaardelijk gedeelte;

De geraamde uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2024, onder voorbehoud van goedkeuring van begrotingswijziging 4 door de hogere overheid;

De uitgave van het vaste gedeelte voor 100% te financieren door een subsidie van Beliris, ingeschreven op artikel van ontvangst 9304/665-52/74 vastgesteld recht nr. 2154/2015;

Het voorwaardelijke gedeelte toe te kennen als er een aanvullend budget wordt verkregen;

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

Gelet op het bestek nr. 2024-CQDA-01 betreffende de opdracht "Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 2)", opgesteld door de cel Heropleving van de wijken en de T.V. B-Architecten + Omgeving;

Overwegende dat het geraamde totaalbedrag van deze opdracht 894.595,00 € excl. btw of 1.082.459,95 €, incl. 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening bedraagt, zijnde een bedrag geraamd op 134.189,25 € excl. btw of 162.368,99 € incl. 21% btw; Het totaalbedrag wordt geraamd op 1.028.784,25 € excl. btw of 1.244.828,94 €, 21% btw, herzieningen en onvoorziene kosten inbegrepen;

Overwegende de volgende raming van de gedeelten:

- Vast gedeelte: 594.086,66 € excl. btw of 718.844,86 €, incl. 21% btw + 15 % voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 683.199,66 € excl. btw of 826.671,59 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte: 300.508,34 € excl. btw of 363.615,09 € incl. 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 345.584,59 € excl. btw of 418.157,35 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de beoogde financieringswijze erin bestaat de voornoemde uitgave voor 100% te financieren door een subsidie van Beliris, ingeschreven op artikel van ontvangst 9304/665-52/74 vastgesteld recht nr. 2154/2015;

Overwegende dat een krediet van 13.237,26 euro verkeerdelijk werd geboekt op de gewone begroting; dat dit wordt overgeheveld naar artikel 9304/665-52/74 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 bij de slotwijziging; dat een vastgesteld recht ten belope van 13.327,26 euro zal worden opgemaakt op de buitengewone begroting;

Overwegende dat de administratie de offertes uiterlijk op 21 november 2024 om 10u00 moest ontvangen;

Overwegende dat er 3 offertes werden ontvangen;

Overwegende dat, om de opdracht te kunnen gunnen, de beslissing van de Gemeenteraad van 15 oktober 2024 aangaande het bedrag van de raming moet worden herzien, en het moet worden gebracht op:

- Vast gedeelte: 674.300,00 € excl. btw of 815.903,00 € incl. 21% btw + 2,70% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 692.506,10 € excl. btw of 837.932,38 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte: 310.000,00 € excl. btw of 375.100,00 € incl. 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 356.500,00 € excl. btw of 431.365,00 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;

Overwegende dat het opnieuw geraamde bedrag voor deze opdracht 1.049.006,10 € excl. btw of 1.269.297,38 €, 21% btw bedraagt;

BESLIST,

De beslissing van de Gemeenteraad van 15 oktober 2024 aangaande het bedrag van de raming te herzien en het te brengen op:

- Vast gedeelte: 674.300,00 € excl. btw of 815.903,00€, incl. 21% btw + 2,70% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 692.506,10 € excl. btw of 837.932,38 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte: 310.000,00 € excl. btw of 375.100,00 €, incl. 21% btw + 15% voor onvoorziene kosten en prijsherziening, zijnde een bedrag geraamd op 356.500,00 € excl. btw of 431.365,00 €, 21% btw, herziening en onvoorziene kosten inbegrepen;
- Het totaalbedrag voor deze opdracht wordt geraamd op 1.049.006,10 € excl. btw, 9% prijsherziening en herzieningsclausule inbegrepen, zijnde 1.269.297,38 €, alle belastingen inbegrepen.

De geraamde uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van dienstjaar 2024.

De uitgave (vast gedeelte) voor 100 % te financieren door een subsidie van Beliris, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9304/665-52/74 vastgesteld recht nr. 2154/2015 voor een bedrag van 824.749,15 euro.

Een bijkomend krediet ten belope van 13.237,26 euro in te schrijven op artikel 9304/665-52/74 van de buitengewone begroting 2024 bij de slotbegrotingswijziging en een bijkomend ontvangstkrediet ten

belope van hetzelfde bedrag op artikel 9304/665-52/74.

Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Voirie, Espaces verts - Wegenis, Groene ruimten

28 Espaces verts - Appel à idées "Bruxelles Plante" - Convention de mise à disposition d'une subvention de la Région de Bruxelles-Capitale de 110.000 € pour la végétalisation de la rue Prosper Matthys.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à idée de Bruxelles Mobilité lancé en janvier 2024 et ayant pour objectif de végétaliser l'espace public de la Capitale ;

Considérant que selon Bruxelles Mobilité, « avec 4.000 hectares d'espaces verts, la Région de Bruxelles-Capitale fait partie des villes les plus vertes d'Europe. Cependant, ces espaces verts ne sont pas répartis équitablement : les quartiers les plus centraux et les plus densément peuplés sont les plus asphaltés. L'objectif de l'appel à idée Brussel Plant est de végétaliser et déminéraliser les rues et les places de la région, en récoltant les idées des habitants » ;

Considérant que les critères de sélection pour cet appel à projet étaient les suivants :

1. Création d'un jardin urbain, le long d'un square, autour d'un arbre, sur le trottoir ou sur une place de stationnement, ou sur d'autres parties de la voirie non carrossables, avec ou sans mobilier de repos... ;
2. Renforcer ou créer un maillage vert le long de cheminements piétons ou cyclistes pour le sécuriser et améliorer l'expérience de trajet ;
3. Végétalisation d'éléments de trottoir, de façade, de stationnement et/ou améliorations des plantations existantes (zones de plantes annuelles à transformer en zones de plantes vivaces, arbustes...) ;
4. Création d'un jardin de pluie ;
5. Placement d'éléments d'attractivité pour la faune (le placement de nichoirs, passage pour les écureuils, bandes nourricières ...) ;

Considérant que l'appel à idées s'est clôturé le 29 février 2024 ;

Considérant que plusieurs projets ont été introduits par des habitants forestois sur le territoire de la Commune de Forest ;

Considérant que le jury de Bruxelles Mobilité a retenu l'idée d'un habitant Forestois de végétaliser la rue Prosper Matthys ;

Considérant que pour ce faire, Bruxelles Mobilité octroie un subside de 110.000,00 € à la Commune de Forest ;

Vu la convention jointe au dossier ;

DECIDE :

D'adopter la convention jointe au dossier entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Forest ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son délégué, aux fins de représenter valablement la Commune de Forest lors de la signature de la convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Groene ruimten - Ideeënoproep 'Brussel Plant' - Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 110.000 € voor de vergroening van de Prosper Matthysstraat.

DE RAAD,

Gelet op de ideeënoproep van Brussel Mobiliteit gelanceerd in januari 2024 met als doel de openbare ruimte in de hoofdstad te vergroenen;

Overwegende dat volgens Brussel Mobiliteit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot de groenste steden van Europa behoort. Deze groene ruimten zijn echter niet eerlijk verdeeld: de meest centraal gelegen en dichtst bevolkte buurten zijn het meest verhard. Het doel van de ideeënoproep 'Brussel plant' is straten en pleinen in het gewest te vergroenen en te ontharden, door de ideeën van de bewoners te verzamelen;

Overwegende dat de selectiecriteria voor deze projectoproep de volgende waren:

1. De aanleg van een stadstuin langs een plein, rond een boom, op de stoep of op een parkeerplaats, of op andere niet-berijdbare delen van de weg, al dan niet met rustmeubilair... ;
2. De aanleg of het versterken van een groen netwerk langs een wandel- of fietspad om dat veiliger en aangenamer te maken;
3. Trottoirs, gevels en parkeerplaatsen vergroenen en/of de kwaliteit van de bestaande beplanting verbeteren (zones met eenjarige planten omvormen tot zones met vaste planten, struiken, ...);
4. De aanleg van een regentuin;
5. Plaatsing van faunavriendelijke elementen (aanbrengen van nestkastjes, doorgang voor eekhoorns, voederstroken, ...);

Overwegende dat de ideeënoproep werd afgesloten op 29 februari 2024;

Overwegende dat er verschillende voorstellen zijn ingediend door de inwoners van Vorst op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat de jury van Brussel Mobiliteit het idee van een Vorstenaar om de Prosper Matthysstraat te vergroenen, heeft geselecteerd;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit hiervoor een subsidie van 110.000,00 € toekent aan de gemeente Vorst;

Gelet op de bij het dossier gevoegde overeenkomst;

BESLIST:

De bij het dossier gevoegde overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Vorst goed te keuren;

De Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar afgevaardigde, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij het ondertekenen van de overeenkomst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Propreté publique - Openbare netheid

29 **Propreté publique - Programme de Transition Professionnel - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Propreté publique.**

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « propreté publique » approuvée par le Conseil communal en sa séance du 15 décembre 2015 ;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de propreté publique ;

Considérant que cette convention a pour objet la reconduction du partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par le biais d'un projet de propreté publique couvrant prioritairement cinq quartiers de Forest pour l'année 2024 ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 15.000,00 € par an » ;

Considérant que la présente convention ci-annexée porte uniquement sur l'exercice 2024 ;

DECIDE :

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale ;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux d'un montant de 15.000,00 € à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique à 1190 Forest ;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 15.000,00 € à l'article 87540/332-02/73 du service ordinaire du

budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw "Mission Locale de Forest" - Openbare netheid.

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma "openbare netheid" goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 december 2015;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van openbare netheid;

Overwegende dat deze overeenkomst als doel heeft de samenwerking met het gemeentebestuur te hernieuwen teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van een project van openbare netheid in vijf prioritaire wijken van Vorst voor het jaar 2024;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat "de gemeente zich ertoe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke overheden, namelijk het bedrag van 15.000,00 € per jaar";

Gelet op het feit dat deze overeenkomst, die als bijlage is opgenomen, alleen betrekking heeft op het begrotingsjaar 2024;

BESLIST

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de vzw Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke overheden voor een bedrag van 15.000,00 € aan de vereniging zonder winstoogmerk "Mission Locale de Forest", gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van 15.000,00 € in te schrijven op artikel 87540/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

30 Propreté publique - Programme de Transition Professionnel - Convention de partenariat entre la Commune de Forest et l'ASBL "Mission Locale de Forest" - Détagage.

LE CONSEIL,

Vu l'accord du 27 novembre 1997 entre l'Etat Fédéral et les Régions instaurant les programmes de

transition professionnelle ;

Vu la convention de programme de transition professionnelle « détagage » approuvée par le Conseil communal en sa séance du 15 septembre 2015 ;

Considérant que l'ASBL Mission Locale de Forest propose de poursuivre le partenariat avec l'administration communale visant au développement d'une insertion professionnelle par la biais des travaux de détagage ;

Vu l'article 6 de la convention stipulant que « la commune s'engage à assurer la part financière liée à la gestion des contrats PTP et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux, soit la somme de 7.500,00 € par an » ;

DECIDE :

Article 1: De poursuivre la convention ci-annexée relative au partenariat entre l'ASBL Mission locale de Forest et l'administration communale ;

Article 2 : D'approuver le paiement pour la part financière liée à la gestion des contrats PTP (détagage) et non couverte par les Pouvoirs publics fédéraux et régionaux d'un montant de 7.500,00 € à l'association sans but lucratif « Mission Locale de Forest », située au 29, boulevard de la 2ème Armée britannique à 1190 Forest ;

Article 3 : D'inscrire la dépense de 7.500,00 € à l'article 876/332-02/73 du service ordinaire du budget 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Openbare netheid - Doorstromingsprogramma - Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente Vorst en de vzw "Mission Locale de Forest" - Graffitiverwijdering.

DE RAAD,

Gelet op het akkoord van 27 november 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten tot invoering van de doorstromingsprogramma's;

Gelet op de overeenkomst van doorstromingsprogramma "graffitiverwijdering" goedgekeurd door de Gemeenteraad in zijn zitting van 15 september 2015;

Overwegende dat de vzw Mission Locale de Forest voorstelt de samenwerking met het gemeentebestuur verder te zetten teneinde de inschakeling in het beroepsleven te ontwikkelen door middel van werken van graffitiverwijdering;

Gelet op artikel 6 van de overeenkomst dat bepaalt dat "de gemeente zich ertoe verbindt het financiële deel op zich te nemen dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke overheden, namelijk het bedrag van 7.500,00 € per jaar";

BESLIST

Artikel 1: De overeenkomst, opgenomen in bijlage, betreffende de samenwerking tussen de vzw Mission Locale de Forest en het gemeentebestuur verder te zetten;

Artikel 2: Goedkeuring te verlenen aan de betaling van het financiële deel dat verband houdt met het beheer van de DSP-contracten (graffitiverwijdering) en dat niet gedekt wordt door de federale en gewestelijke overheden voor een bedrag van 7.500,00 € aan de vereniging zonder winstoogmerk "Mission Locale de Forest", gelegen Brits Tweedelegerlaan 29 te 1190 Vorst;

Artikel 3: De uitgave van 7.500,00 € in te schrijven op artikel 876/332-02/73 van de gewone dienst van de begroting 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOENSTEIN : (concerne les points 29 et 30)

Est-ce que l'échevin de la propreté peut expliquer au nouveau conseil communal de quoi il s'agit ?

Réponse de Mr DE BEER : C'est une convention avec la Mission locale afin de pouvoir bénéficier de 6 agents supplémentaires, quatre pour la propreté dans les rues, deux pour les détaguages et cela pour un coût minime. Je ne doute pas que vous connaissiez ça sur le bout des doigts.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN (i.v.m. punt 29 en 30)

Kan de schepen die bevoegd is voor netheid aan de nieuwe gemeenteraad uitleggen waar het hier om gaat?

Antwoord van de heer DE BEER Het gaat om een overeenkomst met de Mission Locale om tegen minimale kosten te kunnen beschikken over 6 extra personen: 4 voor straatreiniging en 2 voor tagverwijdering. Ik twijfel er niet aan dat u dit door en door kent.

5 annexes / 5 bijlagen

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

31 Régie Foncière – Budget 2025 – Autorisation de pourvoir à certaines dépenses par crédits provisoires

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale, notamment l'article 3 ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Considérant que le budget de la régie foncière pour l'exercice 2025 n'est pas prêt à être soumis au vote du Conseil communal;

Considérant que ce budget sera présenté au premier conseil communal de l'année 2025 mais qu'il faudra pourvoir à certaines dépenses d'ici là;

Considérant que l'article 12 de l'arrêté susvisé permet de pourvoir aux dépenses du service ordinaire par douzièmes provisoires, dans la mesure où un crédit exécutoire est inscrit au budget 2024 pour ces dépenses ;

Considérant que frais de personnel, primes d'assurance et taxes peuvent également être pourvus par crédits provisoires sans être limités aux douzièmes;

Considérant que le même article permet de pourvoir par des crédits provisoires aux dépenses d'investissements approuvées au cours de l'exercice 2024;

Considérant que l'approbation du budget de la régie foncière au premier conseil communal de l'année 2025 et le délai d'approbation du budget par la tutelle font que ce budget sera exécutoire au plus tôt en mars 2025 ;

DECIDE :

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses du service ordinaire de la régie foncière par douzièmes pour les mois de janvier, février et mars 2025;

D'autoriser des crédits provisoires afin de pourvoir aux dépenses liées aux projets d'investissements approuvés au cours de l'exercice 2024, détaillés à l'annexe 2 du budget 2024 de la régie foncière;

Que ces crédits seront utilisés conformément à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Grondregie – Begroting 2025 – Toestemming om in bepaalde uitgaven te voorzien door middel van voorlopige kredieten

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, inzonderheid artikel 3;

Gelet op artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Overwegende dat de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2025 niet klaar is om ter stemming aan de gemeenteraad te worden voorgelegd.

Overwegende dat deze begroting zal worden voorgelegd tijdens de eerste gemeenteraad van 2025, maar dat tot dan in bepaalde uitgaven moet worden voorzien;

Overwegende dat artikel 12 van bovengenoemd besluit de mogelijkheid biedt te voorzien in uitgaven van de gewone dienst door middel van voorlopige twaalfden, voor zover voor deze uitgaven een uitvoerbaar krediet uitgetrokken is op de begroting van 2024;

Overwegende dat in personeelskosten, verzekeringspremies en belastingen ook door middel van voorlopige kredieten kan worden voorzien zonder beperkt te zijn tot twaalfden;

Overwegende dat hetzelfde artikel het mogelijk maakt door middel van voorlopige kredieten te voorzien in investeringsuitgaven die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de goedkeuring van de begroting van de Grondregie tijdens de eerste gemeenteraad van 2025 en de termijn voor de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid betekenen dat deze begroting ten vroegste in maart 2025 uitvoerbaar zal zijn;

BESLIST:

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven van de gewone dienst van de Grondregie door middel van twaalfden voor de maanden januari, februari en maart 2025;

In te stemmen met voorlopige kredieten om te voorzien in uitgaven in verband met investeringsprojecten die goedgekeurd werden tijdens het dienstjaar 2024, toegelicht in bijlage 2 van de begroting van de Grondregie voor 2024;

Dat deze kredieten zullen worden aangewend overeenkomstig artikel 12 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 betreffende het financieel beheer van de gemeentebedrijven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

IT - IT

32 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Divers services communaux – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires ;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'INFORMATIQUE 139/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
50	HP Intel EliteBook 600 G10 series (14" or 15")	40.250,00 €	ECONOCOM
100	StarTech.com USB C to USB C Cable	2.757,00 €	ECONOCOM
5	10 pack ACT Wired Optical Mouse, USB cable, 1000 dpi, Black	261,55 €	ECONOCOM
50	Logilink mousepad with gel wrist rest- black*	586,00 €	ECONOCOM
5	StarTech.com 3ft USB to RS232 DB9 Serial Adapter Cable	116,00 €	ECONOCOM
3	StarTech.com 3ft (1m) USB C to HDMI Cable	60,75 €	ECONOCOM
20	HP 65W USB-C LC Power Adapter	568,00 €	ECONOCOM
20	ACT USB-C Charger 35W with Power Delivery PPS and GaNFast	261,40 €	ECONOCOM
1	CoreParts USB3.2 Type C (10Gpbs) M.2 NVMe SSD cloner	82,25 €	ECONOCOM
100	HEADSET JABRA EVOLVE 30 II MS Stereo headset	5.540,00€	ECONOCOM
6	Zbook Firefly 16 G11	9.720,00 €	ECONOCOM
1	DevisV-24001845 – Netgear (en annexe)	3.950,00 €	UPFRONT
1	Offre SOL Backup (en annexe)	32.745,99 €	ECONOCOM
TOTAL		96.898,94 €	
TOTAL +TVA		117.247,72 €	

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024, soit 117.247,72 € ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024: De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes UPFRONT et ECONOCOM ; D'inscrire la dépense de 117.247,72 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ; De financer la dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 novembre 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes UPFRONT et ECONOCOM ;

D'inscrire la dépense de 117.247,72 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du

budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ;

De financer la dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Verschillende gemeentediensten – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

Hoeveelh eid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
50	HP Intel EliteBook 600 G10 series (14" or 15")	40.250,00 €	ECONOCOM
100	StarTech.com USB C to USB C Cable	2.757,00 €	ECONOCOM
5	10 pack ACT Wired Optical Mouse, USB cable, 1000 dpi, black	261,55 €	ECONOCOM
50	Logilink mousepad with gel wrist rest - black*	586,00 €	ECONOCOM
5	StarTech.com 3ft USB to RS232 DB9 Serial Adapter Cable	116,00 €	ECONOCOM
3	StarTech.com 3ft (1m) USB-C to HDMI Cable	60,75 €	ECONOCOM

20	HP 65W USB-C LC Power Adapter	568,00 €	ECONOCOM
20	ACT USB-C Charger 35W with Power Delivery PPS & GaNFast	261,40 €	ECONOCOM
1	CoreParts USB 3.2 Type C (10 Gpbs) M.2 NVMe SSD cloner	82,25 €	ECONOCOM
100	HEADSET JABRA EVOLVE 30 II MS Stereo headset	5.540,00 €	ECONOCOM
6	Zbook Firefly 16 G11	9.720,00 €	ECONOCOM
1	Prijsopgave V-24001845 – Netgear (bijlage)	3.950,00 €	UPFRONT
1	Offerte SOL Backup (bijlage)	32.745,99 €	ECONOCOM
TOTAAL		96.898,94 €	
TOTAAL incl. btw		117.247,72 €	

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024, namelijk 117.247,72 €;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024; PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's UPFRONT en ECONOCOM; De uitgave van 117.247,72 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's UPFRONT en ECONOCOM;

De uitgave van 117.247,72 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

33 Informatique – Acquisition de matériel informatique pour le bon fonctionnement des services et leur intégration dans le parc informatique communal – Vidéo caméra cimetière – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur

l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Vu les intrusions et les multiples tentatives de cambriolages sur le site du cimetière de Forest ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique pour la surveillance et la sécurité des bâtiments du Cimetière de Forest ;

Considérant l'offre IN012576 (voir annexe) relative au Site Survey, nécessaire pour l'établissement d'un devis définitif ;

Vu le montant aujourd'hui disponible à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 octobre 2024 : De désigner PARADIGM pour l'établissement d'un devis relatif au placement de caméras de surveillance pour les bâtiments du cimetière de Forest; D'inscrire la dépense de 1.027,29 € (TVAC) à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024; De financer la dépense à l'article 104/742-53/15 par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 octobre 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'établissement d'un devis relatif au placement de caméras de surveillance pour les bâtiments du cimetière de Forest;

D'inscrire la dépense de 1.027,29 € (TVAC) à l'article 104/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024;

De financer la dépense à l'article 104/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informaticamateriaal voor de goede werking van de diensten en hun integratie in het gemeentelijke informaticapark – Videocamera voor de begraafplaats – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

(“De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.”);

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: “Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software”;

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Gelet op de inbraken en herhaalde pogingen tot diefstal op de site van de begraafplaats van Vorst;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van informaticamateriaal voor de bewaking en de beveiliging van de gebouwen van de begraafplaats van Vorst;

Overwegende de offerte IN012576 (zie bijlage) betreffende Site Survey, die nodig is om een definitieve kostenraming op te stellen;

Gelet op het bedrag dat momenteel beschikbaar is op artikel 104/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024 : PARADIGM aan te stellen voor het opstellen van een kostenraming met betrekking tot de plaatsing van bewakingscamera's voor de gebouwen van de begraafplaats van Vorst; De uitgave van 1.027,29 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 104/742-53/-/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024; De uitgave op artikel 104/742-53/15 te financieren door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024:

PARADIGM aan te stellen voor het opstellen van een kostenraming met betrekking tot de plaatsing van bewakingscamera's voor de gebouwen van de begraafplaats van Vorst;

De uitgave van 1.027,29 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 104/742-53/-/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

De uitgave op artikel 104/742-53/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires ;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'INFORMATIQUE 139/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
22	Konica Minolta C4050i 40 ppm	22.236,50 €	KONICA
1	Konica Minolta C4050i 40 ppm	1.168,75 €	KONICA
16	Konica Minolta Bizhub C550i (color)	34.916,32 €	KONICA
50	HEADSET JABRA EVOLVE 30 II MS Stereo headset	2.770,00 €	ECONOCOM
50	StarTech.com USB C to USB C Cable	1.378,50 €	ECONOCOM
TOTAL		62.470,07 €	
TOTAL +TVA		75.588,78 €	

Vu le montant aujourd'hui disponible pour les achats informatiques à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024, soit 75.588,78 € ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 octobre 2024: De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes KONICA et ECONOCOM ; D'inscrire la dépense de 75.588,78 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ; De financer la dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 octobre 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes KONICA et ECONOCOM ;

D'inscrire la dépense de 75.588,78 € (TVAC) à l'article 139/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ;

De financer la dépense à l'article 139/742-53/15 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Verschillende gemeentediensten – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst INFORMATICA 139/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
22	Konica Minolta C4050i 40 ppm	22.236,50 €	Konica
1	Konica Minolta C4050i 40 ppm	1.168,75 €	Konica
16	Konica Minolta Bizhub C550i (color)	34.916,32 €	Konica

50	HEADSET JABRA EVOLVE 30 II MS Stereo headset	2.770,00 €	ECONOCOM
50	StarTech.com USB C to USB C Cable	1.378,50 €	ECONOCOM
TOTAAL		62.470,07 €	
TOTAAL incl. btw		75.588,78 €	

Gelet op het bedrag dat vandaag beschikbaar is voor informatica-aankopen op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024, namelijk 75.588,78 €;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024 : PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's KONICA en ECONOCOM; De uitgave van 75.588,78 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's KONICA en ECONOCOM;

De uitgave van 75.588,78 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 139/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgave op artikel 139/742-53/15 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

35 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Divers services communaux (écoles) – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui

interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de l'ENSEIGNEMENT NEERLANDOPHONE 7202/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
1	Ergotron Zip40 Cart charge and management for 40 tablets, notebooks up to 15.6	2.499,00 €	ECONOCOM
15	StarTech.com HDMI Cable	140,70 €	ECONOCOM
30	HEADSET JABRA EVOLVE 30 II MS Stereo headset	1.662,00 €	ECONOCOM
2	Netgear Pro GS752TPP - Switch - smart - 48 x 10/100/1000 (PoE+)	1.866,06 €	UpFront
5	NETGEAR Smart GS724TPP - Switch - L3 Lite - smart - 24 x 10/100/1000 (PoE+) + 2 x Gigabit SFP - desktop, rack-mountable - PoE+ (380 W)	1.963,15 €	UpFront
20	NETGEAR Insight WAX620 - radio access point - Wi-Fi 6	4.822,20 €	UpFront
TOTAL		12.953,11 €	
TOTAL +TVA		15.673,26 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Pour le service de l'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE 7201/742-53/15

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
4	Apple Pencil	358,00 €	ECONOCOM
18	Apple iPad 10 + case	7.021,12 €	ECONOCOM
20	HP EliteBook AMD 6-series G11 (14" - 16")	12.364,20€	ECONOCOM
TOTAL		19.743,32 €	
TOTAL +TVA		23.889,42 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 octobre 2024 : De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM et UpFront ; D'inscrire la dépense de 15.673,26 € (TVAC) à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ; D'inscrire la dépense de 23.889,42 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ; De financer les dépenses aux articles 7202/742-53/15 et 7201/742-53/15 par un subside ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 octobre 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures des firmes ECONOCOM et UpFront ;

D'inscrire la dépense de 15.673,26 € (TVAC) à l'article 7202/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ;

D'inscrire la dépense de 23.889,42 € (TVAC) à l'article 7201/742-53/15 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ;

De financer les dépenses aux articles 7202/742-53/15 et 7201/742-53/15 par un subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – Verschillende gemeentediensten (scholen) – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
1	Ergotron Zip40 Cart charge and management for 40 tablets, notebooks up to 15.6	2.499,00 €	ECONOCOM
15	StarTech.com HDMI Cable	140,70 €	ECONOCOM
30	HEADSET JABRA EVOLVE 30 II MS Stereo headset	1.662,00 €	ECONOCOM
2	Netgear Pro GS752TPP - Switch - smart - 48 x 10/100/1000 (PoE+)	1.866,06 €	UpFront
5	NETGEAR Smart GS724TPP - Switch - L3 Lite - smart - 24 x 10/100/1000 (PoE+) + 2 x Gigabit SFP - desktop, rack-mountable - PoE+ (380 W)	1.963,15 €	UpFront
20	NETGEAR Insight WAX620 - radio access point - Wi-Fi 6	4.822,20 €	UpFront
TOTAAL		12.953,11 €	
TOTAAL incl. btw		15.673,26 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-aankopen op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Voor de dienst FRANSTALIG ONDERWIJS 7201/742-53/15

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
4	Apple Pencil	358,00 €	ECONOCOM
18	Apple iPad 10 + case	7.021,12 €	ECONOCOM
20	HP EliteBook AMD 6-series G11 (14" - 16")	12.364,20 €	ECONOCOM
TOTAAL		19.743,32 €	
TOTAAL incl. btw		23.889,42 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-aankopen op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024: PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's ECONOCOM en UpFront; De uitgave van 15.673,26 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgave van 23.889,42 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgaven op artikelen 7202/742-53/15 en 7201/742-53/15 te financieren door een subsidie;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma's ECONOCOM en UpFront;

De uitgave van 15.673,26 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7202/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgave van 23.889,42 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7201/742-53/15 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgaven op artikelen 7202/742-53/15 en 7201/742-53/15 te financieren door een subsidie.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

36 Informatique – Acquisition de matériel informatique et téléphonique – Bibliothèque FR – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 §3 ;

Vu sa décision du 2 mars 2010 relative à la Convention de mandat n° CM1008 entre le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise et l'Administration communale de Forest, basée sur l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (« L'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents peut, dans l'intérêt général, faire l'objet d'un marché unique attribué par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée, dans les conditions déterminées par la loi. Les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui interviendra, en leur nom collectif, à l'attribution et à l'exécution du marché ») ;

Vu l'article 1er de la Convention de mandat disposant ce qui suit : « L'Administration communale de Forest désigne PARADIGM comme mandataire appelé à intervenir en son nom et pour son compte à l'attribution et à l'exécution des marchés publics, cités ci-dessous, de telle manière que PARADIGM soit l'autorité compétente à traiter avec les soumissionnaires;

Il s'agit notamment des marchés publics suivants :

Le marché relatif à l'acquisition et l'installation de matériels informatiques et de logiciels y afférents » ;

Vu la liste des prix du matériel offert par PARADIGM pour l'année 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel informatique ;

Considérant que la dépense est dès lors estimée comme suit :

Pour le service de la BIBLIOTHEQUE FR 7671/742-53/05

Quantité	Libellé	Prix HTVA X Qtité	Adjudicataire
9	iPad + housse	3.475,53 €	ECONOCOM
TOTAL		3.475,53 €	
TOTAL + TVA		4.205,40 €	

Vu que les crédits sont disponibles pour les achats informatiques à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 24 octobre 2024 : De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme ECONOCOM ; D'inscrire la dépense de 4.205,40 € (TVAC) à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ; De financer la dépense à l'article 7671/742-53/05 par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 24 octobre 2024 :

De désigner PARADIGM pour l'acquisition de matériel informatique et téléphonique dont le paiement des fournitures sera établi sur production des factures de la firme ECONOCOM ;

D'inscrire la dépense de 4.205,40 € (TVAC) à l'article 7671/742-53/05 du service extraordinaire du budget 2024 pour acquisition de matériel informatique ;

De financer la dépense à l'article 7671/742-53/05 par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Informatica – Aankoop van informatica- en telefoniemateriaal – FR bibliotheek – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid de artikelen 234 §3 en 236 §3;

Gelet op zijn beslissing van 2 maart 2010 betreffende de Mandaatovereenkomst nr. CM1008 tussen het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest (CIBG) en het Gemeentebestuur van Vorst, gebaseerd op artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ("De gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten voor rekening van verschillende aanbestedende overheden kan, in het algemeen belang, worden samengevoegd in één enkele opdracht, die bij aanbesteding, door offerteaanvraag of bij onderhandelingsprocedure wordt gegund, onder de voorwaarden bepaald in de wet. De betrokken personen duiden de overheid aan die, of het orgaan dat, in hun gezamenlijke naam, bij de gunning en de uitvoering van de opdracht zal optreden.");

Gelet op artikel 1 van de Mandaatovereenkomst, dat het volgende bepaalt: "Het Gemeentebestuur van Vorst stelt PARADIGM aan als mandataris die geacht wordt in zijn naam en voor zijn rekening tussen te komen bij de toewijzing en de uitvoering van de hieronder genoemde overheidsopdrachten, en wel zo dat PARADIGM de instantie is die bevoegd is om met de inschrijvers om te gaan.

Het gaat met name over de volgende overheidsopdrachten:

De opdracht met betrekking tot de aankoop en de installatie van informaticamateriaal en de eraan gekoppelde software";

Gelet op de prijslijst van het door PARADIGM aangeboden materiaal voor het jaar 2024;

Overwegende dat er informaticamateriaal moet worden aangekocht;

Overwegende dat de uitgave derhalve als volgt wordt geraamd:

Voor de dienst FR BIBLIOTHEEK 7671/742-53/05

Hoeveelheid	Omschrijving	Prijs excl. btw X hoeveelheid	Opdrachtnemer
-------------	--------------	-------------------------------	---------------

9	iPad + hoes	3.475,53 €	ECONOCOM
TOTAAL		3.475,53 €	
TOTAAL incl. btw		4.205,40 €	

Gelet op het feit dat er kredieten beschikbaar zijn voor informatica-aankopen op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024 : PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma ECONOCOM; De uitgave van 4.205,40 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal; De uitgave op artikel 7671/742-53/05 te financieren door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 24 oktober 2024:

PARADIGM aan te stellen voor de aankoop van informatica- en telefoniemateriaal waarvoor de betaling van de leveringen opgemaakt zal worden op voorlegging van de facturen van de firma ECONOCOM;

De uitgave van 4.205,40 € (incl. btw) in te schrijven op artikel 7671/742-53/05 van de buitengewone dienst van de begroting 2024 voor aankoop van informaticamateriaal;

De uitgave op artikel 7671/742-53/05 te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Instruction publique - Openbaar onderwijs

37 **Instruction publique – Académie – Instruments de musique – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant la nécessité de renouveler le parc d'instruments de l'Académie ;

Considérant le descriptif technique relatif au marché « Instruments de musique » établi par le service

de l'Instruction publique, joint en annexe ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 23.268 euros TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché en tant que marché public de faible montant ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses sont inscrits à l'article budgétaire 734/744-51/96 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Instruments de musique » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 23.268 euros TVAC et inscrit à l'article budgétaire 734/744-51/96 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 7 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Instruments de musique » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 23.268 euros, TVAC et inscrit à l'article budgétaire 734/744-51/96 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Openbaar onderwijs – Academie – Muziekinstrumenten – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de noodzaak om de instrumenten van de Academie te vernieuwen;

Overwegende de technische beschrijving met betrekking tot de opdracht "Muziekinstrumenten"

opgesteld door de dienst Openbaar Onderwijs, als bijlage;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 23.268 euro incl. btw;

Overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen als overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de kredieten voor deze uitgaven ingeschreven zijn op begrotingsartikel 734/744-51/96 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Muziekinstrumenten" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 23.268 euro incl. btw en ingeschreven op begrotingsartikel 734/744-51/96 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Muziekinstrumenten" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 23.268 euro incl. btw en ingeschreven op begrotingsartikel 734/744-51/96 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

38 Instruction publique – Achat robots de codage – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est

inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant l'intérêt de l'apprentissage du numérique à travers l'utilisation de robots de codage pour les élèves de la 3ème primaire à la 6ème primaire ;

Considérant la demande des écoles francophones d'acheter 2 « Osmo coding Starter Kit » et 2 « Osmo Little Genius Starter Kit » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de robots de codage » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 500 euros HTVA et inscrit à l'article budgétaire 7201/742- 53/15 (financement par subside) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de robots de codage » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 500 euros HTVA et inscrit à l'article budgétaire 7201/742- 53/15 (financement par subside) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Openbaar Onderwijs – Aankoop van programmeerbare robots – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis wordt gesteld van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende het belang om digitale skills te verwerven aan de hand van programmeerbare robots voor de leerlingen van het 3e tot het 6e leerjaar;

Gelet op de vraag van de Franstalige scholen om 2 “Osmo Coding Starter Kit” en 2 “Osmo Little

Genius Starter Kit” aan te kopen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van programmeerbare robots" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 500 euro excl. btw en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/742-53/15 (financiering door subsidie) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (de raming excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop van programmeerbare robots" via de procedure van de overheidsopdracht van beperkte waarde voor een geraamd bedrag van 500 euro excl. btw en ingeschreven op begrotingsartikel 7201/742-53/15 (financiering door subsidie) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

39 Personnel – Statut administratif – Carrière accélérée – Abrogation.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 119 et 145 §1er ;

Vu le statut administratif de l’administration communale, adopté par le Conseil communal en séance du 3 juillet 2018, notamment l’article 4.7 §2, qui prévoit qu’un « membre du personnel peut, en suivant une formation professionnelle complémentaire, faire une carrière accélérée valorisée financièrement » ;

Considérant, d’une part, que suite à la décision en séance du 19 novembre 2024 de mettre en

extinction la valorisation pécuniaire accordée aux agents de l'administration en cas de réussite d'années d'études pour certaines formations, la valorisation pécuniaire possible en cas de formation professionnelle n'est plus d'actualité ;

Considérant, d'autre part, que la carrière accélérée n'est plus prévue dans la « nouvelle Charte sociale », notamment l'arrêté du gouvernement de Bruxelles-Capitale du 4 mai 2017 fixant les dispositions générales en matière de statut pécuniaire et d'échelles de traitement du personnel communal ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu d'abroger la disposition susmentionnée, sans pour autant remettre en cause les acquis des agents déjà bénéficiant de cette carrière accélérée ;

Vu le protocole d'accord n° 507 intervenu en date du 2 septembre 2024 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

DECIDE,

Modifier l'article 4.7 §2 du statut administratif de l'administration communale comme suit :

Ancienne version :

§2 Un membre du personnel peut, en suivant une formation professionnelle complémentaire, faire une carrière accélérée valorisée financièrement. Ceci ne le dispense pas de la formation continuée propre à son niveau.

Nouvelle version :

§2 Un membre du personnel peut, en suivant une formation professionnelle complémentaire, faire une carrière accélérée valorisée financièrement. Ceci ne le dispense pas de la formation continuée propre à son niveau.

Néanmoins, cette carrière accélérée valorisée financièrement n'est plus accordée pour les années d'étude pour lesquels l'agent se serait inscrit au-delà de la date du 30 novembre 2024 ni aux agents entrant en service au-delà de cette date et ayant, avant leur entrée en service, obtenu un des diplômes listés exhaustivement au point 1^{er} du chapitre F. « Valorisation pécuniaire » du titre III « Allocations et suppléments » du statut pécuniaire de l'administration communale ou suivi avec fruit certaines années d'études pour l'obtention desdits diplômes.

Les agents en service au 1^{er} décembre 2024 et ayant réussi avant cette date avec fruit une des formations professionnelles mentionnés exhaustivement au point 1^{er} du chapitre F. « Valorisation pécuniaire » du titre III « Allocations et suppléments » du statut pécuniaire de l'administration communale maintiennent le bénéfice d'une carrière accélérée valorisée pécuniairement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Personeel – Administratief statuut – Versnelde loopbaan – Afschaffing.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 119 en 145 §1;

Gelet op het administratief statuut van het gemeentebestuur, aangenomen door de Gemeenteraad in zitting van 3 juli 2018, inzonderheid artikel 4.7 §2 dat "Een personeelslid [...] door een aanvullende professionele vorming te volgen een versnelde loopbaan [kan] doorlopen die ook op financieel gebied tot uiting komt";

Overwegende enerzijds dat de geldelijke valorisatie die mogelijk was in het geval van professionele vorming ten gevolge van de beslissing in zitting van 19 november 2024 om de geldelijke valorisatie die wordt toegekend aan personeelsleden van het gemeentebestuur wanneer zij met vrucht jaren van

bepaalde vormingen afleggen te laten uitdoven, niet langer van toepassing is;

Overwegende anderzijds dat de versnelde loopbaan niet langer voorzien wordt in het “nieuwe Sociale Handvest”, inzonderheid het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 mei 2017 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is voormelde bepaling af te schaffen, zonder evenwel de verworvenheden van de personeelsleden die reeds van deze versnelde loopbaan genieten in het gedrang te brengen;

Gelet op protocolakkoord nr. 507 gesloten op 2 september 2024 tussen de representatieve vakorganisaties en de gemeentelijke overheid;

BESLIST

Artikel 4.7 §2 van het administratief statuut van het gemeentebestuur als volgt te wijzigen:

Oude versie:

§2 Een personeelslid kan door een aanvullende professionele vorming te volgen een versnelde loopbaan doorlopen die ook op financieel gebied tot uiting komt. Dat betekent echter niet dat hij vrijgesteld is van de doorlopende vorming die aan zijn niveau eigen is.

Nieuwe versie:

§2 Een personeelslid kan door een aanvullende professionele vorming te volgen een versnelde loopbaan doorlopen die ook op financieel gebied tot uiting komt. Dat betekent echter niet dat hij vrijgesteld is van de doorlopende vorming die aan zijn niveau eigen is.

Deze versnelde loopbaan die financieel tot uiting komt wordt echter niet langer toegekend voor die studiejaren waarvoor de personeelsleden zich na 30 november 2024 hebben ingeschreven, noch aan de personeelsleden die na die datum in dienst treden en die voorafgaand aan hun indiensttreding een van de diploma's die exhaustief worden opgesomd in punt 1 van hoofdstuk F 'Geldelijke valorisatie' van titel III 'Toelagen en supplementen' van het geldelijk statuut van het gemeentebestuur hebben behaald of met vrucht bepaalde studiejaren hebben gevolgd met het oog op het behalen van voormelde diploma's.

De personeelsleden die in dienst zijn op 1 december 2024 en die voor die datum met vrucht geslaagd zijn voor een van de professionele vormingen die exhaustief worden opgesomd in punt 1 van hoofdstuk F 'Geldelijke valorisatie' van titel III 'Toelagen en supplementen' van het geldelijk statuut van het gemeentebestuur, behouden het voordeel van een financieel tot uiting komende versnelde loopbaan.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

40 Marchés publics – MP-2024-S-036 bis – Entretien des fontaines publiques (2024-2026) –

Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant la nécessité d'entretenir les fontaines publiques afin d'assurer leur bon fonctionnement ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 29.752,06 hors TVA ou € 36.000,00, 21% TVA comprise, soit une dépense annuelle de € 12.000,00 TTC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-036 bis - Entretien des fontaines publiques (2024-2026)», pour un montant estimé de ce marché s'élève à € 29.752,06 hors TVA ou € 36.000,00, 21% TVA comprise, soit une dépense annuelle de € 12.000,00 TTC, que le crédit permettant à cette dépense est inscrit à l'article 421/124-06/91 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 et fera l'objet d'une proposition au conseil communal pour les exercices 2025 et 2026 ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure par procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-S-036 bis - Entretien des fontaines publiques (2024-2026)», pour un montant estimé de ce marché s'élève à € 29.752,06 hors TVA ou € 36.000,00, 21% TVA comprise, soit une dépense annuelle de € 12.000,00 TTC, que le crédit permettant à cette dépense est inscrit à l'article 421/124-06/91 du service ordinaire du budget de l'exercice 2024 et fera l'objet d'une proposition au conseil communal pour les exercices 2025 et 2026.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-036 bis – Onderhoud van de openbare fontainen (2024-2026) – Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat openbare fonteinën onderhouden moeten worden om de goede werking ervan te waarborgen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 29.752,06 € excl. btw of 36.000,00 € incl. 21% btw, zijnde een jaarlijkse uitgave van 12.000,00 € alle belastingen inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-S-036 bis – Onderhoud van de openbare fonteinën (2024-2026)", voor een geraamd bedrag van 29.752,06 € excl. btw of 36.000,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde een jaarlijkse uitgave van 12.000,00 €, alle heffingen inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 421/124-06/91 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024, en een voorstel zal worden voorgelegd aan de Gemeenteraad voor 2025 en 2026;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-S-036 bis – Onderhoud van de openbare fonteinën (2024-2026)", voor een geraamd bedrag van 29.752,06 € excl. btw of 36.000,00 €, 21% btw inbegrepen, zijnde een jaarlijkse uitgave van 12.000,00 €, alle heffingen inbegrepen, waarbij het krediet voor deze uitgave ingeschreven wordt op artikel 421/124-06/91 van de gewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024, en een voorstel zal worden voorgelegd aan de Gemeenteraad voor 2025 en 2026.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

41 **Marchés publics – MP-2024-S-033 – Levé géomètre – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences

du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 2.479,34 hors TVA ou € 3.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-S-033 - Levé géomètre», pour un montant estimé € 2.479,34 hors TVA ou € 3.000,00, 21% TVA comprise et que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/747-60/30 du budget extraordinaire de l'exercice 2024;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-S-033 - Levé géomètre», pour un montant estimé € 2.479,34 hors TVA ou € 3.000,00, 21% TVA comprise et que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 421/747-60/30 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 et financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-033 – Opmeting landmeter – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels

van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 2.479,34 € excl. btw of 3.000,00 €, incl. 21% btw;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-033 - Opmeting landmeter”, voor een geraamd bedrag van 2.479,34 € excl. btw of 3.000,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor de uitgave ingeschreven wordt op artikel 421/747-60/30 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-033 - Opmeting landmeter”, voor een geraamd bedrag van 2.479,34 € excl. btw of 3.000,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor de uitgave ingeschreven wordt op artikel 421/747-60/30 van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

C'est pourquoi la levée de géomètres ? Est-ce lié aux venelles du côté verrerie ?

Réponse de Mme PÈRE : Ce sont des mesures pour les voiries

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Est-ce lié aux venelles du côté verrerie ? Est-ce que c'est lié à savoir ce qui appartient à la commune ou à d'autres propriétaires éventuellement ou si c'était juste des relevés de voirie ?

Réplique de Mme Père :

Je n'ai plus les voiries dans mes compétences, Mme Flamme pourra vous répondre par écrit.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Waarom de opmeting door landmeter? Houdt het verband met de steegjes aan de kant van de Glasblazerij?

Antwoord van mevrouw PÈRE Het zijn maatregelen voor de wegen.

Repliek van de heer LOEWENSTEIN

Houdt het verband met de steegjes aan de kant van de Glasblazerij? Is het om te weten wat van de gemeente of eventueel van andere eigenaars is, of was het gewoon opmeting van de wegen?

Repliek van mevrouw PERE

Wegen behoren niet meer tot mijn bevoegdheid, dus mevrouw Flamme zal u schriftelijk kunnen antwoorden.

42 **Marchés publics - MP-2024-F-038 BIS - Hôtel Communal de Forest : fourniture et placement des stores - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que l'Hôtel communal bénéficie des grandes ouvertures sur toutes les façades ; que cela contribue à une surchauffe des locaux, qu'afin d'améliorer cette situation, il est nécessaire de placer des stores ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 137.576,00 hors TVA (option exigée incluse) ou € 166.466,96, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-038 BIS - Hôtel Communal de Forest : fourniture et placement des stores», pour un montant estimé à € 137.576,00 hors TVA (option exigée incluse) ou € 166.466,96, 21% TVA comprise, que le crédit

permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt à charge de la commune;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 14 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-038 BIS - Hôtel Communal de Forest : fourniture et placement des stores», pour un montant estimé à € 137.576,00 hors TVA (option exigée incluse) ou € 166.466,96, 21% TVA comprise, que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-038 BIS – Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van zonwering – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Overwegende dat het gemeentehuis aan alle kanten grote ramen heeft; dat dit tot oververhitting van de lokalen leidt; dat het om deze situatie te verbeteren noodzakelijk is om zonwering te plaatsen;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 137.576,00 € excl. btw (vereiste optie inbegrepen) of 166.466,96 € incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-F-038 BIS - Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van zonwering", voor een geraamd bedrag van 137.576,00 € excl. btw (vereiste optie inbegrepen) of 166.466,96 €, 21% btw inbegrepen; dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-F-038 BIS - Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van zonwering", voor een geraamd bedrag van 137.576,00 € excl. btw (vereiste optie inbegrepen) of 166.466,96 €, 21% btw inbegrepen; dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 104/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

43 **Marchés publics - MP-2024-F-047 - Fourniture et pose de luminaires pour les bureaux des échevins - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant que l'hôtel communal de Forest est classé depuis 1992 ;

Considérant que les travaux de rénovation intérieure (phase 2) ont été terminés en juin 2024 et que le bâtiment est occupé depuis juillet 2024 ;

Considérant que les bureaux d'échevin n'ont pas été équipés de luminaires pendant la phase 2 des travaux ; que l'éclairage actuel est assuré par une ampoule au plafond ; que cet éclairage est insuffisant et ne convient pas au caractère classé du bâtiment ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 39.669,42 hors TVA ou € 48.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-047 - Fourniture et pose de luminaires pour les bureaux des échevins», pour un montant estimé à € 39.669,42 hors TVA ou € 48.000,00, 21% TVA comprise, que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/723-60/ - /64 (HCF : Travaux supplémentaires) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt à charge de la commune;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-047 - Fourniture et pose de luminaires pour les bureaux des échevins», pour un montant estimé à € 39.669,42 hors TVA ou € 48.000,00, 21% TVA comprise, que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 104/723-60/ - /64 (HCF : Travaux supplémentaires) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-047 – Levering en plaatsing van verlichting in de schepenkantoren – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat het gemeentehuis van Vorst sinds 1992 beschermd is;

Overwegende dat de binnenrenovatie (fase 2) in juni 2024 voltooid werd en dat het gebouw sinds juli 2024 in gebruik is;

Overwegende dat de schepenkantoren tijdens fase 2 van de werkzaamheden niet van verlichting werden voorzien; dat de huidige verlichting bestaat in een gloeilamp aan het plafond; dat deze verlichting ontoereikend is en ongeschikt voor een beschermd gebouw;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 39.669,42 € excl. btw of 48.000,00 €, incl. 21% btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder

voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-047 – Levering en plaatsing van verlichting in de schepenkantoren”, voor een geraamd bedrag van 39.669,42 € excl. btw of 48.000,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor de uitgave ingeschreven wordt op artikel 104/723-60/ - /64 (Gemeentehuis Vorst: bijkomende werkzaamheden) van de buitengewone dienst van de begroting 2024 en gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-047 – Levering en plaatsing van verlichting in de schepenkantoren”, voor een geraamd bedrag van 39.669,42 € excl. btw of 48.000,00 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor de uitgave ingeschreven wordt op artikel 104/723-60/ - /64 (Gemeentehuis Vorst: bijkomende werkzaamheden) van de buitengewone dienst van de begroting 2024 en gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

44 **Marchés publics – MP-2024-F-050 – Achat d'outillage (12 Lots) – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1^o a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1^o ;

Considérant qu'il est indispensable de procéder à l'acquisition d'outillage pour les services Voiries, Garage, Espaces verts, de Bâtiments et de Cimetière;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Fourniture outillage Voirie), estimé à € 8.251,54 hors TVA ou € 9.984,36, 21% TVA comprise ;
- * Lot 2 (Fourniture outillage Garage), estimé à € 5.466,73 hors TVA ou € 6.614,74, 21% TVA comprise ;
- * Lot 3 (Boulonneuse pour le Garage), estimé à € 619,83 hors TVA ou € 749,99, 21% TVA comprise ;
- * Lot 4 (Fourniture outillage Espaces verts), estimé à € 12.230,58 hors TVA ou € 14.799,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 5 (Nettoyeur injection – extraction pour le service des espaces verts), estimé à € 702,48 hors TVA ou € 850,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 6 (Fourniture outillage Bâtiment), estimé à € 413,22 hors TVA ou € 500,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 7 (Achat d'outillage pour service bâtiment), estimé à € 9.245,95 hors TVA ou € 11.187,60, 21% TVA comprise ;
- * Lot 8 (Achat d'outillage pneumatique pour bâtiments), estimé à € 495,87 hors TVA ou € 600,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 9 (Cintreuse pour service Bâtiment), estimé à € 599,17 hors TVA ou € 725,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 10 (cabines de sablage), estimé à € 2.330,58 hors TVA ou € 2.820,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 11 (pulvérisateur portatif airless pour service Bâtiment), estimé à € 1.239,67 hors TVA ou € 1.500,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 12 (Fourniture outillage Cimetière), estimé à € 16.316,52 hors TVA ou € 19.742,99, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 57.912,14 hors TVA ou € 70.073,68, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-050 - Achat d'outillage (12 Lots)», pour un montant global estimé à € 57.912,14 hors TVA ou € 70.073,68, 21% TVA comprise et que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 de la manière suivante :

- Bâtiments : 8.500,00 € + 8.500,00 € (le crédit permettant cette dépense supplémentaire de 8.500,00 € a été demandé lors des MB 3), 138/744-98/03 (Lots 6, 7, 8, 9, 10, 11),
- Garage : 7.500,00 €, 136/744-51/-/30 (Lots 2 et 3),
- Voirie : 10.000,00 €, 421/744-98/-/30 (Lot 1),
- Espaces verts : 15.750,00 €, 766/744-98/-/38 (Lots 4 et 5),
- Cimetière: 20.000,00 €, 878/744-51/11 (Lot 12) ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-F-050 - Achat d'outillage (12 Lots)», pour un montant global estimé à € 57.912,14 hors TVA ou € 70.073,68, 21% TVA comprise, réparti comme suit:

- * Lot 1 (Fourniture outillage Voirie), estimé à € 8.251,54 hors TVA ou € 9.984,36, 21% TVA comprise ;
- * Lot 2 (Fourniture outillage Garage), estimé à € 5.466,73 hors TVA ou € 6.614,74, 21% TVA comprise ;
- * Lot 3 (Boulonneuse pour le Garage), estimé à € 619,83 hors TVA ou € 749,99, 21% TVA comprise ;

- * Lot 4 (Fourniture outillage Espaces verts), estimé à € 12.230,58 hors TVA ou € 14.799,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 5 (Nettoyeur injection – extraction pour le service des espaces verts), estimé à € 702,48 hors TVA ou € 850,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 6 (Fourniture outillage Bâtiment), estimé à € 413,22 hors TVA ou € 500,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 7 (Achat d'outillage pour service bâtiment), estimé à € 9.245,95 hors TVA ou € 11.187,60, 21% TVA comprise ;
- * Lot 8 (Achat d'outillage pneumatique pour bâtiments), estimé à € 495,87 hors TVA ou € 600,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 9 (Cintreuse pour service Bâtiment), estimé à € 599,17 hors TVA ou € 725,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 10 (cabines de sablage), estimé à € 2.330,58 hors TVA ou € 2.820,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 11 (pulvérisateur portatif airless pour service Bâtiment), estimé à € 1.239,67 hors TVA ou € 1.500,00, 21% TVA comprise ;
- * Lot 12 (Fourniture outillage Cimetière), estimé à € 16.316,52 hors TVA ou € 19.742,99, 21% TVA comprise.

Que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux articles du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 de la manière suivante :

- Bâtiments : 8.500,00 € + 8.500,00 € (le crédit permettant cette dépense supplémentaire de 8.500,00 € a été demandé lors des MB 3), 138/744-98/03 (Lots 6, 7, 8, 9, 10, 11),
- Garage : 7.500,00 €, 136/744-51/-/30 (Lots 2 et 3),
- Voirie : 10.000,00 €, 421/744-98/-/30 (Lot 1),
- Espaces verts : 15.750,00 €, 766/744-98/-/38 (Lots 4 et 5),
- Cimetière: 20.000,00 €, 878/744-51/11 (Lot 12).

Que la dépense sera financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-050 – Aankoop van gereedschap (12 percelen) – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de aankoop van gereedschap voor de diensten Wegen, Garage, Groene Ruimten, Gebouwen en Begraafplaats;

Overwegende dat deze opdracht in percelen is opgedeeld:

- * Perceel 1 (Levering gereedschap voor Wegen), geraamd op € 8.251,54 excl. btw of € 9.984,36, incl. 21% btw;
- * Perceel 2 (Levering gereedschap voor Garage), geraamd op € 5.466,73 excl. btw of € 6.614,74, incl. 21% btw;
- * Perceel 3 (Schroefmachine voor Garage), geraamd op € 619,83 excl. btw of € 749,99, 21% incl. btw;
- * Perceel 4 (Levering gereedschap voor Groene Ruimten), geraamd op € 12.230,58 excl. btw of € 14.799,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 5 (Sproei-extractiereiniger voor Groene Ruimten), geraamd op € 702,48 excl. btw of € 850,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 6 (Levering gereedschap voor Gebouwen), geraamd op € 413,22 excl. btw of € 500,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 7 (Aankoop gereedschap voor Gebouwen), geraamd op € 9.245,95 excl. btw of € 11.187,60, incl. 21% btw;
- * Perceel 8 (Aankoop pneumatisch gereedschap voor Gebouwen), geraamd op € 495,87 excl. btw of € 600,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 9 (Metaalbuigmachine voor Gebouwen), geraamd op € 599,17 excl. btw of € 725,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 10 (Zandstraalmachine), geraamd op € 2.330,58 excl. btw of € 2.820,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 11 (handheld airless spuittoestel voor Gebouwen), geraamd op € 1.239,67 excl. btw of € 1.500,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 12 (Levering gereedschap voor Begraafplaats), geraamd op € 16.316,52 excl. btw of € 19.742,99, incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 57.912,14 € excl. btw of 70.073,68 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-050 - Aankoop van gereedschap (12 percelen)”, voor een geraamd bedrag van 57.912,14 € excl. btw of 70.073,68 € 21 % btw inbegrepen, en dat het krediet voor deze uitgave als volgt ingeschreven wordt op de artikelen van de buitengewone dienst van de begroting 2024:

- Gebouwen: 8.500,00 € + 8.500,00 € (het krediet voor deze bijkomende uitgave van 8.500,00 € werd gevraagd bij BW 3), 138/744-98/03 (Percelen 6, 7, 8, 9, 10 en 11);
- Garage: 7.500,00 €, 136/744-51/-/30 (Percelen 2 en 3);
- Wegen: 10.000,00 €, 421/744-98/-/30 (Perceel 1);
- Groene ruimten: 15.750,00 €, 766/744-98/-/38 (Percelen 4 en 5);
- Begraafplaats: 20.000,00 €, 878/744-51/11 (Perceel 12);

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-050 - Aankoop van gereedschap (12 percelen)”, voor een geraamd bedrag van 57.912,14 € excl. btw of 70.073,68 € 21 % btw inbegrepen, verdeeld als volgt:

- * Perceel 1 (Levering gereedschap voor Wegen), geraamd op € 8.251,54 excl. btw of € 9.984,36, incl. 21% btw;

- * Perceel 2 (Levering gereedschap voor Garage), geraamd op € 5.466,73 excl. btw of € 6.614,74, incl. 21% btw;
- * Perceel 3 (Schroefmachine voor Garage), geraamd op € 619,83 excl. btw of € 749,99, incl. 21% btw
- * Perceel 4 (Levering gereedschap voor Groene Ruimten), geraamd op € 12.230,58 excl. btw of € 14.799,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 5 (Sproei-extractiereiniger voor Groene Ruimten), geraamd op € 702,48 excl. btw of € 850,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 6 (Levering gereedschap voor Gebouwen), geraamd op € 413,22 excl. btw of € 500,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 7 (Aankoop gereedschap voor Gebouwen), geraamd op € 9.245,95 excl. btw of € 11.187,60, incl. 21% btw;
- * Perceel 8 (Aankoop pneumatisch gereedschap voor Gebouwen), geraamd op € 495,87 excl. btw of € 600,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 9 (Metaalbuigmachine voor Gebouwen), geraamd op € 599,17 excl. btw of € 725,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 10 (Zandstraalmachine), geraamd op € 2.330,58 excl. btw of € 2.820,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 11 (handheld airless spuittoestel voor Gebouwen), geraamd op € 1.239,67 excl. btw of € 1.500,00, incl. 21% btw;
- * Perceel 12 (Levering gereedschap voor Begraafplaats), geraamd op € 16.316,52 excl. btw of € 19.742,99, incl. 21% btw;

Dat het krediet voor deze uitgave als volgt ingeschreven wordt op de artikelen van de buitengewone dienst van de begroting 2024:

- Gebouwen: 8.500,00 € + 8.500,00 € (het krediet voor deze bijkomende uitgave van 8.500,00 € werd gevraagd bij BW 3), 138/744-98/03 (Percelen 6, 7, 8, 9, 10 en 11);
- Garage: 7.500,00 €, 136/744-51/-/30 (Percelen 2 en 3);
- Wegen: 10.000,00 €, 421/744-98/-/30 (Perceel 1);
- Groene ruimten: 15.750,00 €, 766/744-98/-/38 (Percelen 4 en 5);
- Begraafplaats: 20.000,00 €, 878/744-51/11 (Perceel 12);

Dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

45 **Marchés publics – MP-2024-F-052 – Hôtel communal de Forest: fourniture et pose de film type sablé – Approbation des conditions et de la procédure de passation – Application de l’article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment

l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ; En application de l'article 6 §5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché : 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 120,127 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'afin de préserver l'intimité dans des espaces comme les sanitaires et les vestiaires, le verre doit être matifié via l'acquisition et la pose de film type sablé;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 1.080,00 hors TVA ou € 1.306,80, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-F-052 – Hôtel communal de Forest: fourniture et pose de film type sablé», pour un montant estimé de € 1.080,00 hors TVA ou € 1.306,80, 21% TVA comprise et que le crédit permettant cette dépense a été demandé à l'article 104/723-60/ - /64 (HCF : Travaux supplémentaires) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-F-052 – Hôtel communal de Forest: fourniture et pose de film type sablé», pour un montant estimé de € 1.080,00 hors TVA ou € 1.306,80, 21% TVA comprise et que le crédit permettant cette dépense a été demandé à l'article 104/723-60/ - /64 (HCF : Travaux supplémentaires) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-F-052 – Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van inkijskerende folie – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid

artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen; In toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, zijn de volgende artikelen van toepassing op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 120,127;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat om de privacy in ruimten zoals toiletten en vestiaires te vrijwaren, het glas moet worden gematteerd via de aankoop en plaatsing van inkijkwerende folie;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 1.080,00 € excl. btw of 1.306,80 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat er voorgesteld wordt de opdracht te gunnen via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-052 – Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van inkijkwerende folie”, voor een geraamd bedrag van 1.080,00 € excl. btw of 1.306,80 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor de uitgave werd gevraagd op artikel 104/723-60/ - /64 (Gemeentehuis Vorst: bijkomende werkzaamheden) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de procedure via aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-F-052 – Gemeentehuis van Vorst: levering en plaatsing van inkijkwerende folie”, voor een geraamd bedrag van 1.080,00 € excl. btw of 1.306,80 €, 21% btw inbegrepen, waarbij het krediet voor de uitgave werd gevraagd op artikel 104/723-60/ - /64 (Gemeentehuis Vorst: bijkomende werkzaamheden) van de buitengewone dienst van de begroting 2024 en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

46 **Marchés publics – MP-2024-T-016 – Réaménagement de l’avenue de la Verrerie – Révision du montant de l’estimation.**

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 16 juillet 1998 concernant l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public relatifs aux espaces publics, aux bâtiments et à

l'assainissement sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les arrêtés d'exécution de ladite ordonnance datés également du 16 juillet 1998, en particulier celui relatif aux modalités de présentation du programme triennal d'investissements ainsi que celui qui détermine les initiatives d'intérêt régional susceptibles d'émarger à la dotation triennale du développement et les projets d'investissements susceptibles d'être subsidiés à taux majorés ;

Considérant que la quote-part de la dotation triennale allouée à la commune pour les années 2022-2024 est de 944.471,00 € ;

Vu la délibération du Conseil Communal en sa séance du 18 octobre 2022 décidant :

- D'arrêter le programme triennal d'investissements pour les années 2022-2024, compte tenu de la quote-part de 944.471,00 € attribuée à la commune par la dotation régionale ;
- D'affecter la dotation triennale d'investissement issue du programme triennal d'investissement 2022-2024 au Réaménagement de l'avenue de la Verrerie 2ème partie (entre Neerstalle et Fléron) et rue Bonnes-Mères - Budget tels que mentionné dans le programme triennal d'investissements joint au dossier et d'inscrire les deux autres projets en réserve ;

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que ce marché est divisé en tranches :

* Tranche ferme : Voirie axe principal (Estimé à 1.097.199,10 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 1.327.610,91 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 1 : TC1 Clos (Estimé à 254.169,26 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 307.544,80 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 2 : TC2 Mobilier (Estimé à 78.312,70 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 94.758,37 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 3: TC3 Plantations (Estimé à 168.610,55 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 204.018,77 €, TTC) ;

Considérant que les travaux relatifs à la tranche ferme (Voirie axe principal) comportent deux parties distinctes financés sur des articles budgétaires distincts :

- les travaux de voirie proprement dit, estimé à 1.033.057,85 € HTVA, 15% révision des prix

comprises ou 1.250.000,00 €, TTC ;

- la partie « Ludicité », estimé à 64.141,25 € HTVA, 15% révision des prix comprises ou 77.610,91 €, TTC ;

Considérant qu'en application de l'article 38 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, les documents du marché prévoient une clause de réexamen portant sur la réalisation du tronçon supplémentaire, non prévu dans le descriptif actuel, allant du square Toinon à la rue Louis Lumière. Ce tronçon d'une surface de 1.286 m² est estimé à 500.000, 00 € TTC. Cette modification serait apportée au cas où de nouveaux financements seraient octroyés durant la période d'exécution des travaux et viendraient augmenter le budget disponible ;

Considérant que le montant estimé global de ce marché s'élève à € 2.011.514,75 hors TVA, 15% révision des prix et clause de réexamen compris, soit € 2.433.932,85, TTC ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative à la tranche ferme est inscrit à l'article 421/731-60/30 (travaux de voirie proprement dit) ainsi qu'à l'article 93012/721-60/95 (partie « Ludicité ») du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 ;

Considérant que le mode de financement prévu est un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux accordé dans le cadre du plan triennal d'investissements 2022-2024 d'un montant de 944.471,00 € TTC (article de recette 421/665-52/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024) ainsi qu'un subside à 100% sur la partie « Ludicité » accordé dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 (article de recette 93012/995-52/95), le solde de la dépense étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

Considérant que les offres devaient parvenir à l'administration au plus tard le 15 octobre 2024 à 10h00 ;

Considérant que 3 offres sont parvenues ;

Considérant que pour pouvoir attribuer le marché, il y a lieu de revoir la décision du Conseil Communal du 10 septembre 2024 quant au montant de l'estimation et de le porter à :

* Tranche ferme : Voirie axe principal (Estimé à 1.039.953,93 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 1.258.344,25 €, TTC). Les travaux de voirie proprement dit sont estimés à 979.159,18 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 1.184.782,60 €, TTC ; la partie « Ludicité » est estimée à 60.794,75 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 73.561,65 €, TTC ;

* Tranche conditionnelle 1 : TC1 Clos (Estimé à 246.371,11 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 298.109,04 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 2 : TC2 Mobilier (Estimé à 74.226,82 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 89.814,45 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 3: TC3 Plantations (Estimé à 159.813,48 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 193.374,31 €, TTC) ;

Considérant que le montant réestimé global de ce marché s'élève à € 1.933.588,47 hors TVA, 9% révision des prix et clause de réexamen compris, soit € 2.339.642,05, TTC ;

DECIDE:

Art. 1 : De revoir la décision du Conseil Communal du 10 septembre 2024 quant au montant de l'estimation de le porter à :

* Tranche ferme : Voirie axe principal (Estimé à 1.039.953,93 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 1.258.344,25 €, TTC). Les travaux de voirie proprement dit sont estimés à 979.159,18 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 1.184.782,60 €, TTC ; la partie « Ludicité » est estimée à 60.794,75 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 73.561,65 €, TTC ;

* Tranche conditionnelle 1 : TC1 Clos (Estimé à 246.371,11 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 298.109,04 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 2 : TC2 Mobilier (Estimé à 74.226,82 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 89.814,45 €, TTC) ;

* Tranche conditionnelle 3 : TC3 Plantations (Estimé à 159.813,48 € HTVA, 9% révision des prix comprises ou 193.374,31 €, TTC).

Le montant estimé global de ce marché s'élève à € 1.933.588,47 hors TVA, 9% révision des prix et clause de réexamen compris, soit € 2.339.642,05, TTC.

Art. 2 : D'inscrire la dépense relative à la tranche ferme à l'article 421/731-60/30 (travaux de voirie proprement dit) ainsi qu'à l'article 93012/721-60/95 (partie « Ludicité ») du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024.

Art. 3 : De financer la dépense relative à la tranche ferme par un subside de Bruxelles Pouvoirs Locaux accordé dans le cadre du plan triennal d'investissements 2022-2024 d'un montant de 944.471.00 € TTC (article de recette 421/665-52/30) ainsi que par qu'un subside à 100% sur la partie « Ludicité » accordé dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 (article de recette 93012/995-52/95), le solde de la dépense étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Art. 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-016 – Heraanleg van de Glasblazerijlaan – Herziening van het bedrag van de raming.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut betreffende de openbare ruimten, de gebouwen en de sanering op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te moedigen;

Gelet op de uitvoeringsbesluiten van voormelde ordonnantie, eveneens van 16 juli 1998, in het bijzonder het besluit tot bepaling van de wijze van voorstelling van het driejarig investeringsprogramma evenals het besluit houdende de bepaling van de initiatieven van gewestelijk belang die in aanmerking kunnen komen voor de driejarige ontwikkelingsdotatie en van de investeringsprojecten die in aanmerking kunnen komen voor verhoogde subsidiëringspercentages;

Overwegende dat het aandeel van de driejarige dotatie toegekend aan de gemeente 944.471,00 € bedraagt voor de jaren 2022-2024;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad in zijn zitting van 18 oktober 2022, waarbij werd beslist:

- Het driejarige investeringsprogramma voor de jaren 2022-2024 vast te stellen, rekening houdend met het aandeel van 944.471,00 € toegekend aan de gemeente via de gewestdotatie;

- De investeringsdotatie uit het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 toe te wijzen aan de herinrichting van het tweede deel van de Glasblazerijlaan (tussen Neerstalle en Fléron) en de GoedeMoederstraat - Begroting zoals vermeld in het driejarig investeringsprogramma dat bij het dossier is gevoegd, en de twee andere projecten in de reserve te plaatsen;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36 en artikel 57, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat deze opdracht opgesplitst is:

- * Vast gedeelte: Hoofdweg (Geraamd op 1.097.199,10 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 1.327.610,91 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 1: VG1 Doodlopende straat (Geraamd op 254.169,26 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 307.544,80 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 2: VG2 Meubilair (Geraamd op 78.312,70 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 94.758,37 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 3: VG3 Beplanting (Geraamd op 168.610,55 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 204.018,77 €, alle belastingen inbegrepen);

Overwegende dat de werkzaamheden met betrekking tot het vaste gedeelte (Hoofdweg) uit twee afzonderlijke delen bestaan die worden gefinancierd via verschillende begrotingsartikelen:

- de eigenlijke wegenwerken, geraamd op 1.033.057,85 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 1.250.000,00 €, alle belastingen inbegrepen;

- het project "Speelvoorzieningen", geraamd op 64.141,25 € excl. btw, 15% prijsherziening inbegrepen of 77.610,91 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat in toepassing van artikel 38 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 de opdrachtdocumenten voorzien in een herzieningsclausule met betrekking tot de uitvoering van het bijkomende stuk, dat niet voorzien is in de huidige beschrijving en loopt van de Toinonsquare tot de Louis Lumièrestraat. Dit stuk met een oppervlakte van 1.286 m² wordt geraamd op 500.000,00 €, alle belastingen inbegrepen. Deze wijziging zou worden doorgevoerd indien tijdens de periode van uitvoering van de werkzaamheden nieuwe financiering zou worden toegekend en het beschikbare budget zou worden verhoogd;

Overwegende dat de globale raming van deze opdracht 2.011.514,75 € excl. btw (15% prijsherziening en herzieningsclausule inbegrepen) bedraagt of 2.433.932,85 €, alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat het krediet dat de uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte mogelijk maakt, ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 (eigenlijke wegenwerken) en op artikel 93012/721-60/95 (deel "Speelvoorzieningen") van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat de voorziene financieringswijze een subsidie is van Brussel Plaatselijke Besturen,

toegekend in het kader van het driejarige investeringsprogramma 2022-2024, die 944.471,00 € bedraagt, alle belastingen inbegrepen (artikel van ontvangst 421/665-52/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024), en een subsidie van 100% op het gedeelte "Speelvoorzieningen" toegekend in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025 (artikel van ontvangst 93012/995-52/95), waarbij het saldo van de uitgave wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente;

Overwegende dat de offertes het bestuur ten laatste op 15 oktober 2024 om 10.00 uur dienden te bereiken;

Overwegende dat er 3 offertes werden ontvangen;

Overwegende dat het om de opdracht te kunnen toewijzen, aangewezen is de beslissing van de Gemeenteraad van 10 september 2024 inzake het bedrag van de raming te herzien en het te brengen op:

- * Vast gedeelte: Hoofdweg (Geraamd op 1.039.953,93 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 1.258.344,25 €, alle belastingen inbegrepen). De eigenlijke wegenwerken worden geraamd op 979.159,18 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 1.184.782,60 €, alle belastingen inbegrepen; het project "Speelvoorzieningen" wordt geraamd op 60.794,75 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 73.561,65 €, alle belastingen inbegrepen;

- * Voorwaardelijk gedeelte 1: VG1 Doodlopende straat (Geraamd op 246.371,11 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 298.109,04 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 2: VG2 Meubilair (Geraamd op 74.226,82 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 89.814,45 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 3: VG3 Beplanting (Geraamd op 159.813,48 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 193.374,31 €, alle belastingen inbegrepen);

Overwegende dat de herziene globale raming van deze opdracht 1.933.588,47 € excl. btw (9% prijssherziening en herzieningsclausule inbegrepen) bedraagt of 2.339.642,05 €, alle belastingen inbegrepen;

BESLIST

Art. 1: De beslissing van de Gemeenteraad van 10 september 2024 inzake het bedrag van de raming te herzien en het te brengen op:

- * Vast gedeelte: Hoofdweg (Geraamd op 1.039.953,93 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 1.258.344,25 €, alle belastingen inbegrepen). De eigenlijke wegenwerken worden geraamd op 979.159,18 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 1.184.782,60 €, alle belastingen inbegrepen; het project "Speelvoorzieningen" wordt geraamd op 60.794,75 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 73.561,65 €, alle belastingen inbegrepen;

- * Voorwaardelijk gedeelte 1: VG1 Doodlopende straat (Geraamd op 246.371,11 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 298.109,04 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 2: VG2 Meubilair (Geraamd op 74.226,82 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 89.814,45 €, alle belastingen inbegrepen);

- * Voorwaardelijk gedeelte 3: VG3 Beplanting (Geraamd op 159.813,48 € excl. btw, 9% prijssherziening inbegrepen of 193.374,31 €, alle belastingen inbegrepen).

De globale raming van deze opdracht bedraagt 1.933.588,47 € excl. btw (9% prijssherziening en herzieningsclausule inbegrepen) of 2.339.642,05 €, alle belastingen inbegrepen.

Art. 2: De uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte in te schrijven op artikel 421/731-60/30 (eigenlijke wegenwerken) evenals op artikel 93012/721-60/95 (deel "Speelvoorzieningen") van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024.

Art. 3: De uitgave met betrekking tot het vaste gedeelte te financieren door een subsidie van Brussel

Plaatselijke Besturen toegekend in het kader van het driejarige investeringsprogramma 2022-2024, die 944.471.00 € bedraagt, alle belastingen inbegrepen (artikel van ontvangst 421/665-52/30) en door een subsidie van 100% op het deel "Speelvoorzieningen" toegekend in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025 (artikel van ontvangst 93012/995-52/95), waarbij het saldo van de uitgave wordt gefinancierd door een lening ten laste van de gemeente.

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

47 **Marchés publics – MP-2024-T-039 – Maillage pluie Bempt phase 2 : parc des Trois Fontaines – Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, §1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant l'opportunité de développer un maillage pluie dans le parc du Bempt ; que les étangs ont la capacité de recueillir une partie des eaux de ruissellement récoltées dans les voiries réaménagées en amont (avenues Kersbeek, Verrerie et du Bempt) ; que cet aménagement permettrait de réduire la surcharge du réseau d'égouttage et les inondations locales ; qu'une 1ère phase de travaux a été réalisée (nettoyage de l'étang, reprofilage des berges, réfection de l'ouvrage de régulation, installation de deux pontons et de clôtures autour de l'étang et végétalisation des berges) en 2023 et 2024;

Considérant qu'une seconde phase de travaux est nécessaire pour assurer la reprise des eaux récoltées en amont depuis la chaussée de Neerstalle et la connexion à l'étang du Bempt ; que les travaux seront réalisés dans le parc des Trois Fontaines inscrit comme site classé à l'inventaire du patrimoine bruxellois ; qu'ils comprennent le nettoyage et la restauration du siphon sous la chaussée de Neerstalle, l'installation d'une canalisation, l'aménagement du maillage dans le parc (noue végétalisée et caniveaux), la réfection des deux bassins, la rénovation des rocailles (pont, culées, garde-corps et massifs), et l'aménagement d'une canalisation pour l'évacuation des eaux usées de la ferme ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 120.784,00 hors TVA ou € 146.148,64,

21% TVA comprise, soit € 150.000,00, TTC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-T-039 - Maillage pluie Bempt phase 2 : parc des Trois Fontaines», pour un montant estimé € 120.784,00 hors TVA ou € 146.148,64, 21% TVA comprise, soit € 150.000,00, TTC, que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 766/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et que le mode de financement prévu est un subside des Monuments et sites à hauteur de 65% (article de recette : 766/665-52/91), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-T-039 - Maillage pluie Bempt phase 2 : parc des Trois Fontaines», pour un montant estimé € 120.784,00 hors TVA ou € 146.148,64, 21% TVA comprise, soit € 150.000,00, TTC, que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 766/725-60/91 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et que le mode de financement prévu est un subside des Monuments et sites à hauteur de 65% (article de recette : 766/665-52/91), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-039 – Regennetwerk Bempt fase 2: Park Drie Fontein – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze - Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende de mogelijkheid om een regennetwerk te ontwikkelen in het Bemptpark; dat de vijvers de capaciteit hebben om een deel van het afvloeiingswater op te vangen dat wordt opgevangen op de stroomopwaarts heraangelegde wegen (Kersbeek-, Glasblazerij- en Bemptlaan); dat deze ingreep het mogelijk zou maken om de overbelasting van het rioleringsnet en de plaatselijke overstromingen te verminderen; dat een 1e fase van de werkzaamheden werd uitgevoerd (schoonmaken van de vijver, herprofilering van de oevers, herstelling van het reguleringssysteem, installatie van twee pontons en hekken rond de vijver en begroeiing van de oevers) in 2023 en 2024;

Overwegende dat een tweede fase van de werkzaamheden noodzakelijk is om ervoor te zorgen dat het stroomopwaarts opgevangen water van de Neerstalsesteenweg en de verbinding met de vijver van de Bempt kan worden opgevangen; dat de werken worden uitgevoerd in het Park Drie Fonteinen, als beschermd landschap opgenomen in de inventaris van het Brussels erfgoed; dat ze de reiniging en de restauratie van de sifon onder de Neerstalsesteenweg, de installatie van een leiding, de inrichting van het netwerk in het park (groene wadi en goten), de herstelling van de twee bekkens, de renovatie van de rocailles (brug, landhoofden, borstweringen en massieven) en de aanleg van een leiding voor de afvoer van afvalwater van de boerderij omvatten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 120.784,00 € excl. btw of 146.148,64 € incl. 21% btw, zijnde 150.000,00 € alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-T-039 - Regennetwerk Bempt fase 2: Park Drie Fonteinen", voor een geraamd bedrag van 120.784,00 € excl. btw of 146.148,64 €, incl. 21% btw, zijnde 150.000,00 €, alle belastingen inbegrepen; dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 766/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en dat de geplande financieringswijze een subsidie van Monumenten en Landschappen van 65% is (artikel van ontvangst: 766/665-52/91), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-T-039 - Regennetwerk Bempt fase 2: Park Drie Fonteinen", voor een geraamd bedrag van 120.784,00 € excl. btw of 146.148,64 €, incl. 21% btw, zijnde 150.000,00 €, alle belastingen inbegrepen; dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven is op artikel 766/725-60/91 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2024 en dat de geplande financieringswijze een subsidie van Monumenten en Landschappen van 65% is (artikel van ontvangst: 766/665-52/91), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

48 **Marchés publics - MP-2024-T-054- Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym - Approbation des conditions et de la procédure de passation - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses

modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est nécessaire d'installer une ventilation mécanique dans la salle de gym afin de réduire le risque de condensation suite aux travaux d'isolation de la toiture ;

Considérant qu'il est actuellement impossible de ventiler la salle de gym conformément les normes en vigueur ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 140.000,00 hors TVA ou € 150.000,00, TTC (TVA et révision);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-T-054 – Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym», pour un montant estimé à € 140.000,00 hors TVA ou € 150.000,00, TTC (TVA et révision), que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024, sous réserve de l'approbation des MB 3 et que le mode de financement prévu est un subside à hauteur de 90,91% (article de recette : 7202/661-51/64), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 21 novembre 2024 faisant choix de la procédure négociée sans publication préalable comme mode de passation du marché «MP-2024-T-054 – Ecole 11A : Ventilation de la salle de gym», pour un montant estimé à € 140.000,00 hors TVA ou € 150.000,00, TTC (TVA et révision), que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 7202/724-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024, sous réserve de l'approbation des MB 3 et que le mode de financement prévu est un subside à hauteur de 90,91% (article de recette : 7202/661-51/64), le solde restant étant financé par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-T-054 – School 11A: Ventilatie van de turnzaal – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen

inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42, §1, 1^o a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1^o;

Overwegende dat het noodzakelijk is mechanische ventilatie te plaatsen in de turnzaal, om het risico op condensatie na de dakisolatie te beperken;

Overwegende dat het momenteel onmogelijk is om de turnzaal volgens de huidige normen te ventileren;

Overwegende dat deze opdracht wordt geraamd op 140.000,00 € excl. btw of 150.000,00 €, btw en herziening inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen via een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « MP-2024-T-054 - School 11A: Ventilatie van de turnzaal », voor een bedrag geraamd op 140.000,00 € excl. btw of 150.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, dat het krediet voor deze uitgaven ingeschreven is op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2024, onder voorbehoud van goedkeuring van BW 3 en dat de geplande financieringswijze een subsidie van 90,91% is (artikel van ontvangsten: 7202/661-51/64), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "MP-2024-T-054 – School 11A: Ventilatie van de turnzaal", voor een bedrag geraamd op 140.000,00 € excl. btw of 150.000,00 €, btw en herziening inbegrepen, dat het krediet voor deze uitgaven ingeschreven is op artikel 7202/724-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting 2024, onder voorbehoud van goedkeuring van BW 3 en dat de geplande financieringswijze een subsidie van 90,91% is (artikel van ontvangsten: 7202/661-51/64), waarbij het overblijvende saldo gefinancierd wordt door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §3 relatif aux compétences du collège des bourgmestre et échevins et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de € 30.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ; En application de l'article 6§5 de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, ayant été modifié par l'Arrêté Royal du 22 juin 2017, les articles ci-énumérés sont rendus applicables au présent marché :

13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 156, 160 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le Permis d'Environnement du Centre Technique de La Commune de Forest doit être régulariser;

Considérant l'obligation de réaliser un audit énergétique en vertu de l'arrêté du 08/12/2016 relatif à l'audit énergétique des grandes entreprises et l'audit énergétique du Permis d'Environnement – MB du 27/12/2016 pour la régularisation du Permis d'Environnement des bâtiments « gros consommateurs » ;

Considérant que cet audit énergétique permettra de dégager des pistes concrètes pour optimiser l'utilisation en énergie du Centre Technique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 16.528,92 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de conclure le marché via un marché public de faible montant ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-S-020 – Centre technique, sis Chaussée de Bruxelles 112 à 1190 Forest – Audit énergétique», pour un montant estimé € 16.528,92 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise et que le crédit permettant cette dépense a été demandé à l'article 138/747-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 lors des MB 3;

Considérant que le mode de financement est un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 7 novembre 2024 faisant choix de la procédure sur simple facture acceptée comme mode de passation du marché «MP-2024-S-020 – Centre technique, sis Chaussée de Bruxelles 112 à 1190 Forest – Audit énergétique», pour un montant estimé € 16.528,92 hors TVA ou € 20.000,00, 21% TVA comprise et inscrit à

l'article 138/747-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 (sous réserve de l'approbation des MB 3) et financée par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – MP-2024-S-020 – Technisch Centrum, gelegen Brusselsesteenweg 112 te 1190 Vorst – Energieaudit – Goedkeuring voorwaarden en gunningswijze – Toepassing artikel 234 §3 Nieuwe Gemeentewet – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §3 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen; In toepassing van artikel 6 §5 van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies van openbare werken, gewijzigd bij koninklijk besluit van 22 juni 2017, zijn de volgende artikelen van toepassing op deze opdracht: 13, 17, 37, 39, 44-47, 50, 51, 61-65, 156, 160;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de milieuvergunning voor het Technisch Centrum van de gemeente Vorst moet worden geregulariseerd;

Overwegende de verplichting om een energieaudit uit te voeren krachtens het besluit van 8 december 2016 betreffende de energieaudit van de grote ondernemingen en de energieaudit van de milieuvergunning (BS 27/12/2016) voor de regularisatie van de milieuvergunning van gebouwen die als grote verbruikers worden beschouwd;

Overwegende dat deze energieaudit tot concrete maatregelen zal leiden om het energieverbruik van het Technisch Centrum te optimaliseren;

Overwegende dat deze opdracht geraamd wordt op 16.528,92 € excl. btw of 20.000,00 €, 21% btw inbegrepen;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten via een overheidsopdracht van beperkte waarde;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2024 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze voor de opdracht “MP-2024-S-020 – Technisch Centrum, Brusselsesteenweg 112, 1190 Vorst – Energieaudit”, voor een geraamd bedrag van € 16.528,92 excl. btw of € 20.000,00, 21% incl. btw en dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt, werd gevraagd op artikel 138/747-60/03 van de buitengewone dienst van de

begroting voor het dienstjaar 2024 bij BW 3;

Overwegende dat de financieringswijze een lening is;

BESLIST

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen 7 november 2024 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht “MP-2024-S-020 – Technisch Centrum, Brusselsesteenweg 112, 1190 Vorst – Energieaudit”, voor een geraamd bedrag van € 16.528,92 excl. btw of € 20.000,00, 21% incl. btw en ingeschreven op artikel 138/747-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting voor het dienstjaar 2024 (onder voorbehoud van goedkeuring van BW 3) en gefinancierd met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

PRÉVENTION - PREVENTIE

Général - Algemeen

50 Prévention – EPN – Charte de l’usager – Approbation.

LE CONSEIL

Vu la volonté de la commune de structurer et de gérer efficacement l’Espace Public Numérique (EPN 2.0) pour offrir aux citoyens un environnement sécurisé et bien encadré ;

Considérant le nombre croissant de citoyens fréquentant l’EPN 2.0, ce qui nécessite une gestion rigoureuse et des règles claires et opposables pour garantir le bon fonctionnement de l’espace et le respect des usagers ;

Considérant que les règles de fonctionnement de l’EPN 2.0 sont regroupées dans un document unique, destiné à informer et encadrer les usagers sur leurs droits et devoirs au sein de cet espace ;

Attendu que le service de prévention a élaboré une charte de l’usager de l’espace public numérique "Forest 2.0", jointe en annexe ;

DÉCIDE :

1. D’approuver la charte de l’usager de l’Espace Public Numérique 2.0 (EPN 2.0) de la commune, document destiné à informer et encadrer les usagers dans leur utilisation des équipements et services numériques mis à leur disposition ;
2. D’autoriser la distribution de cette charte aux citoyens fréquentant l’EPN 2.0 lors des permanences, afin d’assurer que chaque usager ait connaissance des règles de bon usage et s’engage à les respecter.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Preventie – OCR – Charter van de gebruiker – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wens van de gemeente om de Openbare Computerruimte (OCR 2.0) efficiënt te structureren en te beheren om burgers een veilige en goed omkaderde omgeving te bieden;

Overwegende het groeiende aantal burgers dat gebruik maakt van de OCR 2.0, waardoor een strikt beheer en duidelijke, afdwingbare regels nodig zijn om de goede werking van de ruimte en het correcte gedrag van de gebruikers te waarborgen;

Overwegende dat de regels voor de werking van de OCR 2.0 opgenomen zijn in één document dat bedoeld is om de gebruikers te informeren over hun rechten en plichten, en hen te begeleiden in deze ruimte;

Overwegende dat de Preventiedienst een gebruikerscharter voor de OCR Vorst 2.0 opgesteld heeft, dat als bijlage gevoegd is;

BESLIST

1. Goedkeuring te verlenen aan het gebruikerscharter van de Openbare Computerruimte 2.0 (OCR 2.0) van de gemeente, een document dat bedoeld is om de gebruikers te informeren en te begeleiden bij hun gebruik van de ter beschikking gestelde digitale voorzieningen en diensten;
2. Toestemming geven voor de verspreiding van dit charter onder de burgers die naar de OCR 2.0 komen tijdens de permanenties, zodat elke gebruiker op de hoogte is van de regels voor goed gebruik en zich ertoe verbindt deze na te leven.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr POTELLE :

Est-ce qu'il est possible d'avoir les statistiques de fréquentation ?

Réponse de Mr SPAPENS :

Madame l'échevine reviendra vers vous avec les chiffres.

Tussenkomst van de heer POTELLE

Is het mogelijk om de statistieken over het aantal gebruikers te krijgen?

Antwoord van de heer SPAPENS

Mevrouw de schepen zal u de cijfers bezorgen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Sports - Sport

51 Sports – Infrastructures sportives – Acquisition d'un nettoyeur haute pression à eau froide – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant la nécessité pour le service des Sports de disposer d'un nettoyeur haute pression à eau froide pour pouvoir procéder à des nettoyages approfondis au sein de ses infrastructures (vestiaires, douches, matériel sportif...) mais aussi de ses extérieurs ;

Considérant que l'absence d'un tel matériel impacte négativement le bon nettoyage de matériels et d'espaces mis à disposition des usagers;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire de procéder à l'acquisition d'un nettoyeur haute pression à eau froide ;

Considérant le descriptif technique relatif au marché « Acquisition d'un nettoyeur haute pression à eau froide» établi par le service des Sports, à savoir :

- Marque : Kärcher ;
- Pression : 190 bar / Débit d'eau : min. 590 L/h / Tension : 230 V / Puissance moteur : min 2.9 kW ;
- Poids : max 28 kg ;
- Sangle de maintien pour câble électrique et rangement de la lance ;
- Pompe, arrivée d'eau et sortie haute pression en laiton afin de garantir une grande résistance aux chocs et à la corrosion ;
- Habillage anti-choc ;
- Lance dotée d'une poignée-pistolet ergonomique / équipé d'un tuyau flexible de min 15 mètres, doté d'un enrouleur de flexible ;
- Mobile / Poignée de transport intégrée située à l'avant afin de faciliter le chargement et le transport ;
- Guidon rétractable ;
- Livré complet et prêt à utilisation, frais de livraison inclus ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins des 19 septembre 2024 et 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition d'un nettoyeur haute pression à eau froide» via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 845,10 euros HTVA

ou 1022,57 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins des 19 septembre 2024 et 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition d'un nettoyeur haute pression à eau froide » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 845,10 euros HTVA ou 1022,57 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Sport – Sportinfrastructuuren – Aankoop van een koudwater-hogedrukreiniger – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende de noodzaak voor de Sportdienst om over een koudwater-hogedrukreiniger te beschikken om een grondige reiniging te kunnen uitvoeren binnen haar infrastructuuren (kleedkamers, douches, sportuitrusting, ...) maar ook van de buitenkant;

Overwegende dat de afwezigheid van dergelijke apparatuur een negatieve invloed heeft op de juiste reiniging van de uitrustingen en de ruimten die ter beschikking van de gebruikers worden gesteld;

Overwegende het feit dat het daarom noodzakelijk is om een koudwater-hogedrukreiniger aan te schaffen;

Overwegende de technische beschrijving met betrekking tot de opdracht " Aankoop van een koudwater-hogedrukreiniger", opgesteld door de Sportdienst, namelijk:

- Merk: Kärcher;
- Druk: 190 bar / Waterdebiet: min. 590 L/u / Spanning: 230 V / Motorvermogen: min. 2.9

kW;

- Max. gewicht: 28 kg;
- Bevestigingsriem voor elektriciteitskabel en opbergen van de lans;
- Messing pomp, waterinlaat en hogedrukuitlaat om een hoge schok- en corrosiebestendigheid te garanderen;
- Anti-shock behuizing;
- Lans met ergonomische pistoolgreep / uitgerust met een flexibele slang van min. 15 meter, voorzien van een slanghaspel;
- Mobiel / Geïntegreerde draagbeugel aan de voorkant voor eenvoudig laden en vervoeren;
- Intrekbaar stuur;
- Compleet en klaar voor gebruik geleverd, verzendkosten inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2024 en 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van een koudwater-hogedrukreiniger” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 845,10 euro excl. btw of 1022,57 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2024 en 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop van een koudwater-hogedrukreiniger” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 845,10 euro excl. btw of 1022,57 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant que deux des abris de touche sis sur le Complexe sportif du Bempt, sis Boulevard de la IIème Armée britannique, 600 à 1190 Forest, sont hors service ;

Considérant que cette situation impacte négativement le bon déroulement des entraînements et des matchs de football qui se déroulent au sein de cette infrastructure ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition et au placement d'un abri de touche ;

Considérant le descriptif technique relatif au marché « Acquisition et placement d'un abri de touche réglementaire complet » établi par le service des Sports, à savoir :

1 abri de touche répondant aux caractéristiques suivantes :

- Matériel : cadre en aluminium entièrement soudé et plastifié blanc 40 x 40 ;
- Dimensions conformes aux normes de la Fédération de football (200 cm de hauteur et 400 cm de longueur) ;
- Assises lisses en aluminium renforcé ;
- Protections arrières (« anti- choc », résistantes aux rayonnements UV, en polycarbonate 6mm alvéolés, côtés transparents en PETG 2 mm) ;
- 4 points d'ancrage fixes compris ;
- Frais de livraison et de placement inclus ;
- Prise en charge (évacuation) du matériel en place

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins des 19 septembre 2024, 7 et 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition et placement d'un abri de touche réglementaire complet » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3306,50 euros HTVA ou 4000,87 euros TVAC et inscrit à l'article budgétaire 764/744-51/26 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins des 19 septembre 2024, 7 et 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Acquisition et placement d'un abri de touche réglementaire complet » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 3306,50 euros HTVA ou 4000,87 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Sport – Sportcomplex van de Bempt – Aankoop en plaatsing van een volledige en gereglementeerde dug-out – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende het feit dat twee dug-outs in het Sportcomplex van de Bempt, gelegen aan de Brits Tweedelegerlaan 600 in 1190 Vorst, buiten gebruik zijn;

Overwegende dat deze situatie een negatieve invloed heeft op het goede verloop van de trainingen en voetbalwedstrijden die in deze infrastructuur plaatsvinden;

Overwegende het feit dat het noodzakelijk is om over te gaan tot de aankoop en plaatsing van een dug-out;

Overwegende de technische beschrijving met betrekking tot de opdracht " Aankoop en plaatsing van een volledige en gereglementeerde dug-out ", opgesteld door de Sportdienst, namelijk:

1 dug-out met de volgende kenmerken :

- Materiaal: wit kader 40 x 40 volledig gelast en gelamineerd aluminium frame;
- Afmetingen volgens de normen van de Voetbalbond (200 cm hoog en 400 cm lang) ;
- Gladde, versterkte aluminium stoelen;
- Beschermers aan de achterkant (schokbestendig, uv-bestendig, 6 mm polycarbonaat honingraat, 2 mm PETG transparante zijanten);
- 4 vaste ankerpunten inbegrepen;
- Verzend- en plaatsingskosten inbegrepen;
- Behandeling (verwijdering) van bestaand materieel;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2024, 7 en 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop en plaatsing van een volledige en gereglementeerde dug-out” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3.306,50 euro excl. btw of 4.000,87 euro, btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 september 2024, 7 en 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop en plaatsing van een volledige en gereguleerde dug-out” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 3.306,50 euro excl. btw of 4.000,87 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 764/744-51/26 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Développement économique - Economische ontwikkeling

53 Commerces - Dérogation - Jours de fermeture Hebdomadaires 2025.

LE CONSEIL,

Vu la loi fédérale du 10 novembre 2006 relative aux heures de fermeture et au jours de fermeture hebdomadaire pour les commerces, l'artisanat et plus particulièrement l'article 15 de son chapitre 4 ;

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins peut accorder des dérogations aux dispositions de ladite loi aux jours de fermeture hebdomadaire;

Vu que ladite loi autorisant en son article 15 un maximum de 15 jours de dérogation sur une année civile;

Vu la nouvelle loi Communale;

Considérant que les commerçants ont droit à 15 jours de dérogation par an;

Attendu que plusieurs commerçants demandent à pouvoir ouvrir leur commerce lors de certaines festivités ou lors de certains événements sur notre commune;

DECIDE,

D'autoriser tous les commerçants à prendre 15 jours de dérogation (de leur choix) au cours de l'année 2025;

De charger le service développement économique des actes administratifs y afférant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Handel - Afwijking - Wekelijkse sluitingsdagen 2025.

DE RAAD,

Gelet op de federale wet van 10 november 2006 betreffende de openingsuren en de wekelijkse sluitingsdag in handel, ambacht en dienstverlening, en meer in het bijzonder artikel 15 van hoofdstuk 4;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen afwijkingen op de bepalingen van voormelde wet op de wekelijkse sluitingsdagen kan toestaan;

Gelet op het feit dat voormelde wet in artikel 15 maximaal 15 afwijkende dagen per kalenderjaar toestaat;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat de handelaars recht hebben op 15 afwijkende dagen per jaar;

Overwegende dat meerdere handelaars vragen om hun handelszaak te mogen openen tijdens bepaalde festiviteiten of evenementen in onze gemeente;

BESLIST

Alle handelaars toe te laten om 15 afwijkende dagen (naar keuze) te nemen in 2025;

De dienst Economische Ontwikkeling te belasten met de bijbehorende administratieve handelingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propreté publique - Openbare netheid

- 54 **Bien-être animal – Projet de convention – Subvention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, événements autour du bien-être animal, éducation canine et sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons.**

LE CONSEIL,

Considérant que dans le cadre de l'obtention ou du maintien du label « Commune amie des animaux », Bruxelles-Environnement octroie des subventions pour la réalisation d'un ou plusieurs critères à concurrence de 10.500 € ;

Considérant que l'octroi d'une prime à la stérilisation des chats domestiques, l'organisation d'événement autour du bien-être animal, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, l'éducation canine et la sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons, rentrent dans les

critères et peuvent donc être subsidiés ;

Considérant que le service Bien-être animal a introduit une demande de subvention auprès de Bruxelles-Environnement pour ces critères ;

Considérant que Bruxelles-Environnement a confirmé que le dossier de demande était complet ;

Vu le Projet de convention en annexe ;

Considérant que la période effective à subsidier prend cours le 01/06/2024 et se termine le 31/05/2025 ;

DECIDE :

D'approuver la convention ci-annexée, relative à la subvention afin de financer l'intervention dans les frais de stérilisation des chats domestiques, l'achat de matériel pour la capture et le nourrissage des chats errants, l'organisation d'événements autour du bien-être animal, éducation canine et sensibilisation à l'interdiction de nourrir les pigeons;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par la Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale ou son remplaçant, aux fins de signer valablement, pour la Commune de Forest, ladite convention.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Dierenwelzijn – Ontwerp van overeenkomst – Subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, aankoop van materiaal voor het vangen en het voederen van zwervkatten, evenementen rond dierenwelzijn, hondentraining en sensibilisering voor het verbod op het voederen van duiven.

DE RAAD,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in het kader van het verkrijgen of behouden van het label “Diervriendelijke gemeente” subsidies toekent voor het behalen van een of meer criteria, ten belope van 10.500 €;

Overwegende dat de toekenning van een premie voor de sterilisatie van huiskatten, de organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, de aankoop van materiaal om zwervkatten te vangen en te voederen, hondentraining en sensibilisering voor het verbod op het voederen van duiven deel uitmaakt van de criteria en dus kan worden gesubsidieerd;

Overwegende dat de dienst Dierenwelzijn voor deze criteria een subsidieaanvraag heeft ingediend bij Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel heeft bevestigd dat het aanvraagdossier volledig was;

Gelet op het bijgevoegde ontwerp van overeenkomst;

Overwegende dat de daadwerkelijk te subsidiëren periode aanvangt op 01/06/2024 en eindigt op 31/05/2025;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de bijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de subsidie ter financiering van de tegemoetkoming in de kosten van de sterilisatie van huiskatten, aankoop van materiaal voor het vangen en het voederen van zwervkatten, organisatie van evenementen rond dierenwelzijn, hondentraining en sensibilisering voor het verbod op het voederen van duiven;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris of haar vervanger, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomst geldig te ondertekenen voor de Gemeente Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

AFFAIRES DU CITOYEN - BURGERZAKEN

Population - Bevolking

55 **Population – Acquisition de 6 packs biométriques pour le service population – Application de l'article 234, §3, al. 1er de la NLC – Exclusivité.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 §3 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) : *la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 144.000,00 ;*

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, particulièrement l'art. 42, §1er, 1°, d): *les travaux, fournitures ou services ne peuvent, être fournis que par un opérateur économique déterminé pour l'une des raisons suivantes :*

i) l'objet du marché est la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique ; ii) il y a absence de concurrence pour des raisons techniques ; iii) la protection de droits d'exclusivité, en ce compris les droits de propriété intellectuelle.

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il est indispensable de prévoir l'achat de 6 nouveaux packs biométriques de dernière génération en vue du compléter la commande effectuée par le service informatique ;

Considérant qu'il est également indispensable de commander une solution mobile et compacte permettant la commande de carte d'identité électronique à domicile pour les personnes ne sachant pas se déplacer ainsi que la maintenance ;

Considérant que la s.a. Civadis est notre fournisseur désigné pour les logiciels administratifs Saphir et Mercurius et qu'elle est la seule à pouvoir fournir ce matériel et à le configurer avec lesdits logiciels ainsi qu'avec Belpas et Belpic, logiciels en liaison directe avec respectivement le SPF Affaires étrangères et le SPF Intérieur (Registre national) ;

Vu les offre du 14 août 2024 pour l'acquisition de 6 packs biométriques et 6 lecteurs eID de la s.a. Civadis – rue de Neverlée 12 à 5020 Namur – fournisseur désigné pour les logiciels Saphir et Mercurius ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 26.895,00 € HTVA sont inscrit à l'article 104/742-53/20 du service extraordinaire du budget 2024 ;

DECIDE :

Art. 1 : De commander les 6 packs biométriques auprès de la s.a. Civadis (fournisseur désigné) située rue de Neverlée 12 à 5020 Namur, suivant son offre du 14 août 2024 ;

Art. 2 : De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable ;

Art. 3 : D'attribuer le marché à la s.a. Civadis, rue de Neverlée 12 à 5020 Namur, fournisseur unique pour des raisons d'ordre technique, pour un montant d'offre de 26.895,00 € HTVA ;

Art. 4 : D'inscrire la dépense à l'article 104/742-53/20 du service extraordinaire du budget 2024 ;

Art. 5 : De financer la dépense par un emprunt à charge de la commune.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Bevolking – Aankoop van 6 biometrische packs voor de bevolkingsdienst – Toepassing van artikel 234, §3, 1e lid van de NGW – Exclusiviteit.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234, §3 en 236 betreffende de bevoegdheden van het college van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a): *de goed te keuren uitgave excl. BTW is lager dan de drempel van 144.000,00 €;*

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, in het bijzonder artikel 42, §1, 1°, d): *de werken, leveringen of diensten kunnen alleen door een bepaalde ondernemer worden verricht, om een van de volgende redenen:*

i) de opdracht heeft als doel het vervaardigen of verwerven van een uniek kunstwerk of een unieke artistieke prestatie; ii) mededinging ontbreekt om technische redenen; iii) de bescherming van alleenrechten, met inbegrip van de intellectuele eigendomsrechten.

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het noodzakelijk is de aankoop van 6 nieuwe biometrische packs van de laatste generatie te voorzien met het oog op de vervanging van het huidige materiaal dat verouderd is en regelmatig defect raakt;

Overwegende dat het ook noodzakelijk is om een mobiele en compacte oplossing te bestellen waarmee een elektronische identiteitskaart aan huis kan worden aangevraagd voor personen die zich niet kunnen verplaatsen, evenals voor onderhoud;

Overwegende dat de n.v. Civadis onze aangestelde leverancier is voor de administratieve softwareprogramma's Saphir en Mercurius en dat ze de enige is die dit materiaal kan leveren en configureren met voornoemde softwareprogramma's alsook met Belpas en Belpic, softwareprogramma's die rechtstreeks verbonden zijn met respectievelijk de FOD Buitenlandse Zaken en de FOD Binnenlandse Zaken (Rijksregister);

Gelet op de offerte van 14 augustus 2024 voor de aankoop van 6 biometrische packs en 6 eID readers van de n.v. Civadis – rue de Neverlée 12 te 5020 Namur – leverancier aangesteld voor de softwareprogramma's Saphir en Mercurius;

Overwegende dat de noodzakelijke kredieten, namelijk 26.895,00 € excl. btw, zijn opgenomen in artikel 104/742-53/20 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

BESLIST,

Art. 1: De 6 biometrische packs te bestellen bij de n.v. Civadis (aangestelde leverancier) gevestigd rue de Neverlée 12 te 5020 Namur, volgens haar offerte van 14 augustus 2024;

Art. 2: De opdracht te gunnen via de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Art. 3: De opdracht te gunnen aan de n.v. Civadis, rue de Neverlée 12 te 5020 Namur, enige leverancier omwille van redenen van technische aard, voor een offertebedrag van 26.895,00 € excl. btw;

Art. 4: De uitgave in te schrijven op artikel 104/742-53/20 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Art. 5: De uitgave te financieren door een lening ten laste van de gemeente.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

EDUCATION, CULTURE, SPORTS - EDUCATIE, CULTUUR, SPORT

Bibliothèque NL - Bibliotheek NL

56 **Bibliothèque néerlandophone – Achat d'une boîte de retour – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestres et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant que la bibliothèque a besoin d'une nouvelle boîte de retour, étant donné que la précédente a été volée et que la bibliothèque souhaite permettre à ses visiteurs d'apporter leurs documents en

dehors des heures d'ouverture ;

Considérant que des moyens d'ancrer la boîte de retour ou de la placer à l'intérieur du bâtiment seront envisagés afin d'éviter de nouveaux vols ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat d'une boîte de retour (Aankoop inleverbox) » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2495 euros HTVA ou 3018,95 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 7672/744-98/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat d'une boîte de retour (Aankoop inleverbox) » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 2495 euros HTVA ou 3018,95 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 7672/744-98/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Nederlandstalige bibliotheek – Aankoop inleverbox – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de bibliotheek nood heeft aan een nieuwe inleverbox, gezien de vorige gestolen werd en de bibliotheek haar bezoekers de kans wil bieden hun materialen binnen te brengen buiten de openingsuren.

Overwegende dat gekeken zal worden naar manieren om de inleverbox te verankeren of binnen het gebouw te plaatsen om toekomstige diefstal te voorkomen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om

een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop inleverbox” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2495 euro exclusief btw of 3018,95 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7672/744-98/53 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de Wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw is lager dan de drempel van 30.000 euro);

Gelet op het Koninklijk Besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp “Aankoop inleverbox” via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 2495 euro exclusief btw of 3018,95 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7672/744-98/53 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

57 **Bibliothèque néerlandophone – Achat de stands de livres – Marché public de faible montant – Choix de la procédure de passation et fixation des conditions – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 et ses modifications ultérieures, notamment l'article 234 §3 habilitant le Collège des Bourgmestre et Echevins à exercer le pouvoir de choisir la procédure de passation et de fixer les conditions des marchés publics dont le montant hors TVA estimé est inférieur à 140.000 euros et précisant que dans ce cas, le Conseil communal est informé de la décision du Collège, lors de sa prochaine séance ;

Considérant que la bibliothèque a besoin de présents supplémentaires pour mettre en valeur la collection et les actions et activités qui la soutiennent ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de stands de livres (Aankoop boekendisplays) » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 206,61 euros HTVA ou 250 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 7672/741-51/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 euros) ;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 novembre 2024 de passer un marché public ayant pour objet « Achat de stands de livres (Aankoop boekendisplays) » via la procédure de marché public de faible montant pour un montant estimé à 206,61 euros HTVA ou 250 euros, 21% TVAC et inscrit à l'article budgétaire 7672/741-51/53 (financement par emprunt) du service extraordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Nederlandstalige bibliotheek – Aankoop boekendisplays – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988 en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §3 dat het College van Burgemeester en Schepenen machtigt de bevoegdheid uit te oefenen om de gunningsprocedure te kiezen en om de voorwaarden vast te stellen van de overheidsopdrachten waarvan het bedrag excl. btw geraamd wordt op minder dan 140.000 euro, en dat preciseert dat in dat geval de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld wordt van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen;

Overwegende dat de bibliotheek nood heeft aan extra displays om de collectie en collectie-ondersteunende acties en activiteiten in de kijker te zetten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop boekendisplays" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 206,61 euro exclusief btw of 250 euro, 21% btw inbegrepen en ingeschreven op begrotingsartikel 7672/741-51/53 (financiering door lening) van de buitengewone dienst van begrotingsjaar 2024;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. btw bereikt de drempel van 30.000 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 november 2024 om een overheidsopdracht te gunnen met als voorwerp "Aankoop boekendisplays" via de procedure van overheidsopdracht van beperkte waarde voor een bedrag geraamd op 206,61

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Mobilité - Mobiliteit

58 **Mobilité – Subsidies Action Climat 2023 de Bruxelles Environnement - Coordinateur projet vélo cargo - Prolongation des délais de mise en œuvre – Avenant - Approbation.**

LE CONSEIL

Vu la Nouvelle Loi Communale,

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 19 décembre 2023 approuvant la convention de subside entre la commune et Bruxelles Environnement pour le développement du projet vélo cargo par l'engagement d'un coordinateur ;

Considérant que cette subvention a pour objet de créer un poste de coordinateur pour accompagner la commune et le CPAS dans l'utilisation des vélos cargos (inclus vélo-remorques) avec comme objectif à long terme de promouvoir le recours à ce mode de déplacement en lieu et place de véhicules motorisés (pour les missions qui le permettent) ;

Considérant que cette subvention porte sur un montant total de 75.000 € maximum ;

Considérant que la période couverte s'étale du 01/01/2024 au 31/12/2025 ;

Considérant que le projet a effectivement débuté le 5 mars 2024 avec la prise de fonction d'Elien Vrijsen au poste de coordinatrice du projet vélo cargo ;

Considérant que la troisième tranche pourra être liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour fin juin 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de décaler la temporalité du projet jusqu'au 30/06/2026 ;

Vu l'avenant à la convention joint au dossier ;

DECIDE :

- D'approuver l'avenant à la convention, joint au présent dossier ;
- De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire Communale, pour signer ledit avenant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Mobiliteit – Subsidies Klimaatactie 2023 van Leefmilieu Brussel – Coördinator project 'bakfiets' – Verlenging van de uitvoeringstermijnen – Aanhangsel – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet,

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad in zijn zitting van 19 december 2023 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst tussen de gemeente en Leefmilieu Brussel voor de uitrol van het project 'bakfiets' door de aanwerving van een coördinator;

Overwegende dat deze subsidie tot doel heeft een coördinator aan te stellen om de gemeente en het OCMW te ondersteunen bij het gebruik van bakfietsen (en cargofietsen), met als doel op lange termijn het gebruik van dit vervoermiddel te promoten in plaats van gemotoriseerde voertuigen (voor de opdrachten waarbij dat mogelijk is);

Overwegende dat deze subsidie een totaalbedrag betreft van maximaal 75.000 €;

Overwegende dat de looptijd duurt van 01/01/2024 tot 31/12/2025;

Overwegende dat het project effectief van start is gegaan op 5 maart 2024 met de indiensttreding van Elien Vrijen als coördinator van het project 'bakfiets';

Overwegende dat het derde gedeelte kan worden betaald op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk eind juni 2026 wordt ingediend;

Overwegende dat de tijdsduur van het project moet worden verlengd tot 30/06/2026;

Gelet op het aanhangsel bij de overeenkomst als bijlage van het dossier;

BESLIST

- Het bij de overeenkomst gevoegde aanhangsel goed te keuren;
- Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of haar afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om voormeld aanhangsel te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Voirie, Espaces verts - Wegenis, Groene ruimten

59 Voirie – Adhésion à la centrale d’achat de Bruxelles Propreté – BP 22/2273 Lot 1 – Achat de compacteurs à destination du service communal de la Propreté.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, plus particulièrement l’article 2, 6°, 7° et 8° et l’article 47, §2 qui prévoit qu’un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Considérant que Bruxelles Propreté agit comme centrale d'achat dans le cadre de l'acquisition de certains véhicules, en proposant des activités d'achat centralisées en faveur des communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que Bruxelles Propreté a notamment publié le 26/06/2023 un marché public de fournitures référencé BP 22/2273 ayant pour objet la fourniture échelonnée et le montage de camions avec benne à immondices de petite et grande capacité ;

Considérant que ce marché est divisé en 3 lots :

- Lot 1 : camions BOM 6m³ sur châssis 9 Tonnes thermiques ;
- Lot 2 : camion BOM 22m³ sur châssis 26 Tonnes thermiques ;
- Lot 3 : camion BOM 22m³ sur châssis 26 Tonnes électrique ;

Vu l'article 2 du cahier spécial des charges qui prescrit : « Le Pouvoir adjudicateur pour ce marché est l'Agence régionale pour la propreté, sise 12, Avenue de Broqueville à 1150 Bruxelles, ci-après dénommé l'Agence. Dans le cadre du présent marché, l'Agence peut également intervenir comme centrale d'achat, au sens de l'article 2, 6°, a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, qui exerce les activités d'achat centralisées visées à l'article 2, 7°, b) de la même loi. L'ensemble des communes de la Région de Bruxelles-Capitale est susceptible de passer commande, dans le respect des dispositions du présent marché. Les communes reprennent alors les droits et obligations de l'Agence. Toutefois, pour ce qui concerne les manquements d'exécution éventuels de l'adjudicataire et sanctions applicables, les communes se concerteront avec l'Agence » ;

Considérant que seul le lot 1 du marché BP 22/2273 est encore en cours d'exécution et arrivera à échéance le 19/12/2027 ;

Considérant que l'attribution du lot 1 du marché BP 22/2273 a été notifiée en date du 20/12/2023 à la société ITM SALES AND SERVICES, Baan naar Bree 137, 3990 PEER (TVA BE0441018517) ;

Considérant que la flotte des véhicules de la Commune de Forest se compose entre autres de deux compacteurs dont l'un est déjà hors service et le second est en fin de vie ;

Considérant que la Commune de Forest doit acquérir dans les 2 années à venir deux nouveaux camions pour le maintien de la propreté sur les voies publiques, pour une dépense estimée de 180.000,00 EUR TVAC chacun ;

Considérant que le crédit permettant l'achat d'un compacteur (BOM 6m³ sur châssis 9 Tonnes thermique) est inscrit à l'article 87540/743-52/-/73 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2024 et financé par un subside de l'Agence Régional pour la propreté à hauteur de 65% et un emprunt à charge de la commune pour le solde ;

Considérant que le remplacement du second compacteur BOM 6m³ sur châssis 9 Tonnes thermique sera proposé au budget extraordinaire de l'année 2025 et pourra également être largement subsidié ;

Considérant qu'il est dès lors opportun d'adhérer au marché public précité, lancé par Bruxelles Propreté agissant comme centrale d'achat, afin d'acquérir potentiellement un compacteur en 2024 et un nouveau compacteur en 2025 si le budget pour cet achat est disponible ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché à bordereau de prix ;

Considérant que la Commune de Forest pourrait procéder directement à la commande de camions BOM 6m³ sur châssis 9 Tonnes thermique à l'adjudicataire du lot 1 du marché public BP 22/2273 précité, conformément aux conditions stipulées dans le cahier des charges de Bruxelles Propreté ;

Vu les dispositions du cahier des charges joint en annexe de la présente délibération ;

Considérant qu'après avoir adhéré à la centrale d'achat, la commune de Forest a le droit d'envoyer des

bons de commande à l'adjudicataire du marché public référencé BP 22/2273 de Bruxelles Propreté ;

Considérant que le bon de commande daté et signé confère à l'adjudicataire le droit et l'obligation de fournir les marchandises qui y sont indiquées au lieu qui y est fixé ;

Considérant que la facture sera directement adressée par l'adjudicataire à la Commune de Forest ;

Considérant que, pour ce qui concerne les éventuels manquements de l'adjudicataire en cours d'exécution et les relatives sanctions applicables, la commune est tenue de se concerter avec l'Agence de Bruxelles Propreté ;

DECIDE :

- D'approuver l'adhésion de la Commune de Forest à la centrale d'achat de Bruxelles Propreté dans le cadre du marché public BP 22/2273 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la fourniture échelonnée et le montage de camions avec benne à immondices de petite et grande capacité ;
- De prendre acte du cahier spécial des charges joint en annexe de la présente délibération et notamment de l'obligation de la Commune de Forest de se concerter avec l'Agence de Bruxelles Propreté en cas de manquements constatés dans le chef de l'adjudicataire durant l'exécution du marché et en cas d'application d'éventuelles sanctions ;
- D'autoriser, si nécessaire, le Collège des Bourgmestre et Echevins à commander en 2024 via le marché public de Bruxelles Propreté référencé BP 22/2273 ;
- D'approuver la dépense relative à cette fourniture qui s'élève à 180.000,00 EUR TVAC (21%) pour 2024 ;
- D'inscrire la dépense d'un montant de 180.000 EUR TVAC sur le budget extraordinaire de 2024 à l'article budgétaire 87540/743-52/-/73 intitulé « Remplacement d'un compacteur » ;
- De financer cette dépense via le subside régional annuel de l'Agence Régionale pour la propreté à hauteur de 65% pour l'année 2024 et un emprunt à charge de la commune pour le solde ;
- De transmettre la présente délibération à Bruxelles Propreté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

**Wegenis – Aansluiting bij de aankoopcentrale van Net Brussel - BP 22/2273 Perceel 1 –
Aankoop van verdichters voor de gemeentelijke dienst Netheid.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, meer bepaald artikel 2, 6°, 7° en 8°, en artikel 47, §2, dat voorziet dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Overwegende dat Net Brussel optreedt als aankoopcentrale voor de aankoop van bepaalde voertuigen en gecentraliseerde aankoopactiviteiten voor de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voorstelt;

Overwegende dat Net Brussel op 26/06/2023 een overheidsopdracht voor leveringen uitgeschreven heeft, ref. BP 22/2273, voor de gespreide levering en montage van vuilniswagens met laadbak met kleine en grote inhoud;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in 3 percelen:

- Perceel 1: thermische vuilniswagen 6m³ op een chassis van 9 ton;
- Perceel 2: thermische vuilniswagen 22m³ op een chassis van 26 ton;

- Perceel 3: elektrische vuilniswagen 22m³ op een chassis van 26 ton;

Gelet op artikel 2 van het bijzonder bestek dat het volgende bepaalt: “De aanbestedende overheid voor deze opdracht is het gewestelijk Agentschap voor Netheid, de Broquevillelaan 12 in 1150 Brussel, hierna het Agentschap. Voor deze opdracht neemt het Agentschap de rol op zich van aankoopcentrale in overeenstemming met artikel 2, 6°, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten die de gecentraliseerde aankoopactiviteiten zoals bedoeld in artikel 2, 7°, b) van die wet uitoefent. Alle gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mogen bestellingen plaatsen, mits naleving van de bepalingen van deze opdracht. De gemeenten nemen dan de rechten en verplichtingen van het Agentschap over. De gemeenten zullen over eventuele tekortkomingen in de uitvoering van de opdrachtnemer en toepasselijke sancties met het Agentschap overleggen”;

Overwegende dat alleen perceel 1 van opdracht BP 22/2273 nog in uitvoering is en afloopt op 19/12/2027;

Overwegende dat de gunning van perceel 1 van opdracht BP 22/2273 op 20/12/2023 werd meegedeeld aan de firma ITM SALES & SERVICES, Baan naar Bree 137 in 3990 PEER (btw BE0441018517);

Overwegende dat het wagenpark van de gemeente Vorst o.a. twee verdichters omvat, waarvan er één reeds buiten dienst is en de tweede aan het einde van zijn levensduur is;

Overwegende dat de gemeente Vorst de komende 2 jaar twee nieuwe vrachtwagens moet aanschaffen om de openbare weg schoon te houden, voor een geraamde kostprijs van 180.000,00 euro incl. btw per stuk;

Overwegende dat het krediet waardoor de gemeente Vorst de aankoop van een verdichter (thermische vuilniswagen 6m³ op een chassis van 9 ton) in 2024 heeft gepland, wordt opgenomen in artikel 87540/743-52/-/73 van de buitengewone dienst van de begroting voor het begrotingsjaar 2024 en gefinancierd wordt door een subsidie van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid voor 65% en een lening ten laste van de gemeente voor het resterende bedrag;

Overwegende dat de vervanging van de tweede thermische vuilniswagen van 6m³ op een chassis van 9 ton zal worden voorgesteld in de buitengewone begroting voor 2025 en eveneens in grote mate kan worden gesubsidieerd;

Overwegende dat het dus aangewezen is aan te sluiten bij bovenvermelde overheidsopdracht, uitgeschreven door Net Brussel dat als aankoopcentrale optreedt, om mogelijk een verdichter aan te kopen in 2024 en een nieuwe verdichter in 2025 als het budget voor deze aankoop beschikbaar is;

Overwegende dat het een opdracht tegen prijslijst betreft;

Overwegende dat de gemeente Vorst de thermische vuilniswagens 6m³ op een chassis van 9 ton rechtstreeks bij de vermelde opdrachtnemer van perceel 1 van voorvermelde overheidsopdracht BP 22/2273 kan bestellen, overeenkomstig de voorwaarden in het bestek van Net Brussel;

Gelet op de bepalingen van het bestek in bijlage van onderhavige beraadslaging;

Overwegende dat de gemeente Vorst na te zijn toegetreden tot de aankoopcentrale, het recht heeft bestelbonnen naar de opdrachtnemer van overheidsopdracht ref. BP 22/2273 van Net Brussel te sturen;

Overwegende dat de gedateerde en ondertekende bestelbon de opdrachtnemer het recht en de plicht geeft de erop vermelde goederen op de afgesproken plaats te leveren;

Overwegende dat de opdrachtnemer de factuur rechtstreeks aan de gemeente Vorst zal richten;

Overwegende dat de gemeente met het Agentschap Net Brussel moet overleggen in verband met eventuele tekortkomingen van de opdrachtnemer tijdens de uitvoering en de toepasselijke sancties;

- De aansluiting van de gemeente Vorst bij de aankoopcentrale van Net Brussel voor overheidsopdracht BP 22/2273 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gespreide levering en montage van vuilniswagens met kleine en grote capaciteit goed te keuren;
- Akte te nemen van het bestek als bijlage bij onderhavige beraadslaging en van de verplichting voor de gemeente om overleg te plegen met het Agentschap Net Brussel indien er tijdens de uitvoering van de opdracht tekortkomingen van de opdrachtnemer vastgesteld worden en indien eventuele sancties opgelegd worden;
- Het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen om, indien nodig, in 2024 te bestellen via de overheidsopdracht van Net Brussel met ref. BP 22/2273;
- De uitgaven in verband met deze levering, die 180.000,00 euro (inclusief 21% btw) bedragen voor 2024, goed te keuren;
- De uitgave van 180.000 euro btw inbegrepen in te schrijven op de buitengewone begroting van 2024 op begrotingsartikel 87540/743-52 /-73 “Vervanging van een verdichter” ;
- Deze uitgave te financieren via de jaarlijkse gewestelijke subsidie van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, ten bedrage van 65% voor het jaar 2024 en een lening ten laste van de gemeente voor het resterende bedrag;
- Deze beraadslaging aan Net Brussel over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Recrutements et carrières - Aanwervingen en loopbanen

60 **Personnel – Statut du personnel des cabinet – Adoption. (*Ajouté en séance*)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 21bis introduit par ordonnance du 22 février 2024, qui stipule que : « *Au plus tard dans les trois mois de son installation, le conseil communal décide si les membres du collège des bourgmestre et échevins peuvent disposer d'un cabinet. Le conseil communal règle la composition et le financement des cabinets, la possibilité de détacher du personnel communal, ainsi que le mode de recrutement, le statut administratif, la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs des cabinets.*

Les membres d'un cabinet ne peuvent pas être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclus, ni être unis par les liens du mariage ou cohabitants légaux avec un membre du collège des bourgmestre et échevins. Ils ne peuvent pas occuper les fonctions visées à l'article 71, alinéa 1er, 1° et 2°.

Ils peuvent être des membres détachés de l'administration communale, moyennant l'accord préalable du secrétaire communal. Seuls les membres du personnel des rangs E1 à A4 peuvent être détachés dans le cabinet du bourgmestre ou d'un échevin » ;

Considérant le souhait du collège des bourgmestre et échevins de disposer d'un cabinet ;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de donner l'accord afin que le collège des bourgmestre et échevins puisse disposer d'agents qui leur seront mis à disposition et de régler la composition et le financement de ces cabinets, la possibilité de détacher du personnel communal, ainsi que le mode de recrutement, le statut administratif, la rémunération et les indemnités éventuelles des collaborateurs de ces cabinets;

Vu la proposition de statut du personnel mis à la disposition du collège des bourgmestre et échevins développée à cet effet et joint en annexe à cette décision ;

Vu le protocole d'accord N° 509 conclu entre les autorités et les organisations syndicales représentatives en date du 11 décembre 2024 ;

DECIDE,

De marquer son accord quant à la demande du collège des bourgmestre et échevins de pouvoir disposer de collaborateurs mis à leur disposition en application de l'article 21bis de la Nouvelle Loi communale ;

D'approuver le statut du personnel mis à la disposition du collège des bourgmestre et échevins joint en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 25 votes positifs, 9 votes négatifs.

Non : Marc Loewenstein, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Antoine Lebessis.

Personeel - Statuut van het kabinetpersoneel - Goedkeuring. (Toegevoegd tijdens de zitting)

DE GEMEENTERAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 21bis ingevoerd per ordonnantie van 22 februari 2024, dat het volgende bepaalt: *“Uiterlijk drie maanden na zijn installatie, beslist de gemeenteraad of de leden van het college van burgemeester en schepenen over een kabinet kunnen beschikken. De gemeenteraad regelt de samenstelling en de financiering van de kabinetten, de mogelijkheid om gemeentepersoneel te detacheren, evenals de aanwervingsprocedure, het administratief statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de kabinetsmedewerkers.*

De leden van een kabinet mogen noch bloedverwanten of aanverwanten tot in de tweede graad zijn, noch door de huwelijksband verenigd zijn of wettelijk samenwonend zijn met een lid van het college van burgemeester en schepenen. Ze mogen geen functies bekleden als bedoeld in artikel 71, lid 1, 1° en 2°.

Het mogen gedetacheerde personeelsleden van het gemeentebestuur zijn mits voorafgaandelijk akkoord van de gemeentesecretaris. Enkel de personeelsleden van rang E1 tot A4 kunnen gedetacheerd worden naar het kabinet van een burgemeester of schepen”;

Overwegende de wens van het college van burgemeester en schepenen om over een kabinet te beschikken;

Overwegende bijgevolg dat er toestemming dient te worden verleend opdat het college van burgemeester en schepenen kan beschikken over personeelsleden die te hunner beschikking worden gesteld en de samenstelling en de financiering van de kabinetten, de mogelijkheid om gemeentepersoneel te detacheren dient te worden geregeld, evenals de aanwervingsprocedure, het administratief statuut, de bezoldiging en de eventuele vergoedingen van de kabinetsmedewerkers;

Gelet op het voorstel van statuut van de personeelsleden die ter beschikking van het college en burgemeester worden gesteld dat te dien doeleinde werd opgesteld en toegevoegd is in bijlage bij

deze beslissing;

Gelet op protocolakkoord nr. 509, gesloten tussen de overheden en de representatieve vakorganisaties op 11 december 2024;

BESLIST,

In te stemmen met het verzoek van het college van burgemeester en schepenen te mogen beschikken over medewerkers die te hunner beschikking worden gesteld in uitvoering van artikel 21bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Goedkeuring te verlenen aan het statuut van het personeel dat ter beschikking van het college en burgemeester en schepenen wordt gesteld, toegevoegd in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 25 positieve stemmen, 9 negatieve stemmen.

Nee : Marc Loewenstein, Dominique Gillard, Michel Claise, Margaux Aggujaro, Eitan Bergman, Elvis Kola, Charles-Bernard Potelle, Marie Poulaert, Antoine Lebessis.

Intervention de Mr LOEWENSTEIN :

Je voulais revenir sur un point qui est passé très vite. On nous a ajouté des points sur les bancs et celui-ci me pose problème. On nous demande de marquer notre accord quant au fait que les échevins et bourgmestre puisse bénéficier de cabinets avec des collaborateurs alors qu'on a pas pu examiner le projet.

Le point communiqué renvoie vers le statut annexé à la délibération. Or, nous ne disposons pas de cette annexe, ce qui nous empêche de délibérer valablement. Il y a ici un sérieux problème d'information des conseillers communaux.

Nous avons, par distraction et dans la précipitation suite à votre demande d'ajouter en urgence divers points à l'ordre du jour de ce conseil, accepté l'urgence pour ce point, malgré le fait qu'il ne respecte pas les règles élémentaires de forme. Soit, c'est fait. L'adopter en l'état relève de votre responsabilité.

Réponse de Mr SPAPENS :

J'entends tout à fait vos remarques. Si le point n'est pas dans BOS, on vous en fera la lecture et on vous en fournira une copie. J'étais convaincu que ce point vous avait été transmis.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Ce n'est pas comme ça que ça fonctionne. Il faut que les conseillers communaux aient le temps de prendre connaissance des propositions.

Réponse de Mr SPAPENS :

Il n'y a pas de différences fondamentales avec le texte déjà en vigueur. C'est pour se mettre en ordre avec les obligations légales de la nouvelle loi communale. Il est passé aussi en négociations syndicales. Il y a eu un protocole d'accord signé. Le texte a suivi tout le rythme. Si vous ne l'avez pas eu, on vous l'imprime et on fait une suspension de séance le temps que vous en preniez connaissance.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Cela fait longtemps que je suis au conseil communal, je sais comment cela fonctionne. Ce n'est pas le cas des nouveaux conseillers qui siègent pour la première fois. Le droit d'information du conseil communal est sacré. Il est important. Normalement, les points qui viennent à l'ordre du jour sont transmis minimum sept jours à l'avance pour que les conseillers puissent avoir le temps d'en prendre connaissance afin de les analyser et de poser toutes les questions qu'ils souhaitent et ici ce ne sera pas le cas.

-

Réponse de Mr SPAPENS :

De un, vous avez tout à fait raison. De deux, Mme Moens vérifie. S'il y a des questions on en discute. Votre remarque est indiscutable.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

Il faut savoir aussi que dans un conseil communal, la forme prime sur le fond et si la forme fait défaut, le point ne passe pas.

Merci Mme la Secrétaire de nous avoir transmis ce point. Sur la prise en compte de l'urgence, je serai plus vigilant la prochaine fois. Je m'interroge sur la méthode pour un point qui n'est pas anodin. Le personnel de cabinet. On l'a souvent dénoncé sous la précédente législature. C'était la première législature où on engageait du personnel de cabinet alors que la situation financière de la commune est très compliquée. L'époque déjà la masse salariale du personnel de cabinet tournait autour de 500 000 €. Je vous rappelle qu'on a déposé un amendement pour réduire les centimes additionnels de 7 à 6,5 €, ça coûte 1 000 000€ donc juste le double, vous en pensez ce que vous voulez.

A la lecture de l'annexe, j'aimerais connaître l'impact budgétaire de ces cabinets politiques ainsi que leur composition exacte. Je suppose un cabinet du bourgmestre, un cabinet PS, un cabinet Ecolo, un cabinet PTB. Quelle est la répartition par groupe politique et pour le bourgmestre.

Réponse de Mr SPAPENS :

Toutes vos questions sont justes et légitimes. Juste pour rappel, il y a toujours eu des cabinets dans la commune de Forest. A l'époque il y avait une personne détachée du Secrétariat, il y avait le cabinet du bourgmestre et d'autres personnes détachées de

l'administration pour les cabinets. Auparavant, les cabinets étaient beaucoup plus grands, c'est juste que c'était un autre système. On détachait le chauffeur, on détachait la secrétaire, on détachait un conseiller, un conseiller en communication et d'autres personnes. La majorité précédente a voulu clarifier ça. Ici, la composition est quasi la même que lors de la législature précédente. La différence c'est qu'il y a un emploi de chef de division A5 qui est transformé en un A1. On repart sur le modèle du début de la législature passée : c'est un demi équivalent temps plein par échevin sauf pour le cabinet du bourgmestre. Les cabinets des échevins n'ont pas de secrétariat. Est-ce efficient de travailler avec si peu et sans secrétariat pour les échevins ? Non mais la situation financière de la commune ne permet pas de faire plus. Voici la composition exacte :

- au cabinet du bourgmestre : un emploi A5, deux A1 et un emploi B1 B2 ou B3 qui peut être engagé en C ;**
- Pour le groupe écolo : un équivalent temps plein A1 ;**
- Pour le groupe PTB : un équivalent temps plein et demi A1 ;**
- Pour le groupe PS : un équivalent temps plein et demi A1.**

La question de la masse salariale est éminemment importante. Elle sera quasi équivalente à avant. Evidemment cela dépendra de l'âge et de l'ancienneté des personnes engagées et elle pourra donc être un peu plus ou un peu moins élevée. Même si ça s'appelle cabinet, aucun échevin n'a à proprement parlé un cabinet.

Réplique de Mr LOEWENSTEIN :

On peut appeler ça comme on veut, ça reste des collaborateurs universitaires qui sont prévus par nombre d'échevins. Quand vous dites que c'est efficient ou pas d'avoir un secrétariat quand on est échevin. Vous dites oui c'est important pour répondre aux interpellations de la population. Quand j'étais échevin, je répondais à tous mes courriers. Je prenais le temps pour ça. Ça dépend aussi de l'investissement de chaque échevin. Je sais très bien qu'il y a des échevins qui travaillent beaucoup, sans compter leurs heures et qui vont répondre eux même à tous les courriers alors que d'autres ont besoin de collaborateurs pour faire leur travail à leur place. Ça c'est la réalité des choses. On ne va pas polémiquer. Je dis juste que quand je vois le salaire qu'on reçoit quand on est échevin (je l'ai été donc je m'inclus dedans), on peut sans doute travailler plus que certains ne le font. On a un nouveau collège ici. J'espère que chacun sera bien conscient de ce qu'il gagne par rapport à un certain nombre de personnes et ne s'appuiera pas trop sur ses collaborateurs pour assumer leur mandat.

Réponse de Mr SPAPENS :

Vous pouvez être garanti que chaque membre du collège travaillera de la meilleure des manières dans l'intérêt de tous les Forestois en y engageant toute son énergie et toutes ses compétences.

Question de Mr POTELLE :

J'ai une question plus technique parce que je suis nouveau au conseil. Je lis qu'un échevin ne peut pas engager quelqu'un de sa famille, est-ce qu'il peut engager quelqu'un de la famille d'un autre échevin ? C'est une question tout à fait théorique.

Réponse de Mr SPAPENS :

Suivant le ce règlement, je pourrais théoriquement engager quelqu'un de la famille de Mr de Beer mais l'ensemble du collège a signé une charte selon laquelle ils se sont engagés à n'engager personne de leur famille jusqu'au 2^e degré.

Question de Mme POULAERT :

D'un point de vu pratico-pratique, je vois dans la section 3 article 3 que les agents membres du cabinet ne font pas l'objet de la procédure d'évaluation prévue pour les agents de l'administration en général. Pourquoi ?

Réponse de Mr SPAPENS :

C'est la cheffe de cabinet du bourgmestre qui fait l'évaluation des membres du cabinet et les agents des cabinets sont directement évalués par les membres du collège et pas la secrétaire.

On est vraiment désolés pour l'incident. N'y voyez pas malice d'avoir fait passer ce point en urgence, je pensais de bonne foi, que ça vous avait été envoyé en temps et en heure vendredi.

Tussenkomst van de heer LOEWENSTEIN

Ik wil terugkomen op een punt dat heel snel gepasseerd is. Er zijn hier punten toegevoegd en ik heb daar een probleem mee. Men vraagt ons in te stemmen met het feit dat schepenen en burgemeesters kabinetten kunnen krijgen met medewerkers, terwijl wij dat project niet hebben kunnen onderzoeken.

Het meegedeelde punt verwijst naar het statuut dat als bijlage bij de beraadslaging is gevoegd. We beschikken echter niet over de bijlage, waardoor we niet geldig kunnen beraadslagen. Er is hier een ernstig probleem met betrekking tot de informatie aan de gemeenteraadsleden.

Uit onoplettendheid en in antwoord op uw verzoek om een aantal punten met spoed aan de agenda van deze Raad toe te voegen, hebben we dit punt aangenomen, ondanks het feit dat het niet voldoet aan de basisregels. Soit, het is nu zo. Het is uw verantwoordelijkheid om het ongewijzigd goed te keuren.

Antwoord van de heer SPAPENS

Ik begrijp uw opmerkingen volledig. Als het punt niet in BOS staat, zullen we het voorlezen en u een kopie bezorgen. Ik was ervan overtuigd dat dit punt aan u was doorgegeven.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Zo werkt het niet. Gemeenteraadsleden moeten de tijd krijgen om de voorstellen te bekijken.

Antwoord van de heer SPAPENS

Er zijn geen fundamentele verschillen met de tekst die al van kracht is. Het is gewoon een kwestie van in overeenstemming brengen met de wettelijke verplichtingen van de Nieuwe Gemeentewet. Er is ook onderhandeld met de vakbonden. Er is een akkoordprotocol ondertekend. De tekst heeft zijn weg afgelegd. Als u hem niet hebt ontvangen, zullen we hem voor u printen en de vergadering schorsen zodat u hem kan lezen.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Ik zit al heel lang in de gemeenteraad, dus ik weet hoe het werkt. Dat is niet het geval voor nieuwe raadsleden die voor het eerst zetelen. Het recht op informatie van de gemeenteraad is heilig. Het is belangrijk. Normaal gezien worden agendapunten minstens zeven dagen van tevoren verstuurd, zodat raadsleden de tijd hebben om ze te lezen, te analyseren en eventueel vragen te stellen, maar dat is hier niet het geval.

-

Antwoord van de heer SPAPENS

Ten eerste hebt u helemaal gelijk. Ten tweede zal mevrouw Moens het controleren. Als er vragen zijn, bespreken we die. Uw opmerking is onbetwistbaar.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

U moet zich ook realiseren dat in een gemeenteraad de vorm boven de inhoud gaat en als de vorm ontbreekt, gaat het punt niet door.

Dank aan mevrouw de Secretaris voor het doorgeven van dit punt. Ik zal de volgende keer beter letten op de urgentie van de zaak. Ik vraag me af wat de methode is voor een punt dat niet onbelangrijk is. Kabinetsmedewerkers. Er kwam vaak kritiek in de vorige bestuursperiode. Het was de eerste bestuursperiode waarin kabinetsmedewerkers werden aangenomen op een moment dat de financiële situatie van de gemeente erg ingewikkeld

was. De lonen van de kabinetsmedewerkers lagen toen al rond de 500.000 euro. Ik wijs erop dat we een amendement hebben ingediend om de opcentiemen te verlagen van 7 naar 6,5 euro, wat 1.000.000 euro kost, dus het dubbele.

Bij het lezen van de bijlage zou ik graag willen weten wat de budgettaire impact is van deze politieke kabinetten en hun exacte samenstelling. Ik veronderstel een burgemeesterskabinet, een PS-, een Ecolo/Groen- en een PTB/PVDA-kabinet. Wat is de verdeling per fractie en voor de burgemeester?

Antwoord van de heer SPAPENS

Al uw vragen zijn terecht en legitiem. Ter herinnering: er zijn altijd kabinetten geweest in de gemeente Vorst. Destijds was er een persoon gedetacheerd vanuit het secretariaat, er was het kabinet van de burgemeester en andere mensen gedetacheerd vanuit de administratie voor de kabinetten. Vroeger waren de kabinetten veel groter; het was gewoon een ander systeem. De chauffeur werd gedetacheerd, de secretaresse werd gedetacheerd, een adviseur, een communicatieadviseur en nog andere mensen werden gedetacheerd. De vorige meerderheid wilde dit verduidelijken. Hier is de samenstelling vrijwel hetzelfde als in de vorige bestuursperiode. Het verschil is dat een A5 afdelingshoofd is omgezet in een A1. Het model dat aan het begin van de vorige bestuursperiode werd gebruikt, is hetzelfde: een halve VTE per schepen, behalve voor het kabinet van de burgemeester. De schepenen hebben geen secretariaat. Is het efficiënt om met zo weinig en zonder secretariaat voor de schepenen te werken? Nee, maar de financiële situatie van de gemeente laat ons niet toe om meer te doen. Dit is de exacte samenstelling:

- in het kabinet van de burgemeester: één A5, twee A1 en één B1 B2 of B3 die kan worden aangeworven als C;
- voor de Ecolo/Groen-fractie: 1 VTE A1;
- voor de PTB/PVDA-fractie: 1,5 VTE A1;
- voor de PS-fractie: 1,5 VTE A1;

De kwestie van de loonmassa is uiterst belangrijk. Die zal bijna hetzelfde zijn als vroeger. Het hangt natuurlijk af van de leeftijd en de anciënniteit van de mensen die worden aangenomen, dus het kan iets hoger of iets lager zijn. Hoewel het een kabinet wordt genoemd, heeft geen enkele schepen een kabinet als zodanig.

Replik van de heer LOEWENSTEIN

Je kunt het noemen zoals je wilt, maar het is nog steeds universitair personeel dat voorzien is per schepen. Je vraagt je af of het efficiënt is of niet om een secretariaat te hebben als je schepen bent. Je zegt dat het belangrijk is om de interpellaties van de bevolking te beantwoorden. Toen ik schepen was, beantwoordde ik al mijn brieven. Daar nam ik de tijd voor. Het hangt ook af van de inzet van elke schepen. Ik weet heel goed dat er schepenen zijn die hard werken, zonder hun werkuren te tellen, en die zelf alle brieven beantwoorden, terwijl anderen medewerkers nodig hebben om hun werk te doen. Dat is

de realiteit. We gaan er niet over redetwisten. Ik zeg alleen dat als ik zie wat voor salaris je krijgt als schepen (ik was het zelf ook, dus ik reken mezelf er ook toe), je waarschijnlijk harder kunt werken dan sommigen doen. We hebben hier een nieuw College. Ik hoop dat iedereen zich goed bewust is van wat hij verdient ten opzichte van anderen en niet te veel op zijn collega's vertrouwt om het mandaat uit te voeren.

Antwoord van de heer SPAPENS

U kunt er zeker van zijn dat elk lid van het College zo goed mogelijk zal werken in het belang van alle Vorstenaars, door al zijn of haar energie en competenties in te zetten.

Vraag van de heer POTELLE

Ik heb een meer technische vraag omdat ik nieuw ben in de raad. Ik heb gelezen dat een schepen niet iemand uit zijn familie mag aannemen. Mag hij wel iemand aannemen uit de familie van een andere schepen? Dit is een volledig theoretische vraag.

Antwoord van de heer SPAPENS

Volgens dit reglement zou ik in theorie een familielid van de heer De Beer in dienst kunnen nemen, maar het hele College heeft een charter ondertekend waarin het zich ertoe verbindt niemand uit zijn familie in dienst te nemen tot de 2e graad.

Vraag van mevrouw POULAERT

Vanuit praktisch oogpunt zie ik in afdeling 3, artikel 3 dat personeelsleden die lid zijn van het kabinet niet onderworpen zijn aan de evaluatieprocedure die geldt voor administratief personeel in het algemeen. Waarom?

Antwoord van de heer SPAPENS

Het is de kabinetschef van de burgemeester die de leden van het kabinet beoordeelt en de kabinetsmedewerkers worden rechtstreeks beoordeeld door de leden van het College, niet door de secretaris.

We betreuren het incident ten zeerste. Er is geen kwade opzet in het feit dat dit punt er doorheen is gejaagd; ik dacht te goeder trouw dat het vrijdag tijdig naar u was verzonden.

3 annexes / 3 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

- 61 **Marchés publics - MP-2024-S-023 - École « Les Marronniers » : Mission d'étude et de suivi d'exécution en techniques spéciales pour les travaux de rénovation lourde - Marché à tranches : Tranche Ferme (Phases 1 et 2) et Tranche Conditionnelle (Phases 3 et 4) - Révision du montant de l'estimation.**

(Ajouté en séance)

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 10 septembre 2024 quant au montant de l'estimation du marché ;

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé initial du marché MP-2024-S-023 École « Les Marronniers » : Mission d'étude et de suivi d'exécution en techniques spéciales pour les travaux de rénovation lourde - Marché à tranches : Tranche Ferme (Phases 1 et 2) et Tranche Conditionnelle (Phases 3 et 4) s'élève à :

- Tranche ferme (Phases 1 et 2) : € 252.066,12 hors TVA (10% révision des prix comprise) ou € 305.000,00, 21% TTC ;
- Tranche conditionnelle (Phases 3 et 4) : € 165.289,26 hors TVA (10% révision des prix comprise) ou € 200.000,00, 21% TTC ;
- Le montant estimé total : € 417.355,38 hors TVA (10 % révision des prix comprise) ou € 505.000,00, 21% TTC ;

Considérant qu'au vu des montants des offres reçues, l'estimation doit être revue afin de pouvoir attribuer le marché et être portée à :

- Tranche ferme (Phases 1 et 2) : € 260.909,10 hors TVA (5 % révision des prix comprise), € 315.700,01, 21% TTC ;
- Tranche conditionnelle (Phases 3 et 4) : € 156.446,28 hors TVA (5 % révision des prix comprise) ou € 189.300,00, 21% TTC ;

- Le montant estimé total : € 417.355,38 hors TVA (5 % révision des prix comprise) ou € 505.000,00, 21% TTC ;

Considérant que le crédit permettant la dépense relative à la tranche ferme est inscrit à l'article 7201/724-60/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que la tranche conditionnelle pourra être financée ultérieurement ;

DECIDE:

Art. 1 : De revoir la décision du Conseil Communal du 10 septembre 2024 quant au montant de l'estimation de le porter à:

- Tranche ferme (Phases 1 et 2) : € 260.909,10 hors TVA (5 % révision des prix comprise), € 315.700,01, 21% TTC ;
- Tranche conditionnelle (Phases 3 et 4) : € 156.446,28 hors TVA (5 % révision des prix comprise) ou € 189.300,00, 21% TTC ;
- Le montant estimé total : € 417.355,38 hors TVA (5 % révision des prix comprise) ou € 505.000,00, 21% TTC.

Art. 2 : D'inscrire la dépense relative à la tranche ferme à l'article 7201/724-60/03 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Art. 3 : De financer la dépense par un emprunt ; la tranche conditionnelle pourra être financée ultérieurement.

Art. 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - MP-2024-S-023 - School "Les Marronniers": Studieopdracht en opvolging van de uitvoering inzake speciale technieken voor grote renovatiewerken – Opdracht in gedeelten: Vast gedeelte (Fase 1 en 2) en Voorwaardelijk gedeelte (Fase 3 en 4) - Herziening van het bedrag van de raming. *(Toegevoegd tijdens de zitting)*

DE RAAD,

Zijn beslissing van 10 september 2024 met betrekking tot het bedrag van de raming herziend;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 36 en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor de opdracht MP-2024-S-023- School “Les Marronniers” : Studieopdracht en opvolging van de uitvoering inzake speciale technieken voor grote renovatiewerken – Opdracht in gedeelten: Vast gedeelte (Fase 1 en 2) en Voorwaardelijk gedeelte (Fase 3 en 4) aanvankelijk werd geraamd op:

- Vast gedeelte (Fase 1 en 2): € 252.066,12 excl. btw (10% prijsherziening inbegrepen) of € 305.000,00, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte (Fase 3 en 4): € 165.289,26 excl. btw (10% prijsherziening inbegrepen) of € 200.000,00, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Totaal geraamd bedrag: € 417.355,38 excl. btw (10 % prijsherziening inbegrepen) of € 505.000,00, 21% alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat, gezien de bedragen van de ontvangen offertes, de raming moet worden herzien om de opdracht te kunnen gunnen en moet worden verhoogd tot:

- Vast gedeelte (Fase 1 en 2): € 260.909,10 excl. btw (5 % prijsherziening inbegrepen) of € 315.700,01, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte (Fase 3 en 4): € 156.446,28 excl. btw (5% prijsherziening inbegrepen) of € 189.300,00, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Totaal geraamd bedrag: € 417.355,38 excl. btw (5% prijsherziening inbegrepen) of € 505.000,00, 21% alle belastingen inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave met betrekking tot het vast gedeelte ingeschreven is op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2024;

Overwegende dat deze uitgave gefinancierd wordt door een lening;

Overwegende dat het voorwaardelijk gedeelte op een latere datum kan worden gefinancierd;

BESLIST:

Art. 1: Het besluit van de Gemeenteraad van 10 september 2024 met betrekking tot het bedrag van de schatting te herzien en te verhogen tot:

- Vast gedeelte (Fase 1 en 2): € 260.909,10 excl. btw (5 % prijsherziening inbegrepen) of € 315.700,01, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Voorwaardelijk gedeelte (Fase 3 en 4): € 156.446,28 excl. btw (5% prijsherziening inbegrepen) of € 189.300,00, 21% alle belastingen inbegrepen;
- Totaal geraamd bedrag: € 417.355,38 excl. btw (5% prijsherziening inbegrepen) of € 505.000,00, 21% alle belastingen inbegrepen;

Art. 2: De uitgave met betrekking tot het vast gedeelte in te schrijven op artikel 7201/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting 2024.

Art. 3: Deze uitgave te financieren door een lening; het voorwaardelijk gedeelte kan op een latere datum worden gefinancierd.

Art. 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

62 **Marchés publics - MP-2024-F-028 - Achat de véhicules et d'engins motorisés (lots) – Retrait de la décision du 15 octobre 2024 relative à l'approbation des conditions et de la procédure de passation - Arrêt de la procédure. (Ajouté en séance)**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 §1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° MP-2024-F-028 relatif au marché “ Achat de véhicules et d'engins motorisés (lots) ” établi par le service Travaux Publics - Voirie ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Camion compacteur), estimé à € 148.760,33 hors TVA ou € 180.000,00, 21% TVA comprise ;

- * Lot 2 (Epandeuse à sel), estimé à € 41.322,31 hors TVA ou € 50.000,00, 21% TVA comprise ;

- * Lot 3 (Camionnette), estimé à € 57.851,24 hors TVA ou € 70.000,00, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 247.933,88 hors TVA ou € 300.000,00, 21% TVA comprise ;

Vu la décision du conseil communal du 15 octobre 2024 approuvant les conditions, le montant estimé et la procédure de passation de ce marché ;

Vu l'arrêté ministériel de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 novembre 2024 relatif à la suspension de la décision du Conseil Communal du 15 octobre 2024 ;

Considérant que la Commune de Forest dispose de 40 jours à dater de la réception de l'arrêté de suspension pour justifier ou retirer l'acte suspendu ;

Considérant qu'il est proposé de retirer la décision du Conseil Communal du 15 octobre 2024 ;

DECIDE,

Art. 1 : De retirer la décision du Conseil Communal du 15 octobre 2024 relative à l'approbation des conditions et de la procédure de passation.

Art. 2 : De relancer dans les meilleurs délais un marché pour l'achat de véhicules.

Art. 3 : D'avertir les soumissionnaires susmentionnés par écrit de cette décision.

Art. 4 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Overheidsopdrachten – MP-2024-F-028 – Aanschaf van voertuigen en gemotoriseerde apparatuur (percelen) - Intrekking van de beslissing van 15 oktober 2024 betreffende goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze - Stopzetting procedure.
(Toegevoegd tijdens de zitting)

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234 §1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. MP-2024-F-028 betreffende de opdracht "Aanschaf van voertuigen en gemotoriseerde apparatuur (percelen)" opgesteld door de dienst Openbare Werken - Wegenis;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Vuilniswagen), raming: € 148.760,33 excl. btw of € 180.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 2 (Zoutstrooier), raming: € 41.322,31 excl. btw of € 50.000,00 incl. 21% btw;

* Perceel 3 (Bestelwagen), raming: € 57.851,24 excl. btw of € 70.000,00 incl. 21% btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 247.933,88 excl. btw of € 300.000,00 incl. 21% btw;

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 15 oktober 2024 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, de raming en de plaatsingsprocedure van deze opdracht;

Gelet op het ministerieel besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 november 2024 betreffende de schorsing van de beslissing de Raad van 15 oktober 2024;

Overwegende dat de Gemeente Vorst over 40 dagen beschikt, te rekenen vanaf de ontvangst van het schorsingsbesluit, om de geschorste akte te rechtvaardigen of in te trekken;

Overwegende dat er wordt voorgesteld de beslissing van de raad van 15 oktober 2024 in te trekken;

BESLIST,

Art. 1: De beslissing van de raad van 15 oktober 2024 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden en de plaatsingsprocedure in te trekken.

Art. 2: Zo spoedig mogelijk opnieuw een opdracht uit te schrijven voor de aankoop van voertuigen.

Art. 3: De bovengenoemde inschrijvers schriftelijk op de hoogte te brengen van deze beslissing.

Art 4: Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

63 Affaires générales - Mandats (Vivaqua) - Remplacement - Revu (*Ajouté en séance*)

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa décision du 1 décembre 2024 de désigner Monsieur Zakaria YAAKOUBI, membre du Conseil communal, domicilié Avenue Fléron, 4/BT05 à 1190 Forest, en qualité de délégué à l'AG de Vivaqua, ce en remplacement de M. Denis STOKKINK

DECIDE,

De désigner Monsieur Zakaria YAAKOUBI, membre du Conseil communal, domicilié Avenue Fléron, 4/BT05 à 1190 Forest, en qualité de membre du conseil d'administration de Vivaqua, ce en remplacement de M. Denis STOKKINK.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Vivaqua) - Vervanging - Herziening (*Toegevoegd tijdens de zitting*)

DE RAAD,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Zijn beslissing van 1 december 2024 herziend betreffende de aanstelling van de heer Zakaria YAAKOUBI, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Fléronlaan 4/BT05 in 1190 Vorst, als afgevaardigde voor de Algemene Vergadering van Vivaqua, ter vervanging van de heer Denis STOKKINK;

BESLIST,

De heer Zakaria YAAKOUBI, Gemeenteraadslid, gedomicilieerd Fléronlaan 4/BT05 in 1190 Vorst, aan te stellen als lid van de Raad van Bestuur van Vivaqua, ter vervanging van de heer Denis STOKKINK..

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Mr OUARTASSI :

Je voulais exprimer ma gratitude vis-à-vis des collègues puisque ça faisait 18 ans que j'étais en fonction en tant qu'échevin et je n'ai jamais eu la possibilité de remercier, surtout par rapport à la collaboration et au travail, les membres du collèges ainsi que les membres du conseil qui ont pu suivre nos travaux.

Il y eu durant ces 18 ans beaucoup de choses dont des dossiers plus complexes et d'autres moins. Durant ces 18 années, j'ai appris beaucoup de choses et j'ai également connu des personnes qui m'ont aidé à comprendre tout le jargon qui était nécessaire pour évoluer au niveau politique. Je pense à Mesdames et Messieurs De Permentier, De Fays, El Yousfi, Père, Massart, Borcy, Ghysels, Tahri, Résimont, Lenders, feu Mme De Galan, j'en oublie certainement beaucoup. Toutes ces personnes m'ont permis de les observer et d'être dans l'écoute pour apprendre. avant d'être conseiller communal, j'ai travaillé au service des travaux de notre commune où j'ai eu comme collègue Mme Moens qui est maintenant notre secrétaire communale.

Je tiens à remercier mes collègues du collège : Mesdames et Messieurs Loewenstein, El Hamidine, Angeli, De Ridder, Lonfils, Angeli, Mugabo, Spapens, el Omari et d'autres qui étaient là avec nous. J'ai beaucoup aimé travailler avec ces personnes et cette expérience m'a donné beaucoup. Aujourd'hui, je débute comme conseiller communal, vu que j'ai commencé directement en tant qu'échevin. Commencer dans l'exécutif m'a permis de découvrir énormément de choses. J'ai pu apporter ma contribution, entre autres dans le domaine des sports. On a parfois eu des moments difficiles (la perte de proches, la santé qui décline) mais il fallait continuer et garder le cap jusqu'au bout, c'est ce que j'ai fait. Ce que je peux dire à nos collègues du nouveau collège, c'est d'avoir beaucoup de courage pour cette législature qui ne sera pas facile avec l'actuelle conjoncture économique. Ce que je leur souhaite, c'est d'innover, d'exceller et de faire rayonner notre commune qui le mérite parce que les citoyens qui nous élisent méritent aussi un grand respect. Je pense aussi fortement à l'administration communale qui est le pilier de notre commune. Tout le travail qu'elle mache. nous, membres de l'exécutif, nous initions mais tout le travail se fait en coulisses par l'administration. Il faut évidemment tenir compte de son travail, la respecter, l'honorer en étant en bons termes avec elle. Je vous souhaite, chers membres du collège, une réussite tout le long de cette législature. Je vous garantis que je serai toujours là à disposition en cas de besoin.

Réplique de Mr SPAPENS :

Un très grand merci, cher Ahmed. J'ai déjà eu l'occasion de faire un discours lors de la cérémonie du mérite sportif et lors d'un conseil communal précédant.

Tussenkomst van de heer OUARTASSI

Ik wilde mijn dankbaarheid uitspreken ten aanzien van mijn collega's, want ik ben al 18 jaar schepen en ik heb nog nooit de gelegenheid gehad om de leden van het College en de leden van de raad die ons werk hebben kunnen volgen, te bedanken, vooral voor hun samenwerking en harde werk.

Er is veel gebeurd in deze 18 jaar, sommige dossiers waren ingewikkeld en andere minder. In die 18 jaar heb ik veel geleerd en heb ik ook mensen ontmoet die me hebben geholpen om al het jargon te begrijpen dat nodig was om op politiek niveau vooruit te komen. Ik denk aan de heren De Permentier, De Fays, El Yousfi, Père, Massart, Borcy, Ghysels, Tahri, Résimont, Lenders, wijlen mevrouw De Galan, en zo vele anderen. Al deze mensen hebben mij de kans gegeven om hen te observeren en van hen te leren. Voordat ik gemeenteraadslid werd, werkte ik op de dienst Werken van onze gemeente, waar mijn collega mevrouw Moens was, die nu onze gemeentesecretaris is.

Ik wil mijn collega's van het College bedanken: de dames en heren Loewenstein, El Hamidine, Angeli, De Ridder, Lonfils, Angeli, Mugabo, Spapens, El Omari en anderen. Ik vond het erg leuk om met deze mensen te werken en de ervaring heeft me veel gegeven. Vandaag begin ik als gemeenteraadslid, net zoals ik begonnen ben als schepen. In de uitvoerende macht heb ik veel dingen ontdekt. Ik heb een bijdrage kunnen leveren, o.a. op het gebied van sport. We hebben soms moeilijke momenten gehad (verlies van dierbaren, gezondheidsproblemen) maar je moest doorzetten en koers houden tot het einde en dat heb ik gedaan. Wat ik tegen onze collega's in het nieuwe College kan zeggen, is dat ze veel moed moeten hebben voor deze bestuursperiode, die niet gemakkelijk zal zijn gezien de huidige economische situatie. Wat ik hen toewens, is innoveren, uitblinken en onze gemeente doen stralen, die dat verdient omdat de burgers die ons verkiezen ook veel respect verdienen. Ik denk ook heel sterk aan de gemeentediensten, die de pijlers vormen van onze gemeente. Als schepen initiëren we dingen, maar al het werk achter de schermen wordt gedaan door de administratie. Uiteraard moeten we rekening houden met hun werk en het respecteren, door goed contact te houden. Ik wens u, geachte leden van het College, veel succes tijdens deze zittingsperiode. Ik kan u verzekeren dat ik altijd beschikbaar zal zijn als u me nodig heeft.

Repliek van de heer SPAPENS

Hartelijk dank, beste Ahmed. Ik heb al een toespraak mogen houden op de ceremonie van de sportverdiensten en tijdens een vorige gemeenteraad.

Levée de la séance à 22:10
Opheffing van de zitting om 22:10

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

Le Président suppléant,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Charles Spapens